



**SITUATION SOCIOECONOMIQUE DES MENAGES DE LA COMMUNE  
D'ANTALAHA ET IMPACT DE LA CRISE SOCIOPOLITIQUE AU NIVEAU  
DES MENAGES  
JUN 2011  
MADAGASCAR**

**VERSION DEFINITIVE**

*Jun 2011*

## *Table des matières*

<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>II</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>V</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>VII</b>
<b>ACRONYMES.....</b>	<b>VIII</b>
<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>IX</b>
<b>1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE .....</b>	<b>1</b>
<b>1.1. Contexte.....</b>	<b>1</b>
<b>1.2. Objectifs de l'étude .....</b>	<b>2</b>
<b>1.3. Aspects méthodologiques.....</b>	<b>2</b>
1.3.1. Echantillonnage.....	2
1.3.2. Phase pré-enquête .....	3
1.3.3. Phase de collecte de données .....	3
1.3.4. Phase post-enquête .....	4
1.3.5. Traitement et analyse de données.....	5
<b>2. PRESENTATION DES RESULTATS.....</b>	<b>5</b>
<b>2.1. Caractéristiques de l'échantillon.....</b>	<b>5</b>
2.1.1. Caractéristiques des ménages.....	5
2.1.2. Caractéristiques des membres des ménages .....	7
<b>2.2. Migration.....</b>	<b>9</b>
2.2.1. Incidence de la migration .....	9
2.2.2. Caractéristiques des migrants .....	10
2.2.3. Lieu de provenance des migrants .....	11
2.2.4. Motifs de la migration .....	11
<b>2.3. Transport.....</b>	<b>12</b>
2.3.1. Ampleur des déplacements.....	12
2.3.2. Déplacements et secteurs d'activités.....	13
2.3.3. Les motifs de déplacement .....	15
2.3.4. Les dépenses liées aux déplacements.....	17
<b>2.4. Education.....</b>	<b>18</b>
2.4.1. Niveau d'instruction de la population de 6 ans et plus.....	18
2.4.2. Scolarisation des enfants.....	19
2.4.3. Absence et performance scolaire des enfants .....	25

2.4.4.	Problèmes rencontrés par les ménages en termes de scolarisation.....	26
<b>2.5.</b>	<b>Activités économiques.....</b>	<b>27</b>
2.5.1.	Activités.....	27
2.5.2.	Profil du capital humain .....	29
2.5.3.	Secteur d'activité de la population active.....	30
<b>2.6.</b>	<b>Revenus des ménages.....</b>	<b>31</b>
2.6.1.	Structure du revenu .....	31
2.6.2.	Caractéristique du revenu .....	32
<b>2.7.</b>	<b>Dépenses des ménages.....</b>	<b>33</b>
2.7.1.	Structure des dépenses totales.....	33
2.7.2.	Les dépenses courantes non alimentaires .....	34
2.7.3.	Part des dépenses alimentaires par rapport au revenu.....	35
2.7.4.	Profil des ménages selon les quintiles de dépenses alimentaires.....	36
<b>2.8.</b>	<b>Sécurité alimentaire .....</b>	<b>40</b>
2.8.1.	Le profil de consommation alimentaire .....	41
2.8.2.	Fréquence de consommation des différents groupes d'aliments.....	42
2.8.3.	Le type d'aliment de base .....	44
2.8.4.	Situation des stocks en aliments de base et origine des aliments consommés .....	44
2.8.5.	Perceptions sur la situation alimentaire actuelle.....	46
<b>2.9.</b>	<b>Agriculture.....</b>	<b>47</b>
2.9.1.	La riziculture.....	47
2.9.2.	Les autres cultures que le riz.....	52
2.9.3.	L'élevage.....	55
<b>2.10.</b>	<b>Réseau social .....</b>	<b>58</b>
2.10.1.	La nature des principales difficultés.....	58
2.10.2.	La recherche de solution en cas de difficultés .....	59
2.10.3.	La forme de l'aide obtenue par les ménages .....	60
<b>2.11.</b>	<b>Chocs et stratégies.....</b>	<b>61</b>
<b>2.12.</b>	<b>Eau et assainissement.....</b>	<b>64</b>
2.12.1.	Accès à l'eau.....	64
2.12.2.	Assainissement et utilisation de latrine .....	67
2.12.3.	Pratiques habituelles en matière d'hygiène.....	68
<b>2.13.</b>	<b>Santé et VIH/SIDA.....</b>	<b>69</b>
2.13.1.	Santé de la population .....	69
2.13.2.	Perceptions sur le VIH/SIDA .....	71
<b>2.14.</b>	<b>Habitat .....</b>	<b>76</b>
2.14.1.	Perceptions sur les services rendus par la commune .....	76
2.14.2.	Perceptions sur le fonctionnement du fokontany .....	78
<b>2.15.</b>	<b>Violence à l'égard de l'enfant .....</b>	<b>79</b>

<b>2.16. Violence domestique à l'égard des femmes.....</b>	<b>79</b>
<b>2.17. Etat de droit et justice .....</b>	<b>80</b>
2.17.1. Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010 .....	80
2.17.2. Occurrence d'arrestation depuis janvier 2010.....	81
2.17.3. Situation à l'égard des médias .....	82
<b>2.18. Jeunes.....</b>	<b>83</b>
<b>2.19. Besoins prioritaires.....</b>	<b>87</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>90</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>92</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1.3-1 : Les modules inclus dans le questionnaire .....	3
Tableau 2.1-1 : Caractéristiques des ménages enquêtés.....	5
Tableau 2.1-2 : Caractéristiques des membres des ménages .....	7
Tableau 2.2-1 : Caractéristiques des migrants .....	10
Tableau 2.2-2 : Lieu de provenance des migrants.....	11
Tableau 2.2-3 : Les motifs de la migration .....	12
Tableau 2.3-1 : Fréquence des déplacements au cours des 30 derniers jours .....	13
Tableau 2.3-2 : Caractéristiques des déplacements.....	14
Tableau 2.3-3 : Répartition par genre des motifs de déplacement .....	15
Tableau 2.3-4 : Répartition par secteur d'activité des motifs de déplacement.....	16
Tableau 2.3-5 : Les dépenses en transport (Ariary) .....	17
Tableau 2.4-1 : Niveau d'instruction de la population .....	19
Tableau 2.4-2 : Tableau comparatif de l'accès à l'éducation .....	21
Tableau 2.4-3 : Situation des enfants de 6 à 17 ans vis-à-vis du système éducatif .....	22
Tableau 2.4-4 : Incidence de la scolarisation des enfants suivant les caractéristiques des ménages ..	23
Tableau 2.4-5 : Incidence de l'absence prolongée pendant au moins 2 semaines.....	25
Tableau 2.4-6 : Taux de réussite aux examens officiels en 2008 – 2009 .....	25
Tableau 2.4-7 : Principaux problèmes liés à la scolarisation.....	26
Tableau 2.5-1 : Situation des individus âgés de 15 ans et plus vis-à-vis de l'activité.....	28
Tableau 2.5-2 : Profil du capital humain .....	29
Tableau 2.5-3 : Répartition des individus âgés de 15 ans à 64 ans qui travaillent par secteur d'activité .....	30
Tableau 2.7-1 : Structure des dépenses totales .....	33
Tableau 2.7-2 : Caractéristiques des principales dépenses courantes non alimentaires (en Ariary) ...	35
Tableau 2.7-3 : Répartition des ménages suivant la part des dépenses par rapport au revenu, et selon les caractéristiques sociodémographiques .....	35
Tableau 2.7-4 : Profil des ménages selon les dépenses alimentaires par tête et la consommation alimentaire au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête.....	37
Tableau 2.8-1 : Répartition des ménages selon le FCS et les caractéristiques sociodémographiques .	41
Tableau 2.8-2 : Fréquence de la consommation alimentaire (en nombre de jours au cours de la semaine ayant précédé l'enquête).....	43
Tableau 2.8-3 : Répartition des ménages selon le type d'aliment de base pendant le jour ayant précédé l'enquête (N=500) .....	44
Tableau 2.8-4 : Estimation de la durée des stocks (en mois) .....	45
Tableau 2.8-5 : Principales sources des aliments (%).....	46
Tableau 2.9-1 : La production rizicole suivant les saisons.....	47
Tableau 2.9-2 : Le rendement de la grande saison .....	48
Tableau 2.9-3 : Les surfaces cultivées selon les caractéristiques des ménages.....	49
Tableau 2.9-4 : Les problèmes rencontrés et les techniques de culture adoptées .....	50
Tableau 2.9-5 : La destination de la production.....	51
Tableau 2.9-6 : Le flux de la commercialisation .....	51
Tableau 2.9-7 : Le niveau de diversification agricole .....	52

Tableau 2.9-8 : Commercialisation des produits agricoles autres que le riz au cours des 30 derniers jours qui précèdent l'enquête.....	53
Tableau 2.9-9 : Le flux de la commercialisation.....	54
Tableau 2.9-10 : Profil des ménages qui pratiquent l'élevage.....	55
Tableau 2.9-11 : Les types d'élevage.....	56
Tableau 2.9-12 : La destination des produits d'élevage.....	57
Tableau 2.9-13 : Les caractéristiques des ventes.....	57
Tableau 2.9-14 : Les caractéristiques des achats.....	58
Tableau 2.10-1 : Type d'aide reçue par les ménages en difficultés.....	61
Tableau 2.11-1 : Chocs subis par les ménages depuis janvier 2010.....	61
Tableau 2.11-2 : Stratégies adoptées pour faire face aux chocs.....	63
Tableau 2.12-1 : Les sources d'approvisionnement en eau.....	65
Tableau 2.12-2 : Pratique habituelle pour rendre l'eau de boisson plus saine.....	65
Tableau 2.12-3 : Consommation quotidienne en eau (en litre par tête par jour).....	67
Tableau 2.12-4 : Pratique du lavage des mains avec du savon.....	68
Tableau 2.13-1 : Taux de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans et les individus de 5 ans et plus.....	69
Tableau 2.13-2 : Les principales maladies ayant affecté chaque groupe de population.....	70
Tableau 2.13-3 : Connaissance du VIH/SIDA.....	72
Tableau 2.13-4 : Connaissance des modes de transmission du sida.....	73
Tableau 2.13-5 : Perceptions erronées sur le mode de transmission du sida.....	74
Tableau 2.13-6 : Perceptions sur le mode de contamination du sida.....	75
Tableau 2.13-7 : Utilisation de préservatif.....	76
Tableau 2.14-1 : Perceptions sur les services fournis au niveau de la commune.....	76
Tableau 2.14-2 : Les principales raisons d'insatisfaction à l'égard des services publics.....	77
Tableau 2.15-1 : Etendue de la violence à l'égard des enfants.....	79
Tableau 2.17-1 : Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010.....	80
Tableau 2.17-2 : Mesures entreprises par les ménages pour faire face à l'insécurité.....	81
Tableau 2.18-1 : Perceptions sur les principales menaces à la santé des jeunes.....	86
Tableau 2.18-2 : Opinions sur les services de santé publique par rapport aux besoins des jeunes.....	87
Tableau 2.19-1 : Besoins prioritaires des ménages rapportés.....	87
Tableau 2.19-2 : Opinions sur l'évolution de la situation des ménages.....	88

## ***Liste des graphiques***

Graphique 2.1-1 : Pyramide des âges.....	9
Graphique 2.2-1 : Ampleur de la migration .....	10
Graphique 2.3-1 : Répartition des individus ayant déplacé selon les secteurs d'activité.....	14
Graphique 2.4-1 : Les Taux Bruts de Scolarisation par cycle.....	20
Graphique 2.4-2 : Situation des enfants à l'égard du travail des enfants.....	24
Graphique 2.10-1 : Principaux types de difficultés rencontrées par le ménage.....	59
Graphique 2.10-2 : Groupes ou personnes sollicités en cas de difficultés .....	60
Graphique 2.12-1 : Utilisation de latrine.....	67
Graphique 2.12-2 : Lieu recouru pour se doucher .....	68
Graphique 2.13-1 : Recours aux soins médicaux .....	71
Graphique 2.14-1 : Perceptions sur le fonctionnement du fokontany .....	78
Graphique 2.16-1 : Type de violence domestique affectant généralement les femmes.....	80
Graphique 2.17-1 : Médias utilisés par les ménages.....	82
Graphique 2.17-2 : Perceptions sur le rôle des médias vis-à-vis de la conjoncture actuelle.....	83
Graphique 2.18-1 : Perceptions sur le niveau d'engagement des jeunes.....	84
Graphique 2.18-2 : Degré d'optimisme quant à l'avenir des jeunes.....	84
Graphique 2.18-3 : Les principales occupations des jeunes .....	85

## ***Acronymes***

APC	Approche Par les Compétences
CEG	Collège d'Enseignement Général
CEPE	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
EPM	Enquêtes Périodiques auprès des Ménages
EPP	Ecole Primaire Publique
FCS	Food Consumption Score
FOFIFA	Foibe Fikarohana ho Fampanandrosoana ny any Ambanivohitra
FRAM	Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra (Association des Parents d'Elèves)
INSTAT	Institut National de la Statistique
IRA	Infections Respiratoires Aigues
Mc RAM	Multi Cluster Rapid Assessment Mechanism
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	Produits de Première Nécessité
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
ROR	Réseau des Observatoires Ruraux
SIDA	Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TNS	Taux Net de Scolarisation
uc	Unité de consommation
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
ZD	Zone de Dénombrement

## ***Résumé exécutif***

Antalaha fait partie de l'une des régions les plus touchées par le passage fréquent de dépressions ou de cyclones tropicaux dans la Grande Ile ; des aléas climatiques susceptibles de compromettre les spéculations agricoles, particulièrement la vanille qui s'inscrit parmi les filières porteuses au niveau régional. En même temps, la crise politique traversée par le pays depuis 2009 est venue s'ajouter au large éventail de chocs externes qui sont susceptibles d'affecter les conditions de vie de la population. Face à un tel contexte de bouleversements sociopolitiques et d'aléas climatiques, les Nations Unies ont mis en œuvre par le biais de la coordination de l'UNICEF des enquêtes multisectorielles auprès des ménages ruraux en vue de réaliser un diagnostic de la situation socioéconomique actuelle de ces derniers. Les informations ainsi recueillies serviront de données de base illustrant l'impact de la conjoncture au niveau de ces ménages.

Les aspects méthodologiques ont prévu deux passages d'enquêtes dont un en période de récolte et un autre durant la soudure, et ce, en vue de mettre en exergue l'effet des saisons sur la situation des ménages dans l'année. Le plan d'échantillonnage adopté garantit la représentativité statistique des données à l'échelle du district.

Comme l'étude vise à appréhender la vulnérabilité en milieu rural, le choix du site a été focalisé sur le district d'Antalaha en raison de l'importance des cultures de rentes au sein de l'économie. La collecte de données s'est tenue du 16 septembre au 27 octobre 2010, ce premier passage ayant ciblé la saison post-récolte. Le présent document consiste alors au rapport d'analyse menée dans le district d'Antalaha pendant la période ayant succédé à la récolte.

### ***A. Caractéristiques de l'échantillon***

#### **Les caractéristiques des ménages d'Antalaha s'alignent avec la situation en milieu rural malgache.**

Environ 8 ménages sur 10 sont dirigés par un homme, ce qui indique que l'incidence des ménages dont le chef est du sexe féminin (19%) coïncide avec la tendance en milieu rural<sup>1</sup>. Les ménages comptent en moyenne 4.8 individus, un constat qui coïncide aussi avec la taille moyenne au niveau national<sup>Erreur ! Signet non défini.</sup>. Pour des raisons d'ordre culturel, le mariage coutumier prédomine comme statut matrimonial des chefs de ménage (51%). Néanmoins, les cas de veuvage affectent près du quart des femmes chefs de ménage de sorte que les ménages dirigés par une femme sont le plus souvent de type monoparental.

En cette période post-récolte, plus du quart des ménages présentent un revenu courant assez élevé, dépassant Ariary 500.000 au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Mais les ménages dirigés par une femme ont été plus enclins à avoir un revenu inférieur à Ariary 50.000.

Le caractère jeune de la population transparait parce que près de 2 individus sur 3 sont âgés de moins de 25 ans. Le niveau d'instruction est assez faible car plus de la moitié de la population de 15 ans et plus justifie d'un niveau d'éducation primaire incomplet. Sur ce plan, un écart entre les genres au détriment de la population féminine a été observée car celle-ci est plus nombreuse à ne jamais avoir accès à l'éducation par rapport aux hommes (20% contre 15%). La quasi-totalité des membres de ménages est résident présente.

---

<sup>1</sup> EPM 2010

## *B. Migration*

**La quasi-totalité de la population a toujours habité leurs fokontany respectifs, et les éventuelles absences n'ont jamais dépassé les 6 mois. Le peu de gens concernés par la migration sont en majorité des jeunes de moins de 25 ans.**

L'incidence de la migration est très faible à Antalaha (2% dans l'ensemble) et il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes. Par rapport au statut matrimonial, ce sont surtout les célibataires qui en sont les plus concernés (61%), notamment à cause de leur liberté à changer de résidence, ceci par rapport à ceux qui sont déjà mariés et ont plus de responsabilités à honorer.

Plus de 2 jeunes de moins de 25 ans sur 3 sont concernés par la migration, et ce taux diminue au fur et à mesure que l'âge de la population augmente. Dans l'ensemble, 2 migrants sur 3 proviennent du district d'Antalaha même, surtout les hommes (85% contre 65% de femmes). Il s'agit donc d'une migration inter communale voir même inter fokontany. Le principal motif de migration est l'éducation en affectant 42% de ceux qui ont déjà migré et aux avantages des hommes (53% contre 28%).

## *C. Déplacements*

**Une faible mobilité de la population a été ressentie étant donné que les activités ne sont généralement pas pratiquées en ville.**

La population d'Antalaha ne s'est pratiquement pas déplacée car dans l'ensemble, 81% ne se sont pas rendus au chef lieu du district au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Les déplacements quotidiens sont même pratiquement inexistantes. Parmi les individus ayant eu au moins un déplacement, ceux qui exercent leurs activités principales au sein du secteur primaire prédominent avec un pourcentage de 68%, suivis des inactifs avec 27%. En moyenne, le nombre de déplacements est relativement plus élevé pour ceux qui sont du secteur tertiaire (3.2 contre 1.9 pour le secteur primaire).

Comme motif de déplacements, hommes et femmes ont évoqué en premier lieu les obligations familiales, suivi du fait d'aller au marché pour faire des achats. Les dépenses moyennes en transport s'élèvent à Ariary 17.462 chez les 24% de ménages concernés.

## *D. Activités économiques*

**Un fort taux d'occupation a été appréhendé étant donné que tous les membres de ménage en âge de travailler peuvent s'impliquer dans les exploitations agricoles familiales. Le secteur primaire pourvoit la quasi-totalité des activités principales.**

Le taux d'occupation des individus de 15 ans et plus atteint les 86%, c'est-à-dire que presque 9 individus sur 10 possèdent un emploi bien déterminé. Les femmes (88%) sont plus nombreuses à être classées comme actifs occupés que les hommes (84%). Les actifs non occupés ne représentent qu'une infime partie (2%), et le statut inactif touche plutôt les hommes (14% contre 10% pour les femmes).

Le faible taux d'occupation de 2% des enfants de 6 à 14 ans traduit une assez faible incidence de l'insertion précoce des enfants dans le monde du travail. Pour ce qui est de la sortie du monde de

travail, elle s'avère assez tardive car en général, 74% des individus de plus de 65 ans travaillent encore. Comme les activités principales sont essentiellement focalisées sur l'Agriculture, le secteur primaire fournit 96% des activités principales pour la tranche d'âge de 15 à 64 ans.

#### *E. Education et scolarisation*

**Un faible niveau d'instruction a été ressenti à travers la prépondérance du niveau d'éducation primaire incomplet. Le contexte de la crise n'a pas induit de bouleversements majeurs au cours de l'année scolaire 2009-2010.**

Le niveau d'instruction est en général faible car moins de 6 individus âgés de 15 ans et plus sur 10 ont été à l'école sans avoir achevé le cycle primaire. Chez la population de 6 ans et plus, les femmes ont été plus enclines à ne jamais avoir accès à l'éducation (20% contre 17% chez les hommes). En revanche, les TBS au primaire dépassent nettement la situation appréhendée à l'échelle nationale qui est de 118%<sup>2</sup>. Mais des déperditions scolaires sont rapportées au fur et à mesure que le niveau augmente. Les filles ont paru relativement lésées par rapport aux garçons sur le plan de l'accès à l'école quel que soit le cycle scolaire. Par ailleurs, âgées de 6 à 17 ans, elles ont été plus nombreuses à exercer un travail rémunéré ou non (13% contre 8% chez les garçons), lequel est surtout axé sur les activités domestiques ou les exploitations agricoles familiales. Malgré la crise, le taux d'abandon scolaire au cours de l'année scolaire 2009-2010 est minime (0.4%) et le taux de réussite au CEPE est assez élevé (80%). L'incidence de l'absence prolongée de 9% est relativement significative. Les principaux motifs évoqués en sont par ordre d'importance les raisons de santé (39%) et l'absence inhabituelle de l'enseignant (35%).

Parmi les problèmes en termes d'accès à l'éducation, le manque d'argent pour payer les frais prévaut en affichant un taux de 66% de ménages. Le manque d'uniforme et de fournitures arrive en deuxième place suivi par la sous alimentation. Pour le paiement des frais de scolarité, 51% ont déclaré ne pas avoir de difficultés à les honorer tandis que 49% ont affirmé le contraire. Quel que soit le niveau de revenu, la majorité des ménages souffre en premier lieu du manque d'argent pour payer les frais.

#### *F. Revenus*

**En cette période post-récolte, plus de 1 ménage sur 4 est doté d'un revenu dépassant Ariary 500.000. La faible incidence de la vente de bétails et de la décapitalisation laisse à supposer que les ménages ne souffrent pas de grandes difficultés nécessitant l'adoption des solutions radicales.**

En période ayant succédé à la récolte, le revenu monétaire représente presque le double de la composante non monétaire (respectivement 62% et 38%). Par rapport au revenu total, les parts les plus importantes, sont par ordre d'importance le revenu hors exploitations agricoles (24%), la vente des autres cultures dont la vanille (23%), l'autoconsommation en riz (21%) et l'autoconsommation en d'autres cultures (14%). L'incidence de la vente de bétails et de la décapitalisation des biens est aussi relativement faible. Ce qui laisse à supposer que les ménages ne souffrent pas de grandes difficultés donc ils ne sont pas contraints de faire recours à ce genre de solution.

---

<sup>2</sup> EPM 2010

Grâce à la disponibilité de revenu monétaire, plus du quart des ménages présentent un revenu courant élevé en dessus d'Ariary 500.000. Cependant, les ménages dirigés par une femme paraissent plus vulnérables en étant plus enclins à avoir un revenu inférieur à Ariary 50.000 (39% contre 10% chez les ménages de type standard). Le revenu courant par tête par ménage s'élève en moyenne à Ariary 36.066.

### *G. Dépenses*

**Les dépenses des ménages sont prédominées par les dépenses alimentaires (66%). En moyenne, le revenu courant n'est plus en mesure de couvrir par lui-même cette rubrique de dépenses. Les réactions face à une telle lacune reposent essentiellement sur les transferts de nourriture (36% de ménages bénéficiaires).**

Les dépenses alimentaires représentent la priorité parmi les différents besoins du ménage et constituent les 2/3 des dépenses totales, répartis en 46% d'autoconsommation et 20% d'achat de PPN comestibles. Pour le cas d'Antalaha, la période post-récolte est marquée par la saison des « tsaboraha », une série d'évènements culturels locaux, impliquant que plus de 8 ménages sur 10 ont affiché des dépenses en obligations sociales. De même, en raison de la rentrée scolaire 2010-2011, les dépenses moyennes en éducation ont atteint Ariary 29 402 par ménage.

La part extrêmement élevée du revenu alloué aux dépenses alimentaires laisse entendre l'insuffisance du revenu courant à couvrir les besoins de subsistance (107% en moyenne). Dans cette optique, la vulnérabilité est beaucoup plus appréhendée auprès des ménages dirigés par une femme (140%), ceux dont le chef ne vit pas avec un conjoint (152%), des ménages de plus petite taille (112%), ceux dont le chef n'a jamais été scolarisé (161%) et ceux à revenu plus faible (282%). Le recours aux transferts en denrées alimentaires a été plus ressenti comme stratégie pour faire face à cette insuffisance du revenu courant.

### *H. Sécurité alimentaire*

**En cette période post-récolte, l'intégralité des ménages profite du riz tous les jours, avec une consommation moyenne de 728.2g par unité de consommation par jour. Les sauts de repas sont pratiquement inexistantes et la quasi-totalité des ménages justifient un bon et acceptable FCS.**

Le succès des campagnes agricoles se répercute de manière tangible au niveau de la situation alimentaire et ce, notamment à travers de la consommation régulière de l'aliment de base par tous les ménages, ainsi qu'à la diversification alimentaire assez riche. Grâce à son potentiel d'aliment consistant, le manioc représente la deuxième denrée recourue, affectant plus de 8 ménages sur 10. La disponibilité de revenu monétaire issu de la vente de culture, notamment de la vanille, favorise l'accès aux aliments comme la viande (1 ménage sur 4). Puis, la disponibilité des cours d'eau favorise la consommation de poisson frais chez presque la moitié des ménages.

Le taux de ménages disposant de stocks de principaux aliments s'avère important, notamment 72% pour le riz et 82% pour le manioc. Pour au moins 7 ménages sur 10 concernés, la consommation de produits consistants (riz, manioc, patate douce, igname) est issue des stocks. Mais étant donné la faible couverture de ces stocks, on peut prévoir le début de la soudure au plus tard dans 3 mois.

En se référant à l'indicateur initié par le PAM qu'est le FCS, 9 ménages sur 10 affichent un bon et acceptable profil de consommation alimentaire. Cependant, 3 ménages sur 10 font preuve de perceptions peu enthousiastes, que leur situation alimentaire actuelle est mauvaise, voire très mauvaise. Ce qui mène à supposer une éventuelle dégradation des conditions alimentaires par rapport aux années passées.

### **I. Agriculture**

**En dehors de la riziculture, la diversification agricole est assez importante et la vanille figure parmi les filières porteuses au niveau régional. Les techniques appliquées sur la grande partie des parcelles montrent que la riziculture à Antalaha se fait encore selon la tradition.**

95% des ménages sont des riziculteurs exploitants et 2 saisons culturales ont été rapportées. Pour la saison principale ou grande saison, la production moyenne par ménage est estimée à 910 kg de paddy, avec une surface moyenne cultivée de 120 ares et un nombre moyen de parcelle de 1.5 par ménage. Les ménages dirigés par un homme possèdent beaucoup plus de superficies que ceux qui sont dirigés par une femme. Le problème relatif à la riziculture évoqué par les ménages (23%) consiste à l'irrigation. Pour le cas d'Antalaha appartenant à la partie nord de l'île et où la pluviométrie est supposée assez suffisante pour les besoins des cultures, un tel problème a comme origine l'absence ou l'insuffisance des infrastructures d'irrigation telles que les barrages et les canaux. Les techniques culturales sont traditionnelles à travers la prédominance du repiquage en foule et en poquet. L'utilisation de l'engrais est quasiment nulle, il en est de même pour les semences améliorées.

A part la riziculture, les ménages optent pour la diversification des spéculations mais 11 principales cultures ont été observées, dont les plus importantes sont le manioc (84% de pratiquants), les brèdes (74%) et la banane (67%). La partie nord de Madagascar est réputée pour les cultures de rente qui sont fortement porteuses. Le café et la vanille sont cultivés par respectivement 23% des ménages. Le prix de la vanille préparée au producteur est estimée à Ariary 10.568 et environ 70% de la production sont écoulés au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Quant au café, le prix au kilo est d'Ariary 1538, les vendeurs étant de 38% parmi les exploitants.

L'élevage est pratiqué parallèlement à l'agriculture par 82% des ménages. Les ménages ayant un homme comme dirigeant sont plus nombreux à l'exercer que ceux qui sont dirigés par une femme (87% contre 63%). En considérant le niveau de revenu, on peut dire que l'élevage est l'apanage des riches. Par ordre d'importance, les principaux types d'élevage sont les coqs/poules (74%), les bovins (35%) et les canards (32%).

### **J. Réseau social**

**Environ 3 ménages sur 4 déclarent affronter des difficultés pécuniaires depuis janvier 2010. Mais la forte solidarité en milieu rural permet de surmonter de telles difficultés.**

La prédominance des difficultés financières est évidente en affectant 74% des ménages. Les difficultés de ce genre sont le reflet de la faiblesse du niveau de revenu auprès des ménages concernés, notamment à cause de l'effondrement des prix aux producteurs. Ensuite, 15% des ménages souffrent des difficultés d'ordre alimentaire. Seulement, une proportion infime de 5% a mentionné ne pas avoir de difficulté majeure. Les ménages dirigés par une femme paraissent les plus

vulnérables et touchés par les difficultés quelle qu'en soit la nature. Les ménages de grande taille ressentent beaucoup les plus difficultés liées à l'argent.

En cas de difficultés, la famille proche/parents représente le principal recours pour la recherche de solutions, avec 52% de ménages concernés. Ensuite, il y a les membres du voisinage (13%) et les amis (11%). Les demandes d'aides venant de ceux qui sont en difficultés sont en quasi totalité acceptées, soit par de l'argent, soit par des denrées alimentaires ou les deux à la fois.

### *K. Chocs et stratégies*

**Les chocs les plus ressentis reflètent la crise économique dans laquelle évolue le pays actuellement. Les conditions climatiques ont été plus clémentes en 2010.**

Pour les chocs sur les patrimoines, 42 % des ménages se plaignaient des maladies des animaux, 40% ont mentionné le décès des animaux d'élevage et 26.5% de la maladie des cultures. Ces différents chocs évoqués affectent les activités agricoles dont l'importance n'est plus à discuter en tant que principales activités économiques de la plupart de la population. Et il est fort probable que ces chocs proviennent soit de l'inexistence soit du non accès des producteurs (y compris les éleveurs) aux encadrements techniques et services phytosanitaires et vétérinaires.

En ce qui concerne les chocs économiques, les producteurs sont victimes de la baisse du pouvoir d'achat non seulement à leur niveau mais également au niveau des consommateurs. En effet, les prix aux producteurs doivent chuter faute d'acheteurs alors que ces derniers ne peuvent pas échapper à l'inflation pour tous leurs besoins (intrants, PPN, etc.).

Les chocs naturels sont caractérisés par l'invasion des rats qui est perçue par 38% des ménages, et dont les impacts peuvent toucher à la fois les cultures et les biens matériels sans oublier la santé de la population (risque de la propagation de la peste).

D'une manière générale, la campagne agricole a été bonne à cause de l'absence de cataclysmes naturels dévastateurs. Néanmoins, la plupart des réactions face aux chocs est liée à l'alimentation, d'autres à la restriction de l'éducation des enfants (réduction des dépenses) et il y a celles qui consistent à la recherche de travail.

### *L. Eau et assainissement*

**L'eau consommée par les ménages provient essentiellement des cours d'eau vu les fortes potentialités hydrographiques au niveau local. La majorité des ménages a tendance à porter l'eau à l'ébullition avant de la consommer.**

Si au niveau national, 41% des ménages utilisent de l'eau issue de la source améliorée<sup>3</sup>, la situation d'Antalaha s'avère moins favorable car un tel privilège ne concerne que 15% des ménages dans ce district. L'eau dont se servent les ménages est principalement issue des cours d'eau. Compte tenu de l'insalubrité de l'eau, la majorité des ménages a tendance à porter l'eau à l'ébullition avant de la consommer. D'une manière générale, les conditions de recherche d'eau paraissent légères car la quasi-totalité des ménages n'a pas à parcourir 500 mètres en aller et retour pour cette tâche ménagère. Néanmoins, la consommation journalière est faible car pour près de 1 ménage sur 3, une

---

<sup>3</sup> EDS, 2008-2009

personne consomme moins de 25 litres d'eau par jour tant pour la boisson que pour le lavage, soit moins de la norme universellement établie.

En termes d'assainissement et d'hygiène, pour des raisons culturelles et aussi à cause de l'enclavement, 1 ménage sur 2 n'utilise pas de latrine et fait ses besoins dans la nature. Le cours d'eau représente le principal lieu recouru pour se doucher pour 84% des ménages à Antalaha. 13% ont la chance d'avoir ces coins douches à domicile et il n'y a pas de lieu fixe pour 2% d'entre eux. Pour ce qui est du lavage des mains, 24 % des ménages n'utilisent jamais du savon tandis qu'une proportion significative de 26% se lave les mains avec du savon jusqu'à 2 à 3 fois par jour. 24% en utilisent moins de 2 fois par jour et 23% quelque fois dans la semaine seulement.

### *M. Santé et VIH/SIDA*

**Plus de 1 enfant sur 5 ont été malades à Antalaha au cours de la semaine ayant précédé l'enquête, le paludisme étant la principale maladie rapportée.**

La vulnérabilité des jeunes enfants de moins de 5 ans en matière de santé par rapport aux individus de 5 ans et plus est confirmée car le taux de morbidité pour ces enfants dépasse le double de celui pour la tranche d'âge de 5 ans et plus (22% contre 9%). Cette vulnérabilité à la maladie des moins de 5 ans est plus observée chez les ménages dirigés par une femme.

Le paludisme représente la principale maladie à Antalaha en affectant la plupart de la population de tout âge, 52% des moins de 5 ans et 49% du reste. Ensuite, il y a la diarrhée (17%) qui est fort probablement la conséquence de la mauvaise qualité de l'eau utilisée surtout l'eau de boisson, malgré l'effort de certains ménages à faire bouillir l'eau qu'ils boivent. L'IRA qui tient la troisième place affecte plus les moins de 5 ans (14% contre 11% chez les plus de 5 ans).

Dans l'ensemble, 52% des malades sont emmenées en consultation, avec un léger avantage des plus de 5 ans. L'automédication a été évoquée en premier lieu par la plupart des ménages comme raison du non recours à la consultation médicale, suivie par le manque d'argent. Les avis sont partagés selon l'âge des concernés pour les autres raisons.

Globalement, 7 répondants sur 10 ont déclaré avoir déjà entendu parler de SIDA. Les moins de 25 ans sont moins nombreux à connaître la maladie, principalement les femmes (68% contre 67% pour les hommes). Le niveau d'instruction favorise cette connaissance pour les deux sexes. En effet, une nette augmentation des taux des individus connaisseurs est observée au fur et à mesure que ce niveau augmente.

Dans l'ensemble, le niveau de connaissance de la population par rapport aux modes de transmission du VIH/SIDA est très élevé si on se réfère aux taux des ménages ayant déclaré les connaître. Le plus connu parmi ces modes est le rapport sexuel non protégé (97%). Ensuite, il a été admis par la population que le sang représente un vecteur de la maladie à travers les produits sanguins infectés (88%) et les transfusions de sang (79%). L'appréciation de l'incidence des perceptions erronées a montré que 57% des individus enquêtés pensent que la piqûre de moustiques peut transmettre le virus. Il en est de même pour le fait de partager de la nourriture avec quelqu'un qui en est atteint pour 54%. La transmission du VIH/SIDA entre mère et enfant semble très connue par la population d'Antalaha car les 3 différents modes de contamination dans ce domaine sont connus au moins par 67% des enquêtés, et ce taux le plus bas correspond à la transmission pendant l'allaitement. La

majorité de la population (94%) n'utilise pas du tout le préservatif, et la différence entre les deux sexes n'est pas significative.

#### *N. Habitat*

**Malgré la crise, plus de 3 ménages sur 4 déclarent être satisfaits du fonctionnement du fokontany. Les services censés être les plus importants pour les activités agricoles sont fortement inexistantes selon 85% de répondants.**

Le fonctionnement du fokontany, l'état civil et le CSB sont les services les plus appréciés, avec des taux respectifs de 77%, 52% et 37%. Antalaha se démarque par le fait que beaucoup de services sont considérés comme inexistantes par des taux assez élevés de ménages, entre autres les cantines scolaires (94%), les services fonciers (91%), les services agricoles (90%) et les services vétérinaires (88%). Or, l'importance de ces services, outre les cantines scolaires, sur les activités agricoles est évidente.

Les motifs qui caractérisent l'appréciation de la population sont multiples et varient suivant les types de services. Entre autres, les services concernés par la mauvaise gestion, toujours selon l'appréciation des ménages, sont l'entretien routier (67%), la sécurité (55%) et les services agricoles (40%).

#### *O. Etat de droit, justice et médias*

**La majorité de la population est satisfaite de leur situation en matière de sécurité. Et il est aussi constaté que les avis des ménages sont diverses et se divergent en matière de type de mesures prises dans ce domaine.**

La sécurité au village, depuis janvier 2010, est jugée « bonne » pour 67% des ménages, moyenne pour 22% et une proportion de 4% ne trouve aucun problème. Presque 7 ménages sur 10 ne font rien face à l'insécurité, même pour les 62% d'entre eux qui trouvent que la situation par rapport à la sécurité est grave. La mesure prise d'une manière significative consiste à faire preuve de plus de vigilance et ce sont les ménages qui ont constaté que la sécurité est grave qui en sont les plus concernés. Le taux des enquêtés ayant déclaré qu'un individu de leur famille ou de leur voisinage a été arrêté depuis janvier 2010 est quasiment nul (0,1%).

Presque 3 individus sur 10 ont déclaré n'avoir utilisé aucune source d'information, surtout les femmes et une proportion qui n'en est pas loin a déclaré ne pas avoir de l'intérêt pour l'information (22%). La radio est censée être le moyen d'information le plus courant, surtout en milieu rural, et c'est le cas du district d'Antalaha où 47% des enquêtés l'utilisent.

Les avis sont partagés quant à la perception sur le rôle des médias, et il y a même une proportion de 20% qui n'en avaient rien à déclarer. Les médias sont jugés comme manipulateurs par 12% des enquêtés. 7% pensent que les médias sont des provocateurs c'est-à-dire véhiculent des informations qui suscitent des réactions et ceci dans un but déterminé. Mais en même temps, 17% des enquêtés trouvent une action de réconciliation dans la manière d'agir des médias. La caractéristique neutre, que les médias devraient avoir pour mener à bien leur rôle, a été constatée par 15% tandis que 35% leur ont attribué le rôle d'éducateur.

## *P. Jeunes*

**Il est constaté que les principaux domaines sources de problèmes sur les services de la santé auprès de jeunes concernent tous le personnel.**

La perception majoritaire (42%) pense que les jeunes sont beaucoup engagés dans la société. Ceux qui ont un avis intermédiaire (engagement moyen) ne sont pas minime (27%), tandis que 22% ont affirmé presque le contraire en disant que les jeunes sont très peu engagés. Presque la moitié des enquêtés (47%) a déclaré qu'ils sont tout à fait optimistes quant à l'avenir des jeunes. En général, 8 individus sur 10 trouvent que les infrastructures de loisirs pour l'épanouissement des jeunes n'existent pas.

Les avis relatifs aux principales occupations des jeunes sont disparates, mais 4 individus sur 10 optent pour le sport. Si la santé des garçons est jugée menacée principalement par l'alcool (61%), le tabac (48%) et la drogue (26%), celles des filles consistent aux grossesses précoces (67%), à la drogue (26%) et l'avortement (22%). Le manque d'éducation mais également de loisirs font des jeunes plus vulnérables voire même fortement exposés à ces différents dangers.

L'opinion majoritaire affirme que ce rôle d'éducation sexuelle revient aux parents. Outre ceux qui ne sont pas de cet avis, 4 individus sur 10 ne savent pas à qui attribuer ce rôle. Face à la logique responsabilité des services de santé publique sur la santé des jeunes, seulement 18% des enquêtés pensent que ces services répondent tout à fait aux besoins des jeunes. 20% affirment le contraire. En cas de problèmes ou de défaillance de ces services, les domaines concernés sont le soutien moral, le manque de personnel qualifié en SRA, des prestations défaillantes et la confidentialité.

## *Q. Besoins prioritaires*

**Les opinions enregistrées sur l'évolution de la situation de leurs ménages à la fin de l'année, sont disparates et on note même une certaine contradiction.**

Dans l'immédiat, malgré la disparité des avis, 34% des ménages voudraient avoir de l'argent pour faire des investissements et aussi pour prévoir les périodes difficiles. Une autre aspiration que 27% des ménages voudraient bien satisfaire dans l'immédiat consiste à l'alimentation.

Dans le long terme, les ménages ont également évoqué beaucoup d'aspirations mais celles qui sont mentionnées par la majorité sont d'abord l'habitat (22%), les matériels de production (22%), l'écoulement de la production et le prix au producteur (12%) et la protection sociale (11.5%).

Par rapport à l'évolution de la situation de leurs ménages, 38% des enquêtés prévoient une détérioration alors qu'une proportion assez significative de 23% affirment le contraire, c'est-à-dire qu'ils sont convaincu que ladite situation va s'améliorer.

En évoluant dans un même contexte, une tendance générale ou une similarité des ménages par rapport à certaines caractéristiques est souvent observée. Mais chaque ménage possède également sa particularité qui peut générer une différence d'appréciation.

# 1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

## 1.1. Contexte

D'une superficie de 587 540 km<sup>2</sup>, Madagascar représente la quatrième île la plus grande de la planète après le Groenland, la Nouvelle-Guinée et Bornéo. L'île s'étend sur une longueur de 1 600km et une largeur de 570km. Faisant du continent africain, elle est bordée à l'ouest par le Canal de Mozambique et à l'est par l'Océan Indien. Antananarivo constitue sa Capitale.

Les récentes projections basées sur le dernier RGPH ont estimé une population totale de l'ordre de 19 279 000 en 2010 et un taux de croissance démographique annuel moyen de 3% en 2016<sup>4</sup>. Actuellement, la population rurale est prédominante avec une proportion de 76%<sup>5</sup> par rapport à l'ensemble de la population, impliquant que l'économie est essentiellement tributaire de l'Agriculture. De fortes disparités subsistent généralement suivant les milieux en termes de conditions de vie. En effet, en 2005, l'incidence de la pauvreté se situe à 69% à l'échelle nationale, mais le taux de pauvreté est estimé à 52% en milieu urbain contre 73.5% en milieu rural<sup>6</sup>. Certains indicateurs sociaux sont également sujets à de telles disparités, et ce, dans la plupart des cas en défaveur des campagnes. Entre autres, le taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus est de 79% en milieu urbain contre seulement 59% en milieu rural<sup>7</sup>.

Ceci étant, à l'heure actuelle, le classement de Madagascar à l'échelle mondiale ne s'annonce malheureusement pas très prometteur. En effet, de par les critères de la FAO, le pays fait partie des 77 Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier en 2009. Cependant, en dépit d'une telle fragilité et précarité des aspects socio-économiques, Madagascar est exposée de manière récurrente à différentes facettes d'aléas climatiques et de catastrophes naturelles du fait de sa position géographique, à l'instar des cyclones, sécheresse, invasions acridiennes, ne faisant généralement qu'aggraver et renforcer la vulnérabilité de la population. Parallèlement, le pays traverse depuis début 2009 une crise politique profonde et les instabilités socioéconomiques et politiques qui en ont découlé ne cessent de prévaloir jusqu'à l'heure actuelle.

Dans un tel contexte d'aléas et de crise, les Nations Unies ont mis en œuvre par le biais de la coordination de l'UNICEF et à travers le ROR des enquêtes de suivi de la vulnérabilité en milieu rural. L'idée est de décrire la situation socioéconomique des ménages ruraux dans l'actuel contexte de la crise. Le choix des sites à étudier repose sur l'illustration des problématiques clés de l'économie rurale malgache.

Le district d'Antalaha II s'inscrit parmi les zones ciblées pour la réalisation des études. Un tel choix est essentiellement lié à l'importance des cultures de rente au sein de l'économie, dont essentiellement la vanille et le café. La filière des bois précieux comme le bois de rose est également développée au sein de la région. Les statistiques disponibles informent qu'en 2006 la SAVA a exporté 869 tonnes de vanille, 7 000 tonnes de café et 33000 tonnes de bois<sup>8</sup>. Cependant, malgré l'existence d'une multitude de filières porteuses, les sites ruraux du district d'Antalaha se heurtent à un problème

---

<sup>4</sup> RGPH, Volume 2 - Rapport d'analyse Tome VIII – Perspectives et Projections Démographiques, INSTAT

<sup>5</sup> SNFAR 2010 (document draft)

<sup>6</sup> EPM 2005

<sup>7</sup> ENTE 2007 Madagascar

<sup>8</sup> PRDR SAVA

flagrant d'enclavement. La défaillance ou même l'inexistence de réseau routier rend très difficile l'accès à certains sites, un accès qui repose, sans autre recours, sur la voie fluviale. La collecte de données au sein du district d'Antalaha s'est tenue du 16 septembre au 27 octobre 2010. Elle a spécifiquement ciblé la saison ayant succédé à la récolte, notamment de vanille ou d'autres produits vivriers. Le présent document consiste au rapport d'analyse de suivi de la vulnérabilité dans le district d'Antalaha en période post-récolte dans le contexte actuel de crise sociopolitique.

## **1.2.Objectifs de l'étude**

Les investigations cherchent à évaluer les impacts socio-économiques des différents chocs, dont particulièrement la crise politique depuis 2009, au niveau des ménages ruraux au cours de l'année 2010. Les objectifs escomptés consistent ainsi à :

- Appréhender dans une optique multidimensionnelle la situation des ménages ruraux à l'occasion de la période la plus difficile et celle la plus favorable dans l'année : en pleine soudure et après la récolte. Le présent rapport fait l'objet des analyses en période post récolte.
- Identifier les stratégies de détresse adoptées par les ménages face aux différents chocs, ainsi que les éventuelles opportunités qui puissent se présenter aux ménages ruraux.

## **1.3.Aspects méthodologiques**

### **1.3.1. Echantillonnage**

Il a été convenu que l'étude soit effectuée à une échelle plus basse. Par conséquent, le plan d'échantillonnage a été conçu pour garantir la représentativité statistique des données à l'échelle de la commune.

Les travaux de la cartographie censitaire effectués par l'INSTAT et destinés à la préparation du troisième recensement général de la population et de l'habitation ont servi de base de sondage pour l'enquête au niveau de ces deux communes. Un échantillonnage aléatoire à deux degrés a été constitué pour réaliser l'enquête au niveau des deux communes concernées.

Au premier degré, il a été procédé à la sélection des zones de dénombrement (ZD) proportionnellement à la taille de la population. Les ZD-échantillons constituent de ce fait les unités primaires de sondage (UPS). Au deuxième degré, au sein des ZD-échantillons, il a fallu procéder au dénombrement de tous les ménages les composant afin d'obtenir une liste à partir de laquelle ont été tirés les ménages à enquêter. Les ménages constituent les unités secondaires de sondage (USS).

L'échantillon défini a été constitué de 10 zones de dénombrement au sein desquelles il a été convenu d'enquêter 50 ménages par zone de dénombrement. En d'autres termes, l'échantillon conçu pour le District d'Antalaha comptera au total 525 ménages.

### 1.3.2. Phase pré-enquête

#### 1.3.2.1. Formation des équipes

Toute l'équipe de terrain, aussi bien les superviseurs que les enquêteurs ont bénéficié d'une formation dispensée par l'équipe du ROR. En dehors de la formation systématique sur le questionnaire et la sphère de l'enquête, des techniciens de l'INSTAT ont tenu une séance consacrée à la lecture des cartes des zones de dénombrement ainsi qu'à la procédure de dénombrement et de tirage des ménages à enquêter. A part cela, en vue de garantir au mieux la qualité des entrevues lors de l'administration du questionnaire, une séance de formation en communication a été dispensée. Part ailleurs, pour tester le questionnaire et en même temps permettre à chacun de se familiariser avec cet outil, une descente sur terrain au niveau d'une zone agricole aux environs d'Antananarivo a été effectuée avec toute l'équipe.

#### 1.3.2.2. Les missions de reconnaissance

La collecte de données proprement dite a été précédée d'une mission de reconnaissance de tous les sites d'enquêtes assurée par l'équipe du ROR avec l'appui des superviseurs. Outre les préparatifs d'ordre logistique, cette phase préliminaire a spécifiquement visé à présenter à l'avance aux autorités locales la réalisation de l'enquête et par là d'instaurer au préalable la confiance au niveau de la communauté locale, ainsi que de préparer l'itinéraire de la collecte. Ceci représente une étape sine qua non pour assurer la bonne marche des enquêtes le moment venu.

### 1.3.3. Phase de collecte de données

#### 1.3.3.1. Les outils de travail

Le questionnaire a été conçu en concertation avec l'UNICEF et avec l'appui de l'équipe chargée de la mise en œuvre des enquêtes Mc RAM en milieu urbain en 2010. Une harmonisation a été en fait convenue entre les enquêtes réalisées en milieu rural et en milieu urbain. Le questionnaire traduit la multisectorialité des investigations dont les modules sont fournis dans le tableau qui suit :

Tableau 1.3-1 : Les modules inclus dans le questionnaire

Modules	Objectifs
Ménage (M) Scolarisation (S) Jeunes (JN)	<ul style="list-style-type: none"><li>Appréhender les caractéristiques sociodémographiques des ménages en milieu rural</li></ul>
Transport (TR) - Migration (MG) Revenu (A) - Transfert (T) Habitat (H) - Réseau Social (RS)	<ul style="list-style-type: none"><li>Cerner les conditions de vie des ménages, leurs activités, leurs organisations sociales</li></ul>
Chocs et stratégies d'adaptation (CS)	<ul style="list-style-type: none"><li>Identifier les différents chocs affectant les ménages ruraux, leurs impacts ainsi que les stratégies d'adaptation adoptées par le ménage pour y faire.</li><li>Déterminer également les éventuelles opportunités qui puissent se présenter à eux.</li></ul>
Riz (R-DC-CER), Autres cultures (C-CEC) Elevage (EL-PE)	<ul style="list-style-type: none"><li>Renseigner sur les activités agricoles des ménages ruraux et évaluer les coûts de production ainsi que les revenus générés par ces activités</li></ul>
Dépenses (D)	<ul style="list-style-type: none"><li>Suivre l'évolution de la pauvreté et de la vulnérabilité</li></ul>

<b>Consommation alimentaire (CA)</b>	(recoupement avec le revenu)
<b>Etat de droit, Justice et Média (ED)</b>	• Avoir un aperçu sur le civisme et la vie en société en milieu rural
<b>Eau (E) et Assainissement (AS) Lavage des mains (L) Santé et planning familial (SP)</b>	• Appréhender les comportements des ménages en matière d'hygiène quotidienne, de santé dont notamment celle des enfants
<b>Protection de l'enfant, Violence sur les enfants (PE)</b>	• Avoir un aperçu des problèmes de violence physique, psychologique ou sexuelle liés à la crise sociopolitique
<b>Besoins prioritaires des ménages (BP)</b>	• Connaître les perceptions et attentes des ménages en termes de besoins prioritaire

Par ailleurs, un manuel de l'enquêteur a été spécifiquement élaboré pour aider l'équipe de terrain à cerner au mieux l'objectif de chaque module, voire de chaque question. Il permet également de bien expliciter les différents sauts et filtres. Enfin, cet outil de travail comporte les différents codes non intégrés dans le questionnaire.

En outre, un guide d'enquête communautaire a été établi afin de recueillir des informations supplémentaires indispensables pour expliquer et étoffer les résultats des enquêtes auprès des ménages.

### **1.3.3.2. Les enquêtes proprement dites**

La collecte de données s'est tenue du 07 novembre au 06 décembre 2010. Etant donné la multitude des données à recueillir, il a été recommandé sauf en cas de force majeure de mettre en œuvre le questionnaire auprès du chef de ménage ou de sa conjointe pour mieux garantir des réponses fiables. Les enquêtes proprement dites ont été menées en parallèle avec les enquêtes communautaires effectuées au niveau des institutions dont les informations serviront à expliquer les résultats des enquêtes auprès des ménages.

L'équipe de terrain est constituée de 12 enquêteurs dirigés par 3 superviseurs et est appuyée par une cuisinière. Une analyste au sein du ROR a assuré spécifiquement l'encadrement technique de l'équipe durant tout le processus de la collecte.

## **1.3.4. Phase post-enquête**

### **1.3.4.1. Saisie et apurement des données**

Le masque de saisie a été conçu sous Visual Basic en créant un programme compilé, et ce, conformément au contenu du questionnaire. Le principe de la double saisie a été adopté en vue de repérer rapidement les erreurs de saisie des données contenues dans les fiches d'enquête. L'équipe de saisie est constituée d'un informaticien responsable de la gestion des fichiers, d'un superviseur de saisie chargé de la gestion organisationnelle des fiches d'enquêtes, ainsi que de 9 opérateurs de saisie.

Les données ainsi saisies ont par la suite passé un test de cohérence ; une phase visant à détecter les erreurs et les valeurs aberrantes. Il est à mentionner qu'en raison de leur maîtrise du questionnaire et particulièrement de leurs expériences sur terrain, les superviseurs ont participé dans tout le processus d'apurement des données. De telles mesures contribuent à garantir la qualité et la fiabilité des données.

### 1.3.5. Traitement et analyse de données

Les exploitations des données apurées ont été réalisées sous STATA 9 et sous SAS. Compte tenu du fait que le nombre de ménages tirés au niveau de chaque zone de dénombrement a été fixé à 50 et ce, quel que soit l'effectif des ménages dénombrés, il s'est avéré plus approprié de pondérer les données d'enquêtes au prorata du nombre de ménages effectivement dénombrés sur chaque zone de dénombrement. Ce recours à la pondération garantit au mieux la représentativité statistique au niveau du district en écartant tout effet de structure.

## 2. PRESENTATION DES RESULTATS

### 2.1. Caractéristiques de l'échantillon

Le thématique « caractéristiques de l'échantillon » consiste à présenter les caractéristique sociodémographiques de l'échantillon pris lors de l'étude : caractéristiques des ménages (sexe et âge du chef, composition, niveau de revenu, etc.) et celles des membres (groupe d'âge, niveau d'instruction, etc.).

#### 2.1.1. Caractéristiques des ménages

La répartition des ménages selon les caractéristiques de leur chef et autres caractéristiques sociodémographiques a été analysée.

**Tableau 2.1-1 : Caractéristiques des ménages enquêtés**

**Répartition des ménages selon les caractéristiques de leur chef et autres caractéristiques comme la structure des ménages et le revenu**

	Chef de ménage Homme		Chef de ménage Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
<b>Age du CM</b>						
Moins de 24 ans	10.5	45	13.4	14	11.1	58
25 - 34 ans	26.7	113	20.3	21	25.5	134
35 - 54 ans	46.3	196	36.9	38	44.5	233
55 ans et plus	16.5	70	29.4	30	19.0	100
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>423</b>	<b>100.0</b>	<b>102</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>
<b>Sexe du chef de ménage</b>						
Ensemble	<b>80.6</b>	<b>423</b>	<b>19.4</b>	<b>102</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>
<b>Statut matrimonial du CM</b>						
Marié légalement	5.2	22	0.0	0	4.2	22
Marié coutumièrement	62.5	265	3.0	3	51.0	268
Union libre	26.0	110	5.4	5	22.0	115
Divorcé / séparé	2.8	12	56.8	58	13.3	70
Veuf / veuve	1.8	7	25.7	26	6.4	34
Célibataire	1.8	7	9.2	9	3.2	17
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>423</b>	<b>100.0</b>	<b>102</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>

	Chef de ménage Homme		Chef de ménage Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
<b>Composition du ménage</b>						
Unipersonnel	2.2	9	7.4	8	3.2	17
Couple sans enfant	8.7	37	2.6	3	7.5	39
Nucléaire monoparental	1.8	7	49.0	50	10.9	57
Nucléaire strict	56.6	239	3.5	4	46.3	243
Elargi monoparental	2.4	10	35.9	37	8.9	47
Elargi	28.5	120	1.6	2	23.3	122
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>423</b>	<b>100.0</b>	<b>102</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>
<b>Taille du ménage</b>						
1	2.2	9	7.4	8	3.2	17
2	9.2	39	20.4	21	11.4	60
3	13.9	59	33.1	34	17.6	92
4	20.7	87	19.3	20	20.4	107
5	13.4	57	12.1	12	13.2	69
6	14.4	61	4.0	4	12.4	65
7	11.4	48	3.0	3	9.8	51
8	6.5	27	0.6	1	5.3	28
9 ou plus	8.4	35	0.0	0	6.8	35
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>423</b>	<b>100.0</b>	<b>102</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>
<b>Niveau de revenu</b>						
Revenu < Ar 50 000	10.3	43	38.6	39	15.8	83
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	19.1	81	26.0	27	20.5	108
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	36.5	155	19.0	19	33.1	174
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	5.8	25	0.6	1	4.8	25
Revenu ≥ Ar 500 000	28.2	119	15.8	16	25.8	136
<b>Ensemble</b>						
<b>Taille moyenne des ménages</b>	5.1		3.4		4.8	
<b>Age moyen du chef de ménage</b>	40.2		44.5		41.0	
<b>Age médian du chef de ménage</b>	39		45		40	

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Presque 5 chefs de ménages sur 10 (44.5%) se trouvent entre 35 à 54 ans, avec un léger avantage des hommes (46% contre 40% de chefs femmes). 11% d'entre eux ont moins de 24 ans, surtout les femmes (13% contre 10.5% des hommes), et 25.5% ont entre 35 à 34 ans. Ce qui montre que la majorité des chefs de ménages à Antalaha sont encore jeunes. En effet, ceux qui ont plus de 55 ans ne représentent que 19% du total.

Par rapport au sexe, la dominance des chefs hommes est évidente en représentant 81% contre 19% de femmes. C'est une situation courante et logique car le statut de chef est toujours attribué aux

hommes tant que le couple vit ensemble. La situation nationale confirme cette thèse, car dans l'ensemble, 78% des ménages malgaches sont dirigés par des hommes<sup>9</sup>.

Le statut matrimonial du chef montre que le mariage se fait selon la coutume et c'est également le statut dominant (51%). Mais l'union libre existe aussi et avec une proportion non négligeable de 22%, tout comme les divorcés/séparés (13%).

En ce qui concerne la composition, c'est le type nucléaire strict qui prédomine, c'est-à-dire que la majorité des couples ne vit avec d'autres personnes que leurs propres enfants. Ensuite, il y a le type élargi qui sont des couples qui abritent d'autres individus ayant ou non de lien de parenté avec eux (23%). La taille moyenne des ménages est de 4.8. Ce qui coïncide exactement avec la taille moyenne au niveau national et en milieu rural<sup>10</sup>.

Pour ce qui est du niveau de revenu, 33% des ménages à Antalaha ont de revenu entre 100 000 et 300 000 Ariary, surtout ceux qui ont des hommes comme chefs (36.5% contre 19% des ménages dirigés par une femme). Et il est constaté que les ménages matriarcaux sont plus faibles dans ce domaine. En effet, ils sont nombreux à appartenir à la classe la plus démunie (39% si c'est seulement 10% pour les ménages patriarcaux), c'est-à-dire un revenu inférieur à 50 000 Ariary. C'est le cas contraire qui se produit pour le revenu plus de 500 000 ariary avec 15% de ménages ayant des femmes comme chefs et 28% de ceux qui sont dirigés par des hommes.

### 2.1.2. Caractéristiques des membres des ménages

La partie sur les caractéristiques des membres des ménages étudie la répartition de la population de l'échantillon selon les caractéristiques sociodémographiques telles le groupe d'âge, le niveau d'instruction, le statut matrimonial (des plus de 12 ans) et le statut de résidence.

**Tableau 2.1-2 : Caractéristiques des membres des ménages**

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
<b>Groupe d'âge</b>						
< 6 ans	18.5	238	15.9	197	17.2	435
6 - 10 ans	18.8	242	18.7	233	18.8	475
11 - 14 ans	12.1	156	12.1	151	12.1	306
15 - 17 ans	5.8	75	7.4	92	6.6	167
18 - 24 ans	10.5	134	10.4	129	10.4	264
25 - 34 ans	11.7	150	12.4	154	12.0	304
35 - 54 ans	16.2	208	17.3	215	16.7	423
55 ans et plus	6.5	84	5.9	74	6.2	157
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>1287</b>	<b>100.0</b>	<b>1245</b>	<b>100.0</b>	<b>2532</b>

<sup>9</sup> EDS IV

<sup>10</sup> EDS IV

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
<b>Niveau d'instruction (15 ans et plus)</b>						
Sans instruction	13.6	88	20.3	134	17.0	222
Primaire incomplet	56.4	365	60.2	397	58.3	762
Primaire	6.7	43	6.3	42	6.5	85
Secondaire 1er cycle incomplet	17.4	112	11.2	74	14.2	186
Secondaire 1er cycle	2.4	16	0.3	2	1.3	17
Secondaire 2nd cycle incomplet	3.2	21	1.6	11	2.4	31
Secondaire 2nd cycle	0.3	2	0.2	1	0.2	3
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>647</b>	<b>100</b>	<b>660</b>	<b>100</b>	<b>1307</b>
<b>Statut matrimonial (12 ans et plus)</b>						
Marié légalement	3.0	23	3.0	23	3.0	46
Marié coutumièrement	35.7	273	34.8	270	35.2	544
Union libre	15.2	116	15.1	117	15.1	233
Divorcé / séparé	2.6	20	10.5	82	6.6	102
Veuf / veuve	1.9	15	4.9	38	3.4	53
Célibataire	41.7	320	31.8	247	36.7	567
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>767</b>	<b>100</b>	<b>777</b>	<b>100</b>	<b>1544</b>
<b>Statut de résidence</b>						
Présent	97.1	1250	97.8	1218	97,5	2468
Absent	2.9	37	2.2	27	2,5	64
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>1287</b>	<b>100.0</b>	<b>1245</b>	<b>100,0</b>	<b>2532</b>
<b>Age moyen</b>	21.0		21.6		21.3	
<b>Age médian</b>	15		16		15	

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

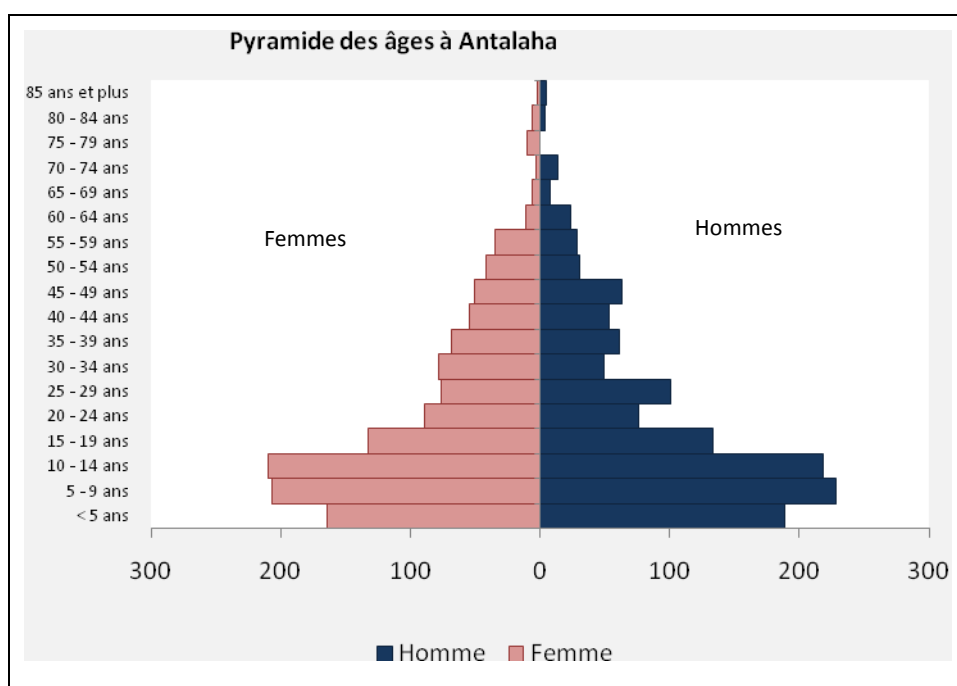
Dans l'ensemble, la répartition de l'échantillon selon le groupe d'âge met en évidence que ceux qui ont entre 15 à 17 ans et les plus de 55 ans sont en faible nombre (respectivement 7 et 6% seulement). L'âge moyen de 21.3 ans montre la jeunesse de la population.

Le niveau d'instruction a été appréhendé auprès des plus de 15 ans, et le niveau dominant est le primaire incomplet (58%). Ensuite, 17% de la population sont sans instruction avec beaucoup plus de femmes (20%) que d'hommes (14%). C'est l'inverse pour ceux qui ont entamé le secondaire 1<sup>er</sup> cycle car on a enregistré 17% d'hommes et 11% de femmes. En fait, les hommes sont plus instruits que les femmes car ils sont toujours plus nombreux quelque soit le niveau.

Seuls les 12 ans et plus ont été considérés pour le statut matrimonial. La population (homme ou femme) est ainsi considérée comme apte au mariage ou susceptible de se marier à partir de 12 ans. Les statuts dominants sont le célibataire (37%) suivi par le mariage coutumier (35%) qui est ainsi le régime de mariage majoritaire. L'incidence de l'union libre n'est pas négligeable en représentant 15% du statut matrimonial de l'ensemble de la population.

La population d'Antalaha est présente en quasi-totalité car 97.5% habitent leur fokontany de résidence au moment de l'enquête.

Graphique 2.1-1 : Pyramide des âges



Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

L'allure de la pyramide des âges à Antalaha confirme la jeunesse de la population qui se manifeste par la base assez large, surtout à partir de 15 ans. L'importance du rétrécissement n'est pas la même pour les deux sexes, car il est plus prononcé chez les hommes qui sont donc en faible nombre que les femmes en général.

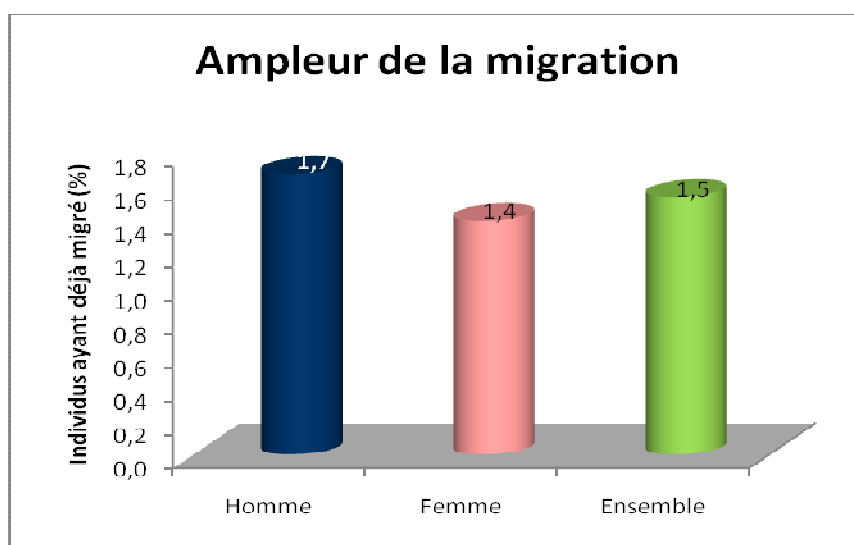
## 2.2. Migration

La thématique migration consiste à exprimer l'incidence du phénomène migratoire auprès de chaque individu de l'échantillon avant qu'il s'installe dans son fokontany de résidence actuel. La migration consiste au fait d'avoir habité ailleurs pendant au moins 6 mois depuis sa naissance.

### 2.2.1. Incidence de la migration

L'ampleur de la migration a été appréciée pour l'ensemble de la population mais aussi d'une manière séparée pour les deux sexes dans le but de savoir ce qui est le plus concerné.

Graphique 2.2-1 : Ampleur de la migration



Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Selon le graphique ci dessus, l'incidence de la migration est très faible à Antalaha (1.5% dans l'ensemble). Et il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes (avec des proportions sensiblement égales de 2% et 1.5%). La population a ainsi toujours habité leurs fokontany respectifs, et les éventuelles absences n'ont jamais dépassé les 6 mois.

### 2.2.2. Caractéristiques des migrants

Pour ceux qui ont déjà habité ailleurs avant leur venue dans leurs résidences actuelles, leur répartition suivant les caractéristiques sociodémographiques a été étudiée.

Tableau 2.2-1 : Caractéristiques des migrants

	Chef de ménage		Chef de ménage		Ensemble	
	Homme		Femme			
	%	N	%	N	%	N
<b>Statut matrimonial</b>						
Marié coutumièrement	3.4	1	9.0	2	5.9	2
Union libre	19.7	4	11.9	2	16.2	6
Divorcé / séparé	0.0	0	36.9	6	16.5	6
Célibataire	76.9	17	42.2	7	61.4	24
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>22</b>	<b>100</b>	<b>17</b>	<b>100</b>	<b>39</b>
<b>Groupe d'âge</b>						
< 25 ans	73.9	16	59.4	10	67.5	26
25 - 34 ans	17.8	4	20.0	3	18.8	7
35 -54 ans	8.3	2	6.2	1	7.3	3
55 ans et plus	0.0	0	14.5	3	6.5	3
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>22</b>	<b>100.0</b>	<b>17</b>	<b>100.0</b>	<b>39</b>

### Niveau d'instruction

Sans instruction / préscolaire	22.9	5	28.0	5	25.2	10
Primaire	36.1	8	39.1	7	37.4	15
Secondaire 1er cycle	19.0	4	17.6	3	18.4	7
Secondaire 2nd cycle	22.0	5	15.4	3	19.0	7
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>22</b>	<b>100.0</b>	<b>17</b>	<b>100.0</b>	<b>39</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Par rapport au statut matrimonial, ce sont les célibataires qui sont les plus concernés (61%) et c'est imputable à leur plus de liberté à changer de résidence, ceci par rapport à ce qui sont déjà mariés et ont des responsabilités à honorer. Ensuite il y a les divorcés et ceux qui vivent en union libre avec des proportions pratiquement égales (respectivement 16.5% et 16%).

Les jeunes de moins de 25 ans sont à 67.5% concernés par la migration, et ce taux diminue au fur et à mesure que l'âge de la population augmente. Ce sont en effet les jeunes qui sont les plus susceptibles à changer de résidence car ils sont censés en train de chercher la stabilité à travers le travail ou de préparer leur avenir par le biais de l'éducation.

### 2.2.3. Lieu de provenance des migrants

Les migrants peuvent provenir de différents lieux appartenant ou non au même district et région. Ce lieu de provenance a été appréhendé par genre selon le tableau suivant.

**Tableau 2.2-2 : Lieu de provenance des migrants**

	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Même district	84.7	18	65.3	11	76.0	30
District faisant partie de la même région	10.9	2	34.7	6	21.5	8
District des autres régions	4.4	1	0.0	0	2.4	1
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>22</b>	<b>100.0</b>	<b>17</b>	<b>100.0</b>	<b>39</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Dans l'ensemble, 2 migrants sur 3 proviennent du district d'Antalaha même, surtout les hommes (85% contre 65% de femmes). Il s'agit donc d'une migration inter communale voir même inter fokontany. Ce qui veut dire que les besoins qui ont poussé les concernés à migrer, ils ont pu les satisfaire sans avoir à aller trop loin.

### 2.2.4. Motifs de la migration

Le fait de changer de résidence doit être à l'origine d'un motif bien déterminé, et c'est ce motif là que l'on essaie de cerner à travers le tableau ci après.

**Tableau 2.2-3 : Les motifs de la migration**

<b>Répartition des individus ayant vécu en dehors du fokontany de résidence actuel par genre et selon le principal motif de migration</b>			
	Homme (N=22)	Femme (N=17)	Ensemble (N=39)
Travail	11.2	3.1	7.6
Education	53.1	27.9	41.8
Mariage	14.0	26.5	19.6
Mariage temporaire	4.4	7.6	5.8
Obligations familiales	9.9	15.4	12.4
Autres	7.5	19.6	12.9
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>99.99</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le principal motif de migration est l'éducation en affectant 42% de ceux qui ont déjà migré et aux avantages des hommes (53% contre 28% de femmes). C'est un motif qui se cadre bien avec le fait que la majorité des migrants sont des jeunes de moins de 25 ans, donc en majorité en âge scolaire. Comme deuxième motif, toujours par rapport au pourcentage des concernés, il y a le mariage (20%). Et il est évident que les femmes en sont plus nombreuses (26.5% contre 14% des hommes) car la coutume fait que ce sont les épouses qui suivent leurs maris après le mariage. Pour les hommes qui ont migré pour raison de mariage, ce sont des exceptions qui peuvent s'expliquer par différents raisons entre autres une convention entre les époux. Les obligations familiales constituent le troisième motif en affectant 12% des migrants. Il est constaté que contrairement aux faits habituels, peu de migrants ont été motivé par le travail, surtout les femmes (seulement 3%).

### **2.3. Transport**

Le thématique transport décrit la situation des individus de l'échantillon à partir de 6 ans en matière de déplacement. Une référence a été établie à cet effet et a été considéré comme déplacement le fait de se rendre en aller et retour à l'échelle du chef lieu de district au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Les motifs de ce déplacement ainsi que le moyen de transport utilisé ont été également appréhendés.

#### **2.3.1. Ampleur des déplacements**

L'ampleur des déplacements a été appréciée en fonction de la fréquence des déplacements des individus âgés de 6 ans et plus au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Une échelle a été établie suivant laquelle les déplacements considérés sont ceux qui ont été effectués pour rejoindre le chef lieu du district.

**Tableau 2.3-1 : Fréquence des déplacements au cours des 30 derniers jours**

<b>Répartition des membres de ménages âgés de 6 ans et plus selon le nombre de déplacements effectués vers le chef lieu de district au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête</b>						
	<b>Homme</b>		<b>Femme</b>		<b>Ensemble</b>	
	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>
0	78.9	826	83.9	877	81.4	1703
1	13.0	136	10.7	112	11.8	248
2	4.5	47	3.6	37	4.0	84
3	1.3	14	1.2	13	1.3	27
4	1.5	16	0.2	2	0.9	18
5	0.3	3	0.2	2	0.2	4
6	0.0	0	0.1	1	0.0	1
8	0.1	1	0.0	0	0.1	1
10	0.3	3	0.1	1	0.2	4
15	0.0	0	0.1	1	0.1	1
20	0.1	1	0.0	0	0.1	1
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>1046</b>	<b>100,0</b>	<b>1046</b>	<b>100,0</b>	<b>2092</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

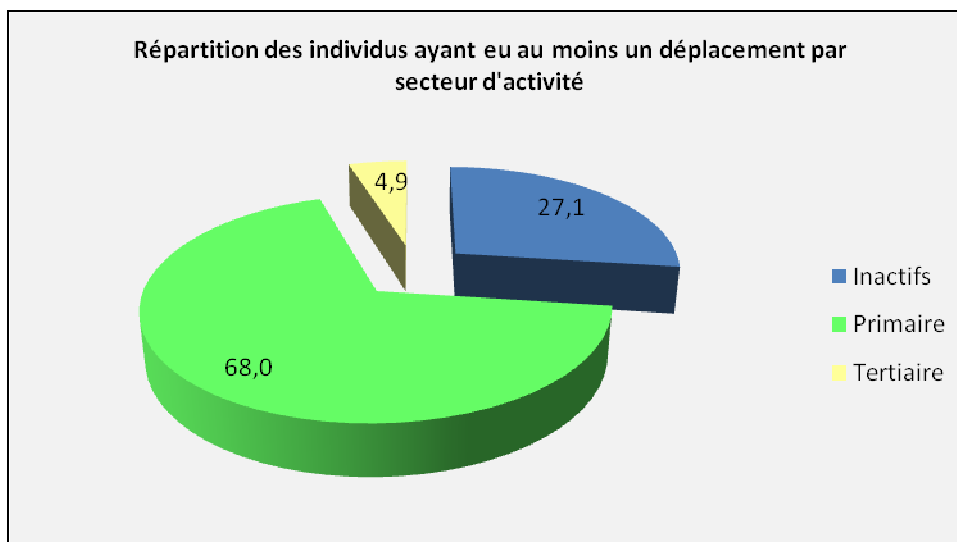
La population d'Antalaha ne s'est pratiquement pas déplacée car dans l'ensemble, 81% n'ont pas visité le chef lieu du district pendant la période considérée, les femmes en particulier (84%). Ceux qui ont fait ce déplacement une fois représentent les 12%, toujours avec beaucoup plus d'hommes que de femmes (respectivement 13% et 11%). Et la fréquence de deux fois affecte seulement les 4% du total de l'échantillon.

Appréhendé suivant le sexe, le nombre moyen de déplacement des individus de l'échantillon (tableau 1 en annexe) montre qu'il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes en matière de déplacement (avec des proportions égales de 2%). Ce qui sous entend que même si les raisons qui les retiennent ne sont pas forcément les mêmes, la disponibilité à se déplacer s'avère limitée pour les deux sexes.

### **2.3.2. Déplacements et secteurs d'activités**

Le fait d'apprécier l'incidence de déplacement par rapport aux secteurs d'activités de la population semble important vu la probable corrélation entre ces deux variables. Les activités principale déclarées devraient ainsi appartenir à l'un des trois secteurs à savoir : le primaire qui englobe les activités d'agriculture et d'élevage ; le secondaire qui concerne l'artisanat et le tertiaire relatif au commerce et l'administration. Les inactifs ont été également considérés et il s'agit des individus en âge de travailler mais qui n'ont pas d'occupation rémunérée.

**Graphique 2.3-1 : Répartition des individus ayant déplacé selon les secteurs d'activité**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le graphique ci-dessus montre que parmi les individus ayant eu au moins un déplacement, ce sont ceux qui travaillent dans le secteur primaire qui prédominent en représentant les 68%. Comme il est mentionné en haut, ce secteur englobe les activités agricoles (y compris l'élevage) qui sont censées être pratiquées localement, sans écarter pour autant les éventuels besoins de déplacements relatifs ou non aux activités. Après, il y a les inactifs avec une proportion de 27%, et dont leurs déplacements peuvent être imputés soit à la recherche d'occupation soit au fait qu'ils sont plus libres à aller où ils veulent tant que les moyens le permettent.

**Tableau 2.3-2 : Caractéristiques des déplacements**

**Caractéristiques des déplacements au niveau du chef lieu de district selon les secteurs d'activités catégorisés à partir de l'activité principale des individus, hormis les individus résidant à l'échelle du chef lieu de district**

	Obs	Moyenne	Intervalle de confiance (95%)	
Inactifs	94	1.1	1.0	1.2
Primaire	253	1.9	1.7	2.1
Tertiaire	20	3.2	1.0	5.4

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Par rapport au nombre moyen de déplacement, c'est le secteur tertiaire qui se déplace le plus (3.2). En monde rural, les activités fréquentes dans ce secteur sont la tenue des épiceries et le transport, dont les besoins en déplacements ne sont plus à démontrer. Ensuite, il y a le secteur primaire (1.9) pour lequel même si les activités sont font pratiquement sur place, les déplacements s'imposent parfois ne serait ce que pour l'écoulement de la production. Ce sont les inactifs qui se déplacent le moins (1.1) parmi les secteurs considérés.

### 2.3.3. Les motifs de déplacement

Il va de soi que chaque déplacement correspond à un motif bien déterminé, et ce motif est supposé différent entre les hommes et les femmes. Il a été ainsi jugé pertinent d'appréhender les motifs de déplacements par genre.

**Tableau 2.3-3 : Répartition par genre des motifs de déplacement**

<b>Pourcentage des déplacements pour lesquels les motifs ci-après ont été évoqués pour les membres des ménages résidant en dehors du chef lieu de district, âgés de 6 ans et plus et ayant effectué au moins un déplacement en aller et retour vers le chef lieu de district, par sexe.</b>			
<b>Principal motif</b>	<b>Chez les hommes N=208</b>	<b>Chez les femmes N=159</b>	<b>Tout genre confondu N=367</b>
Aller au marché	18.8	17.1	18.0
Vendre au marché	11.7	7.6	9.9
Education	7.7	9.1	8.3
Travail	6.8	0.7	4.1
Services administratifs	3.5	2.3	3.0
Institution de santé	5.7	10.0	7.5
Obligation / visite familiale	43.1	51.4	46.7
Autres	2.7	2.0	2.4
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Deuxième motif</b>	<b>N=47</b>	<b>N=27</b>	<b>N=74</b>
Aller au marché	41.3	48.2	43.7
Vendre au marché	8.1	12.4	9.6
Education	2.5	-	1.6
Travail	9.8	1.6	6.8
Services administratifs	7.8	-	5.0
Institution de santé	3.7	-	2.3
Obligation / visite familiale	22.1	31.6	25.5
Autres	4.9	6.3	5.4
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Troisième motif</b>	<b>N=6</b>	<b>N=5</b>	<b>N=11</b>
Aller au marché	7.8	31.2	17.7
Travail	15.2	0.0	8.8
Services administratifs	15.9	0.0	9.2
Obligation / visite familiale	61.1	68.8	64.3
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Un ordre de priorité a été accordé aux motifs de déplacement exprimés par les individus considérés.

Comme principal motif, hommes et femmes ont évoqué en premier lieu les obligations familiales avec de proportions respectives de 43% et 51%. Il en est de même pour le deuxième motif qui est le fait d'aller au marché (19% et 17%). Ce n'est qu'en troisième point que les avis se diffèrent. Les hommes se déplacent pour vendre au marché si c'est pour rejoindre l'institution de santé pour les

femmes. Cette différence reflète le partage de responsabilité entre le couple dans un ménage tout en supposant que la raison de santé concerne les enfants.

En deuxième motif, une convergence est observée car les deux premiers motifs évoqués sont les mêmes pour les deux sexes mais avec des proportions différentes : d'abord aller au marché (respectivement 41 et 48% pour les hommes et les femmes), ensuite il y a les obligations familiales (22% et 32%). En troisième motif, les hommes se déplacent pour le travail (10%) si les femmes le font pour vendre au marché (12%).

En troisième motif, les obligations familiales prédominent pour tout genre confondu avec une proportion de 64% dans l'ensemble. Après, les femmes n'ont qu'un seul motif et il s'agit d'aller au marché. Pour les hommes, les avis se partagent entre les services administratifs (16%) et le travail (15%).

A titre de motifs de déplacements, ceux qui s'avèrent importants en affectant des taux significatifs des individus concernés, hommes ou femmes, sont relatifs au marché et aux obligations/visites familiales.

**Tableau 2.3-4 : Répartition par secteur d'activité des motifs de déplacement**

**Pourcentage des déplacements pour lesquels les motifs ci-après ont été évoqués pour les membres des ménages résidant en dehors du chef lieu de district, âgés de 6 ans et plus et ayant effectué au moins un déplacement en aller et retour vers le chef lieu de district, par secteur d'activités catégorisés à partir de l'activité principale.**

<b>Principal motif</b>	<b>Inactifs N=99</b>	<b>Primaire N=250</b>	<b>Tertiaire N=18</b>	<b>Total N=367</b>
Aller au marché	14.1	20.0	12.3	18.0
Vendre au marché	0.0	13.5	14.9	9.9
Education	28.7	0.7	0.0	8.3
Travail	0.4	4.2	23.5	4.1
Services administratifs	1.5	2.9	13.2	3.0
Institution de santé	4.2	9.4	0.0	7.5
Obligation / visite familiale	50.1	46.3	34.0	46.7
Autres	1.0	3.0	2.3	2.4
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Deuxième motif</b>	<b>N=2</b>	<b>N=66</b>	<b>N=6</b>	<b>N=74</b>
Aller au marché	22.9	44.6	40.2	43.7
Vendre au marché	0.0	10.8	0.0	9.6
Education	0.0	1.8	0.0	1.6
Travail	0.0	3.5	43.8	6.8
Services administratifs	0.0	4.1	16.1	5.0
Institution de santé	0.0	2.6	0.0	2.3
Obligation / visite familiale	77.1	26.6	0.0	25.5
Autres	0.0	6.0	0.0	5.4
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

Troisième motif	N=0	N=10	N=1	N=11
Aller au marché	0.0	9.8	100.0	17.7
Travail	0.0	9.6	0.0	8.8
Services administratifs	0.0	10.1	0.0	9.2
Obligation / visite familiale	0.0	70.5	0.0	64.3
<b>Total</b>	<b>0.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le même principe que le précédent est encore valable quant au classement des motifs, mais ici ils sont appréhendés par rapport aux secteurs d'activités.

A titre de principal motif, les avis sont disparates pour les trois secteurs considérés sauf pour le premier motif qui est l'obligation/visite familiale, et ce sont les proportions des individus affectés qui font la différence. En deuxième motif, les inactifs ont priorisé l'éducation, ce qui semble logique car rappelons que les étudiants appartiennent à ce secteur. Le secteur primaire a évoqué le fait de vendre au marché, fort probablement relatif à l'écoulement de la production comme on a déjà mentionné auparavant, tandis que c'est travail pour le secteur tertiaire.

Pour le deuxième motif, les inactifs n'ont émis que deux motifs à savoir les obligations familiales (77%) et aller au marché (23%). Pour les deux autres secteurs, beaucoup de motifs ont été évoqué mais ceux à qui les concernés ont accordé de l'importance sont le fait d'aller au marché (45%) et l'obligation familiale (27%) pour le secteur primaire, le travail (44%) et aller au marché (40%) pour le secteur tertiaire.

En troisième motif, peu d'individus se sont prononcés. En effet, aucun motif n'a été enregistré auprès des inactifs, 70.5% des avis dans le secteur primaire concernent l'obligation familiale, et à l'unanimité, le secteur tertiaire se déplace pour le travail.

#### 2.3.4. Les dépenses liées aux déplacements

Les dépenses ici considérées sont relatives à tous les déplacements effectuées par la population au cours des 30 derniers jours avant l'enquête, et pas seulement vers le chef lieu de district mais pour n'importe quelle destination.

**Tableau 2.3-5 : Les dépenses en transport (Ariary)**

**Montant dépensé par le ménage au cours des 30 derniers jours pour tout besoin en transport au sein du ménage, que cela soit à l'échelle du chef lieu de district ou non (en Ariary)**

	n	Min	Max	Médiane	Moyenne	Intervalle de confiance	
<b>Sexe du chef de ménage</b>							
Masculin	117	1 000	50 000	12 000	15 745	13.655	17 834
Féminin	10	4 000	240 000	10 000	37 746	-13 955	89 446
<b>Taille du ménage</b>							
< =4	63	1 000	240 000	12 000	19 114	11 295	26 934
5 - 6	35	1 000	40 000	10 000	13 705	10 003	17 408
7 ou plus	29	2 000	48 000	15 000	18 519	13 910	23 129

	n	Min	Max	Médiane	Moyenne	Intervalle de confiance	
<b>Niveau de revenu</b>							
Revenu < Ar 50 000	10	5 000	30 000	10 000	13 667	7 118	20 217
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	17	4 000	40 000	10 000	17 869	10 546	25 192
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	50	1 000	50 000	12 000	15 428	12 053	18 802
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	10	2 000	38 000	30 000	21 298	11 891	30 705
Revenu ≥ Ar 500 000	40	1 000	240 000	12 000	20 049	8 209	31 889
<b>Ensemble</b>	<b>127</b>	<b>1 000</b>	<b>240 000</b>	<b>12 000</b>	<b>17 462</b>	<b>13 439</b>	<b>21 486</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Pour appréhender les dépenses annuelles en transport, certaines caractéristiques ont été considérées.

Par rapport au sexe, il est constaté qu'en moyenne, les femmes dépensent une somme plus que le double de celle des hommes. La taille des ménages ne représente pas un caractère explicatif de ce type de dépense. Malgré la différence observée entre les dépenses engagées par les ménages à plus bas revenu et ceux du niveau d'en dessus, on peut dire que les dépenses en déplacement ne sont pas conditionnées par le niveau de revenu. En effet, à titre d'exemple et en se référant aux dépenses moyennes, les ménages ayant de revenu entre 100 000 et 300 000 Ariary dépensent moins que ceux dont le revenu est 50 000 et 100 000 Ariary. L'enquête n'a pas permis de connaître la vraie raison mais on peut supposer des déplacements par les propres moyens des plus riches, comme la bicyclette entre autres, et qui n'engagent aucun frais.

## 2.4. Education

Le système éducatif Malgache est lourdement affecté par la situation économique du pays ainsi que par les catastrophes naturelles. Les parents ont du mal à financer la scolarisation de leurs enfants, le budget de l'éducation nationale est faible, ce qui affecte l'environnement scolaire et donc la qualité de l'éducation. Par ailleurs, les disparités régionales sont importantes.

L'Etat malgache a alors adopté une stratégie particulière pour améliorer l'enseignement de base à Madagascar. En effet, de grands efforts ont été fournis en matière d'infrastructures, d'aides matérielles et financières octroyées aux élèves et à leurs parents, de renforcement de la compétence des enseignants. De plus, une nouvelle méthode, Approche par les compétences (APC), a été mise en place depuis 2005. Cette méthode vise notamment à améliorer la qualité de l'enseignement de base.

La thématique éducation se veut décrire le niveau d'instruction de la population en général, mais aussi ceux qui sont âgés de 6 ans et plus, l'âge officiel d'entrée en primaire. La scolarisation des moins de 6 ans a été appréhendée en particulier vu l'existence de l'éducation de la petite enfance. Il en est de même pour ceux qui sont dans la tranche d'âge de 6 à 17 ans car ils sont considérés avoir le plein droit à l'éducation, et l'école est censée être leur occupation principale.

### 2.4.1. Niveau d'instruction de la population de 6 ans et plus

Le niveau d'instruction de la population de 6 ans et plus a été appréhendé suivant le sexe et le groupe d'âge.

**Tableau 2.4-1 : Niveau d’instruction de la population**

Répartition des membres des ménages âgés de 6 ans et plus selon le niveau d’instruction acquis, par sexe et par groupe d’âge										
	Sans instruction	Pré scolaire	Primaire incomplet	Primaire	Secondaire 1er cycle incomplet	Secondaire 1er cycle complet	Secondaire 2nd cycle incomplet	Secondaire 2nd cycle complet	Total	N
<b>Sexe</b>										
Masculin (>=6 ans)	16.5	0.1	61.8	5.4	12.5	1.5	2.0	0.2	100.0	1 045
Féminin (>=6 ans)	19.7	0.6	64.0	5.6	8.9	0.2	1.0	0.1	100.0	1043
<b>Groupe d’âge</b>										
6 - 10 ans	30.5	1.5	67.7	0.1	0.3	0.0	0.0	0.0	100.0	474
11 - 14 ans	3.7	0.0	75.1	9.7	11.4	0.0	0.0	0.0	100.0	306
15 - 17 ans	4.1	0.0	55.5	16.1	24.0	0.4	0.0	0.0	100.0	166
18 - 24 ans	11.2	0.0	52.3	8.9	18.6	3.6	5.5	0.0	100.0	263
25 - 34 ans	17.6	0.0	62.9	5.2	10.2	1.3	2.2	0.6	100.0	303
35 - 44 ans	12.9	0.0	66.1	3.2	14.7	0.9	2.0	0.2	100.0	237
45 - 54 ans	25.1	0.0	56.8	1.8	12.7	0.6	2.7	0.3	100.0	185
55 ans et plus	35.9	0.0	52.6	5.5	5.6	0.0	0.4	0.0	100.0	157
<b>6 ans et plus</b>	<b>18.1</b>	<b>0.3</b>	<b>62.9</b>	<b>5.5</b>	<b>10.7</b>	<b>0.8</b>	<b>1.5</b>	<b>0.1</b>	<b>100.0</b>	<b>2 088</b>
<b>15 ans et plus</b>	<b>17.0</b>	<b>0.0</b>	<b>58.3</b>	<b>6.5</b>	<b>14.2</b>	<b>1.3</b>	<b>2.4</b>	<b>0.2</b>	<b>100.0</b>	<b>1 307</b>

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Il n’y a pas d’écart significatif observé dans la scolarisation des deux sexes. La majorité des hommes et des femmes ont entamé le primaire sans l’avoir terminé, surtout les femmes (respectivement 62% et 64%). Ensuite, il y a les sans instruction dont les taux respectifs pour les hommes et les femmes sont de 16.5% et 20%. Le niveau le plus élevé est le secondaire 1<sup>er</sup> cycle et il concerne surtout les hommes (12.5% contre 9% de femmes).

Par rapport au groupe d’âge, entre 6 à 10 ans, 30.5% n’ont jamais fréquenté l’école. Et pour ceux qui ont eu la chance d’étudier, 68% ont arrêté sans avoir terminé le primaire. La situation sur la fréquentation de l’école semble s’améliorer à partir de 11 jusqu’à 17 ans pour se détériorer au fur et à mesure que l’âge augmente.

## 2.4.2. Scolarisation des enfants

Cette partie consiste à analyser l’accès des enfants de 6 à 17 ans à l’école.

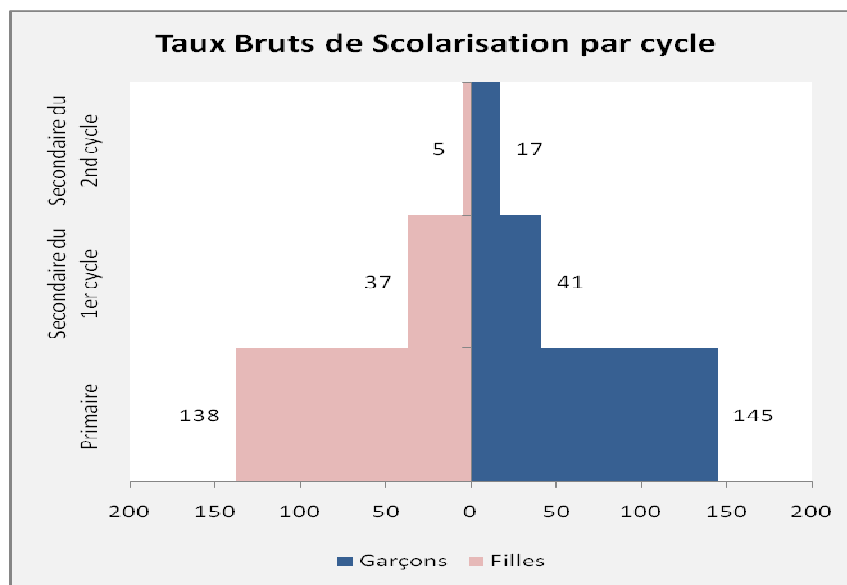
### 2.4.2.1. Scolarisation des enfants âgés de 6 à 17 ans

Le fait d’apprécier particulièrement la scolarisation des enfants âgés de 6 à 17 ans s’avère important car c’est la tranche d’âge qui correspond à l’âge théorique conçu pour l’éducation du niveau primaire jusqu’à la fin du secondaire second cycle, c'est-à-dire la classe terminale.

Pour faciliter la compréhension, la définition des indicateurs couramment utilisés suivants sont à rappeler :

- Age théorique pour le primaire : 6 à 10 ans
- Age théorique pour le secondaire du premier cycle : 11 à 14 ans
- Age théorique pour le secondaire du second cycle : 15 à 17 ans
- Taux Brut de Scolarisation (TBS) : rapport entre l'effectif de tous les enfants scolarisés au niveau d'un cycle quel que soit leur âge et l'effectif de tous les enfants de la tranche d'âge théorique afférente à ce cycle.
- Taux Net de Scolarisation (TNS) : rapport entre l'effectif des enfants scolarisés au niveau d'un cycle et ayant l'âge standard prévu et l'effectif des enfants de la tranche d'âge théorique y afférente.
- Indice de Parité entre les Sexes (IPS) : rapport entre le TBS des filles et celui des garçons.

**Graphique 2.4-1 : Les Taux Bruts de Scolarisation par cycle**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le graphe ci-dessus avec sa large base montre un TBS assez élevé en primaire (141%), surtout pour les garçons (145% contre 138% pour les filles) et ceci en comparaison avec la situation nationale qui se chiffre à 118%<sup>11</sup>. Le net rétrécissement observé à partir niveau secondaire 1<sup>er</sup> cycle traduit une déperdition scolaire importante. Autrement dit, la majorité des enfants scolarisés quitte l'école au cours du niveau primaire. Cette déperdition s'accroît au fur et à mesure que le niveau augmente, mais l'avantage des garçons est toujours maintenu.

La déperdition scolaire caractérise le système éducatif du monde rural à Madagascar. Beaucoup de facteurs peuvent l'expliquer mais les plus courants sont relatifs au problème pécuniaire et au manque d'infrastructures scolaires qui se manifeste par leur éloignement par rapport à certains fokontany très reculés. Pour le problème financier, son impact se fait sentir par la difficulté des

<sup>11</sup> EPM 2010

parents à assurer les frais nécessaires à l'éducation tels que l'achat de fournitures et le paiement de certains droits. Un autre impact de ce problème est l'incapacité des ménages à faire recours aux salariats agricoles pour les activités au champ. De ce fait, ils confient aux enfants certaines responsabilités à titre de mains d'œuvre, qui demandent du temps au détriment de l'école. Et à part le temps consacré à ces activités, il y a la fatigue et la déconcentration qu'elles génèrent. Tableau comparatif par genre de l'accès à l'éducation.

**Tableau 2.4-2 : Tableau comparatif de l'accès à l'éducation**

Indicateurs		Primaire	Secondaire du premier cycle	Secondaire du second cycle
Garçons	N	241	219	74
	TNS	82.1	15.0	1.3
	TBS	145.0	41.1	17.1
	Scolarisation précoce (%)	4.5	0.0	0.0
	Retard de scolarisation (%)	58.5	26.0	15.8
	Filles	N	233	211
Filles	TNS	84.2	18.0	0.0
	TBS	137.5	37.0	4.7
	Scolarisation précoce (%)	3.9	0.0	0.0
	Retard de scolarisation (%)	49.4	18.9	4.7
	Ensemble	N	474	430
Ensemble	TNS	83.1	16.5	0.6
	TBS	141.4	39.1	10.2
	Scolarisation précoce (%)	4.2	0.0	0.0
	Retard de scolarisation (%)	54.0	22.6	9.6

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

L'accès à l'éducation est fonction du genre à Antalaha et en faveur des filles, ceci dès le niveau primaire avec des IPS respectifs de 0.95, 0.90 et 0.27 pour les trois niveaux d'éducation (primaire, secondaire du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> cycle. Le retard de scolarisation qui est de 54% dans l'ensemble concerne plus les garçons (58.5%) par rapport aux filles (49%).

#### **2.4.2.2. Situation des enfants âgés de 6 à 17 ans vis-à-vis du système éducatif**

Cette partie consiste à analyser l'accès à l'éducation des individus âgés de 6 à 17 ans suivant le sexe et par tranche d'âge.

Tableau 2.4-3 : Situation des enfants de 6 à 17 ans vis-à-vis du système éducatif

Répartition des individus âgés de 6 à 17 ans selon l'accès à l'éducation, par sexe et par tranche d'âge

	Scolarisés	Déscolarisés avant	Abandon au cours de 2009-2010	Jamais été scolarisé	Total	N
<b>Sexe</b>						
Masculin	83.7	6.8	0.0	9.5	100.0	472
Féminin	78.8	11.3	0.9	9.0	100.0	475
<b>Age</b>						
6 à 10 ans	84.4	0.0	0.5	15.1	100.0	475
11 à 14 ans	90.3	5.9	0.6	3.3	100.0	306
15 à 17 ans	55.7	40.9	0.0	3.4	100.0	166
<b>Niveau de revenu des ménages</b>						
Revenu < Ar 50 000	77.1	11.1	0.0	11.8	100.0	92
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	73.7	10.9	2.5	12.9	100.0	142
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	84.7	8.2	0.0	7.0	100.0	373
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	88.8	6.5	1.1	3.6	100.0	58
Revenu ≥ Ar 500 000	80.3	9.1	0.0	10.6	100.0	282
<b>Ensemble</b>	<b>81.3</b>	<b>9.1</b>	<b>0.4</b>	<b>9.2</b>	<b>100.0</b>	<b>947</b>

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Les garçons sont mieux scolarisés que les filles en enregistrant des taux respectifs de 84% et 79%. Par contre, avec une légère différence, ces dernières sont moins concernées par la non fréquentation de l'école.

Par rapport à l'âge, l'accès à l'éducation diminue considérablement à partir de 15 ans. Cette situation rejoint la déperdition scolaire citée en haut et confirme également les besoins en mains d'œuvre au sein des exploitations familiales. En effet, à partir de cet âge et en matière de travail physique, les enfants sont censés être aptes à travailler et avec des rendements équivalents à ceux des adultes.

Le niveau de revenu des ménages influence positivement la scolarisation des enfants si on se réfère aux taux de scolarisation qui augmentent proportionnellement avec le niveau de revenu, sauf à partir du revenu supérieur à 500 000 ariary.

Contrairement aux attentes, l'incidence d'abandon au cours de l'année scolaire 2009/2010 est quasiment nulle (0.4%) malgré le contexte de crise qui perdure à Madagascar.

**Tableau 2.4-4 : Incidence de la scolarisation des enfants suivant les caractéristiques des ménages**

<b>Pourcentage des enfants âgés de 6 à 17 ans scolarisés selon les caractéristiques des ménages</b>						
	<b>6 à 10 ans</b>		<b>11 à 14 ans</b>		<b>15 à 17 ans</b>	
	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>
<b>Sexe du chef de ménage</b>						
Masculin	85.0	413	90.4	262	58.3	141
Féminin	87.0	61	96.4	44	42.7	25
<b>Statut matrimonial du chef</b>						
Marié légalement	93.7	20	100.0	16	67.1	7
Marié coutumièrement	84.4	286	90.7	179	57.3	101
Union libre	87.6	92	88.4	53	54.5	29
Séparé / veuf / célibataire	83,6	77	93.0	57	49.7	29
<b>Taille du ménage</b>						
<= 4	90.0	98	91.8	62	34.1	46
5 - 6	88.3	167	93.0	94	61.5	41
7 et plus	80.6	209	89.9	150	65.8	79
<b>Niveau d'instruction du chef de ménage</b>						
Sans instruction	82.3	367	90.9	240	53.1	133
Primaire	97.2	91	90.9	55	64.6	29
Secondaire 1er cycle	84.0	16	100.0	10	85.0	4
Secondaire 2nd cycle	100.0	0	100.0	1	-	0
<b>Niveau de revenu</b>						
Revenu < Ar 50 000	82.5	45	93.5	27	43.3	19
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	84.6	78	82.8	42	36.4	22
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	86.8	180	93.7	136	59.4	58
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	93.4	30	98.0	18	67.0	10
Revenu ≥ Ar 500 000	82.9	141	89.2	83	62.4	57
<b>Ensemble</b>	<b>85.3</b>	<b>475</b>	<b>91.2</b>	<b>306</b>	<b>55.9</b>	<b>166</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le pourcentage des enfants âgés de 6 à 17 ans scolarisés a été apprécié selon les caractéristiques des ménages.

Dans l'ensemble, les enfants sont mieux scolarisés entre 11 et 14 ans, suivis par les 6 à 10 ans et ce sont ceux qui ont entre 15 à 17 ans qui sont les moins scolarisés. C'est une tendance qui est toujours vérifiée quelque soit les caractéristiques considérées.

Le sexe et le statut matrimonial du chef et la taille du ménage ne représentent pas de facteurs explicatifs à l'éventuelle variation de la scolarisation des enfants. Ce qui n'est pas le cas du niveau d'instruction du chef des ménages qui en général semble avoir une influence positive. Les parents

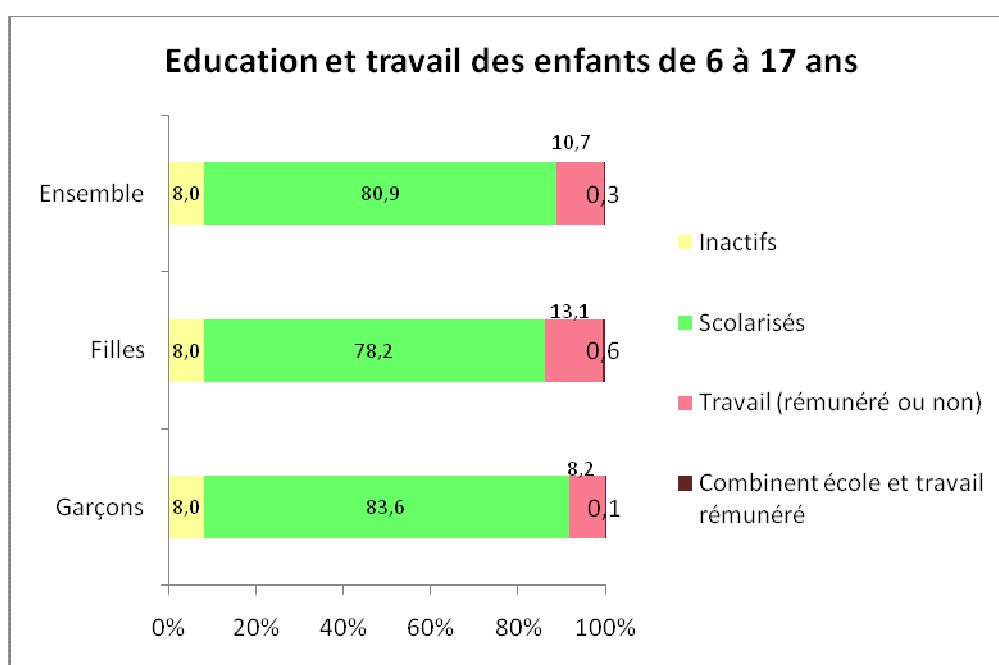
instruits sont en effet plus enclins à éduquer leurs enfants grâce à leur capacité à mieux comprendre l'importance de l'éducation dans la préparation de leur avenir.

Cette influence est aussi vérifiée par rapport au niveau de revenu du ménage mais seulement en ce qui concerne les enfants de bas âge (6 à 10 ans).

Le graphique ci-après relate la situation des enfants âgés de 6 à 17 ans à l'égard du travail, avec les typologies suivantes :

- Scolarisés : ceux qui vont à l'école et n'exercent aucune autre activité rémunératrice ;
- Travail : ceux qui sont hors du système scolaire et qui ont une occupation précise, rémunérée ou non ;
- Ecole et travail : Enfants combinant l'école à d'autres activités lucratives ;
- Inactifs : ceux qui ne sont ni scolarisés, ni dotés d'une occupation précise, rémunérée ou non.

**Graphique 2.4-2 : Situation des enfants à l'égard du travail des enfants**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Les enfants de 6 à 17 ans sont majoritairement scolarisés comme ils devraient l'être, avec une proportion importante de 81% dans l'ensemble et un avantage des garçons (84%). Les inactifs correspondent à une proportion infime de 8%. On observe un taux assez significatif de 11% pour ceux qui sont concernés par le travail, surtout les filles (13 %). Ce sont en fait les enfants qui quittent l'école pour travailler et de contribuer ainsi à l'amélioration du revenu du ménages ou ceux qui travaillent à titre de mains d'œuvre dans les exploitations familiales, donc ils ne sont pas rémunérés. La combinaison de l'école avec le travail est quasiment nulle (0.3%), c'est-à-dire que les enfants de cette tranche d'âge possèdent des statuts bien déterminés : soit ils sont scolarisés soit ils abandonnent l'école pour aider leurs parents, il n'y a pas de statut intermédiaire.

### 2.4.3. Absence et performance scolaire des enfants

L'importance ou la fréquence des absences des enfants au cours d'une année scolaire mérite d'être étudiée car elle pourrait influencer la performance et les résultats scolaires.

#### 2.4.3.1. Absence prolongée

Une absence est dite prolongée si elle dure au moins 2 semaines sans interruption et ceci depuis janvier 2010.

**Tableau 2.4-5 : Incidence de l'absence prolongée pendant au moins 2 semaines**

	Garçons		Filles		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
6 à 10 ans	7.7	202	9.5	201	8.6	403
11 à 14 ans	8.9	147	9.5	131	9.2	278
15 à 17 ans	9.1	48	2.8	46	6.0	93
<b>Ensemble</b>	<b>8.4</b>	<b>397</b>	<b>8.7</b>	<b>377</b>	<b>8.5</b>	<b>774</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

L'incidence de l'absence prolongée de 8.5%, pour l'ensemble, est relativement significative. Selon le groupe d'âge, ce sont ceux qui ont entre 11 à 14 ans qui sont les plus concernés avec un taux de 9%, et à l'avantage des filles (9.5%).

Les motifs d'absences prolongées (tableau 2 en annexe) les plus évoqués sont par ordre d'importance les raisons de santé (38.5%) et l'absence inhabituelle de l'enseignant (35%).

#### 2.4.3.2. Performance scolaire

La réussite scolaire se mesure par les résultats de fin d'année scolaire par le biais des passages en classe supérieure, mais surtout par le taux de réussite aux examens officiels tels que CEPE, BEPC et baccalauréat.

**Tableau 2.4-6 : Taux de réussite aux examens officiels en 2008 – 2009**

	CEPE		BEPC		BAC	
	%	N	%	N	%	N
<b>Ensemble</b>	<b>79.7</b>	58	<b>47.7</b>	11	<b>0.0</b>	4

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural 2010, Round 1, Antalaha*

Le taux de réussite au CEPE est de 79.7% pour l'année scolaire 2008-2009. Même si la réussite totale est enregistrée dans beaucoup de communes rurales à Madagascar, un tel résultat ne peut pas être considéré comme mauvais. En effet, L'effort promu par l'Etat depuis 2003 sur l'amélioration des systèmes éducatifs en primaire a commencé à produire ses effets depuis un bon nombre d'années. Il s'agit de la mise à priorité par le gouvernement de la politique de l'Education pour tous en vue notamment de l'amélioration qualitative et de l'universalisation du premier cycle fondamental. Cette priorité comprend à la fois une accélération de l'accès à l'enseignement fondamental, achèvement

universel du premier cycle fondamental et une maîtrise des flux au niveau de l'enseignement secondaire.

#### 2.4.4. Problèmes rencontrés par les ménages en termes de scolarisation

Le tableau suivant permet d'appréhender le pourcentage des ménages ayant déclaré concernés par les problèmes liés à la scolarisation suivant la nature desdits problèmes.

**Tableau 2.4-7 : Principaux problèmes liés à la scolarisation**

<b>Pourcentage des ménages ayant déclaré concernés par les problèmes liés à la scolarisation</b>						
<b>Problèmes en termes d'accès à l'éducation</b>	<b>CM Homme</b>		<b>CM Femme</b>		<b>Ensemble</b>	
	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>
Manque d'argent pour payer les frais	64.9	289	71.5	62	66.1	351
Manque d'enseignants	39.6	289	28.3	62	37.6	351
Manque d'uniforme, livres, cahiers. ...	45.6	289	51.8	62	46.7	351
Insécurité	2.6	289	0.9	62	2.3	351
Sous-alimentation	41.7	289	42.8	62	41.9	351
Obstacle naturel (ex : montée des eaux)	10.6	289	15.0	62	11.4	351
Manque d'infrastructure	34.2	289	38.9	62	35.0	351
Autre	0.7	289	0.0	62	0.6	351
<b>Difficultés d'honorer les frais de scolarité</b>						
Oui	47.6	289	53.6	62	48.7	351
Non	51.8	289	46.4	62	50.8	351
Non concerné	0.6	289	0.0	62	0.5	351
<b>Augmentation des frais de scolarité par rapport à l'année dernière</b>						
Hausse	49.9	289	37.8	62	47.7	351
Baisse	4.8	289	13.8	62	6.4	351
Inchangés	45.1	289	48.4	62	45.7	351
Non concerné	0.2	289	0.0	62	0.2	351

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Parmi les problèmes en termes d'accès à l'éducation, le manque d'argent pour payer les frais prévaut en affichant un taux de 66% de ménages l'ayant déclaré. Le manque d'uniforme et de fournitures arrive en deuxième place (47%) suivi par la sous alimentation (42%). Ensuite, il y a le manque d'enseignants (38%) et aussi celui des infrastructures (35%). Les principaux problèmes liés à la scolarisation proviennent ainsi de la situation des parents c'est-à-dire de l'environnement familial des élèves, sans écarter les responsabilités de l'Etat par rapport aux enseignants et des infrastructures scolaires.

Pour le paiement des frais de scolarité, les ménages sont plus ou moins partagés entre deux situations différentes. 51% ont déclaré ne pas avoir de difficulté à les honorer tandis que 49% ont affirmé le contraire.

Quant à l'appréciation sur l'augmentation des frais de scolarité par rapport à l'année dernière, les avis sont également partagés entre la hausse (48%) et le non changement (46%). Une faible proportion de 6% a trouvé que ces frais ont baissé.

Toujours à propos des problèmes de la scolarisation mais en tenant compte du niveau de revenu des ménages (tableau 3 en annexe), on constate que quelque soit le niveau de revenu, la majorité des ménages souffrent en premier lieu du manque d'argent pour payer les frais. Ce n'est qu'en deuxième problème que le niveau de revenu détermine l'appréciation des ménages mais seulement en trois avis différents :

- Les deux premiers niveaux, à partir du plus bas, ont évoqué la sous alimentation. Il s'agit d'une appréciation qui paraît logique car la faiblesse du revenu a des impacts sur la capacité des ménages à s'alimenter convenablement faute de moyens pour en acheter.
- Ceux qui appartiennent aux 2 niveaux qui suivent ont plutôt mentionné le manque d'uniformes et de fournitures, mais avec des proportions différentes (respectivement 48.5% et 64%).
- Et les ménages ayant le revenu le plus élevé (plus de 500 000 Ar) ont évoqué le manque d'infrastructure.

## 2.5. Activités économiques

Cette thématique a pour objectif d'étudier la situation de la population par rapport aux activités économiques. Il s'agit d'identifier les activités principales, c'est-à-dire celles qui rapportent le plus en matière de revenu et qui occupent également la majorité du temps de travail des concernés.

### 2.5.1. Activités

Le tableau suivant montre la situation des 15 et plus vis-à-vis de l'activité et les termes suivants sont utilisés à titre de statut d'activité :

- Les inactifs comprennent les étudiants sans aucune activité rémunérée, les femmes au foyer sans aucune activité secondaire, les retraités sans activité secondaire et les enfants pas encore scolarisés et n'ayant aucune autre activité.
- Les actifs occupés comprennent tout individu exerçant une activité économique, les étudiants qui combinent l'école à d'autres activités rémunérées, les femmes au foyer et les retraités ayant une activité secondaire.
- Les actifs non occupés représentent les individus en âge d'être actifs mais qui n'exercent aucune autre activité et sont déclarés inactifs au cours de l'enquête. Ce groupe intègre éventuellement les chômeurs, ainsi que des personnes en incapacité de travailler.

**Tableau 2.5-1 : Situation des individus âgés de 15 ans et plus vis-à-vis de l'activité**

	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Actifs occupés	84.4	546	87.9	580	86.2	1126
Individus non occupés mais en âge d'être actifs	1.4	9	2.1	14	1.7	22
Inactifs	14.2	92	10.1	66	12.1	158
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>647</b>	<b>100.0</b>	<b>660</b>	<b>100.0</b>	<b>1307</b>
<b>Taux d'occupation des individus âgés de 15 ans et plus</b>						<b>86%</b>

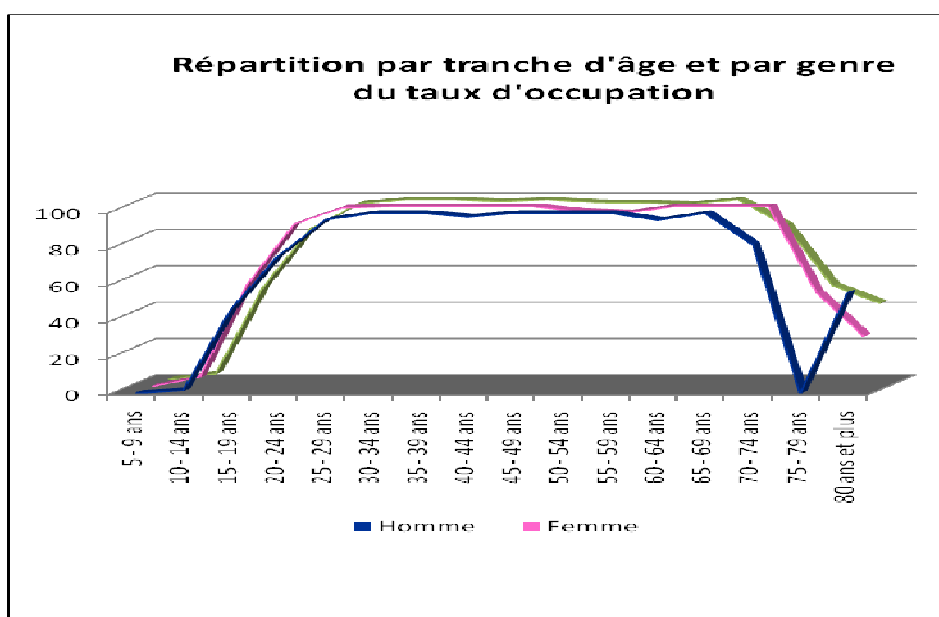
*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le taux d'occupation des individus de 15 ans et plus atteint les 86%, c'est-à-dire que presque 9 individus sur 10 possèdent un emploi bien déterminé. Les femmes (88%) sont plus nombreuses à être classées comme actifs occupés que les hommes (84%). La majorité des femmes ne se contentent pas ainsi de s'occuper du foyer et de la famille, mais contribuent en même temps à la rentrée de revenu du ménage. En effet, en milieu rural, il est plus facile pour les femmes d'avoir des activités secondaires outre le fait de s'occuper du foyer. Cette facilité vient de la capacité des activités agricoles (y compris l'élevage), principales activités de la majorité des ruraux, à offrir différentes occupations à des fins économiques. Les actifs non occupés ne représentent qu'une infime partie (2%), et le statut inactif touche plutôt les hommes (14% contre 10% pour les femmes).

Le faible taux d'occupation de 2% des enfants de 6 à 14 ans traduit une faible incidence de l'insertion précoce des enfants dans le monde du travail. Autrement dit, la plupart des enfants appartenant à cette tranche d'âge ne sont pas encore victimes du besoin en mains d'œuvre au sein de la famille ni de l'obligation à travailler pour vivre, voir même déjà avoir quelqu'un d'autre à la charge.

Pour ce qui est de la sortie du monde de travail, elle s'avère assez tardive car en général, 74% des individus de plus de 65 ans travaillent encore si la vie active est censée s'arrêter à l'âge de 64 ans. Une autre caractéristique des activités agricole est encore vérifiée ici, il s'agit de leur faculté à offrir à tout âge du travail qui leur convient. Ce qui n'est pas le cas des activités économiques en ville qui, dans la majorité des cas, exigent certains niveaux et capacités. Le ratio de dépendance économique enregistré est de 117%, ce qui veut dire que 100 individus travailleurs s'occupent de 117 individus sans emploi.

Graphique 2.5-1 : Situation des enfants à l'égard du travail



Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Le graphe ci-dessus confirme que la majorité de la population est occupée entre 15 et 75 ans, même plus mais avec des taux plus faibles. La rentrée de la population dans le monde du travail n'est pas vraiment précoce, en tant que milieu rural, tandis que la sortie en est très tardive.

### 2.5.2. Profil du capital humain

Le profil du capital humain informe sur certaines caractéristiques de différents groupes de population tels qu'actifs occupés, actifs inoccupés, etc. De ce fait, l'analyse de ce profil permet d'appréhender la capacité de production et/ou l'aptitude de la population à travailler donc de produire.

Tableau 2.5-2 : Profil du capital humain

	Population active occupée		Population active non occupée		Population inactive		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N	%	N
	<b>Groupe d'âge</b>							
15 - 24 ans	24.2	273	19.6	4	95.2	151	32.7	428
25 - 34 ans	26.5	298	7.2	2	1.6	3	23.1	302
35 - 54 ans	37.2	418	4.6	1	0.7	1	32.2	421
55 ans et plus	12.2	137	68.6	15	2.5	4	12.0	157
<b>Niveau d'instruction</b>								
Sans instruction	77.6	873	75.5	17	71.3	113	76.8	1003
Primaire	18.1	204	15.3	3	23.3	37	18.7	244
Secondaire du 1er cycle	4.0	45	9.3	2	5.1	8	4.2	55

Secondaire du 2nd cycle	0.4	4	0.0	0	0.3	0	0.3	4
<b>Statut matrimonial</b>								
Marié légalement	3.9	44	0.0	0	1.2	2	3.5	46
Marié coutumièrement	47.9	539	0.0	0	0.0	0	41.3	539
Union libre	20.6	232	0.0	0	0.0	0	17.8	232
Célibataire /séparé/veuf	27.6	311	100.0	22	98.8	157	37.5	490
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>1126</b>	<b>100.0</b>	<b>22</b>	<b>100.0</b>	<b>158</b>	<b>100.0</b>	<b>1307</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Par rapport au groupe d'âge, 95% de ceux qui ont entre 15 à 24 ans sont inactifs. La population commence à avoir de l'activité (occupation) à partir de 25 ans pour devenir active non occupée à partir de 55 ans, c'est-à-dire la proportion majoritaire. Quelque soit la catégorie ici considérée, plus de 70% sont des sans instruction, ensuite, dans l'ensemble, 19% ont le niveau primaire. Le statut matrimonial met en évidence que les mariés (essentiellement selon la coutume) sont les plus nombreux (41%) suivis par les célibataires (37.5%)

### 2.5.3. Secteur d'activité de la population active

La répartition des individus âgés de 15 à 64 ans qui travaillent par secteur d'activité faisait partie de l'enquête, afin de connaître le secteur dominant dans le district à travers l'importance des individus concernés.

**Tableau 2.5-3 : Répartition des individus âgés de 15 ans à 64 ans qui travaillent par secteur d'activité**

	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Primaire	96.2	495	96.4	535	96.3	1031
Secondaire	0.2	1	0.8	4	0.5	5
Tertiaire	3.5	18	2.8	16	3.2	34
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>515</b>	<b>100.0</b>	<b>555</b>	<b>100.0</b>	<b>1070</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

La répartition des actifs occupés de 15 à 64 ans, par secteur d'activité montre que c'est le secteur primaire qui prédomine comme dans tout milieu rural malgache, en affectant 96% des concernés. En effet, hommes ou femmes, pratiquement tout individu qui travaille appartient à ce secteur qui englobe tous les travaux agricoles tels que l'agriculture, l'élevage et le salariat agricole. Ensuite, même en faible nombre, le secteur tertiaire qui regroupe les activités commerciales apparaît également (3%). Il doit s'agir des épiceries et des services de transport qui sont indispensables au bon fonctionnement de la vie quotidienne de la population, surtout pour les fokontany très éloignés des chefs lieux de commune ou de district.

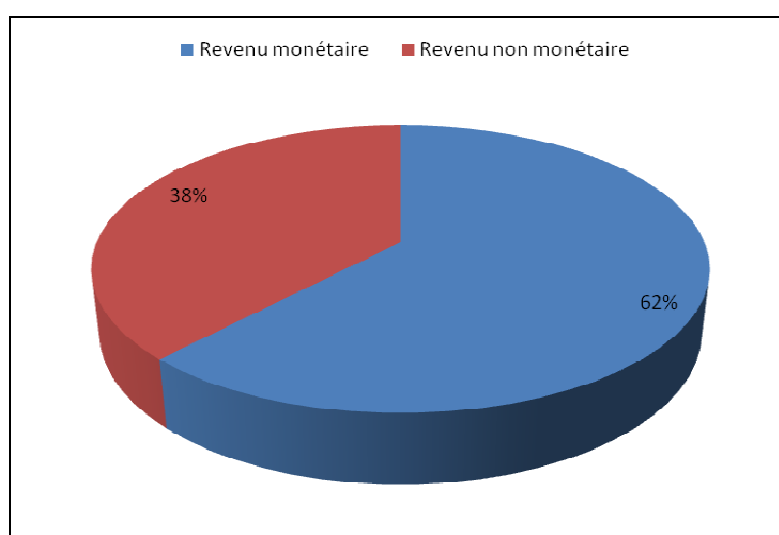
## 2.6.Revenus des ménages

La thématique « revenus des ménages » a son importance en tant qu'indicateur de pauvreté. La pauvreté qui devient un contexte non seulement régional mais national à Madagascar, mérite effectivement une attention particulière si on veut vraiment instaurer un processus de développement. A cet effet, cette section cherche à analyser le revenu des ménages à travers sa structure et ses caractéristiques. Cette analyse s'avère importante vu le rôle du revenu sur le comportement en général des membres de ménages, entre autres l'accès aux soins et la sécurité alimentaire.

### 2.6.1. Structure du revenu

Le revenu est structuré par deux grandes parties : monétaire et non monétaire dont les proportions varient en fonction de la nature des activités économiques sources de revenu par ménage.

Graphique 2.6-1 : Structure du revenu



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

En termes de structure du revenu des ménages à Antalaha, le revenu monétaire représente presque le double du non monétaire (respectivement 62% et 38%). Il s'agit de l'ensemble des revenus engendrés par les activités hors exploitations agricoles, les exploitations agricoles (vente du riz, vente des produits d'élevage, etc.), la vente des bétails, la décapitalisation des biens et le transfert d'argent. Les 27% restant consistent au revenu monétaire qui est engendré, à son tour, par l'autoconsommation (riz, autres cultures, animaux, produits d'élevage) et le transfert non monétaire.

Tableau 2.6-1 : Source ou composition du revenu total (monétaire/non monétaire)

Revenu des activités hors exploitation agricole	23.6
Revenu provenant de la vente du riz	1.9
Revenu provenant de la vente des autres cultures	2.3
Revenu provenant de la vente des volailles	1.7
Revenu provenant de la vente des produits d'élevage	3.5
Revenu provenant de la décapitalisation des biens	1.8

Revenu provenant de la vente de bétails	4.6
Revenu de transfert en argent	1.5
Autoconsommation en riz	20.9
Autoconsommation en d'autres cultures	13.7
Autoconsommation des animaux	2.3
Autoconsommation en produits d'élevage	0.5
Revenu de transfert non monétaire	0.9

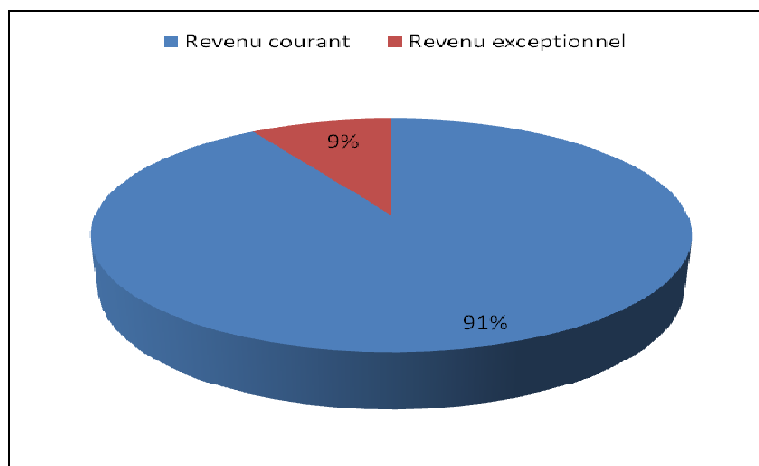
*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Par rapport au total du revenu, les compositions les plus importantes, celles qui rapportent le plus, sont par ordre d'importance le revenu hors exploitations agricoles (24%), la vente des autres cultures (23%), l'autoconsommation en riz (21%) et l'autoconsommation en d'autres cultures (14%). La part du revenu engendré par la vente de riz est très faible (2%), ce qui paraît normal du fait que le riz constitue l'aliment de base donc la production assure d'abord la subsistance et l'importance du revenu généré par l'autoconsommation en riz le confirme. L'incidence de la vente de bétails et de la décapitalisation des biens est aussi relativement faible. Ce qui laisse à supposer que les ménages ne souffrent pas de grandes difficultés donc ils ne sont pas contraints de faire recours à ce genre de solution.

### 2.6.2 Caractéristique du revenu

Le revenu des ménages est caractérisé par le revenu courant et le revenu exceptionnel, et comme la structure, leur importance respective dépend de la situation de chaque ménage.

**Graphique 2.6-2 : Caractéristique du revenu**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le revenu courant, qui constitue la majeure partie de 91% du revenu des ménages à Antalaha, consiste à celui qui est engendré par les activités économiques des ménages telles que les activités hors exploitation agricole, la vente et l'autoconsommation des produits agricoles et d'élevage. La faiblesse du revenu exceptionnel (9%) confirme que l'incidence de la décapitalisation des biens, de la vente de bétails et des éventuels transferts (en argent ou non monétaire) est également faible en tant que principaux sources de ce type de revenu.

Cette situation correspond aux attentes car en principe, c'est le revenu courant qui est censé satisfaire les principaux besoins des ménages grâce à leurs activités habituelles qui les occupent quotidiennement. Le revenu exceptionnel, comme son nom l'indique est réservé aux exceptions comme le besoin urgent en liquide en cas de maladie par exemple.

## 2.7. Dépenses des ménages

Comme le revenu, les dépenses constituent également un agrégat qui a souvent servi pour analyser la pauvreté. En effet, cette variable permet d'apprécier la capacité des ménages à consommer et à satisfaire ses différents besoins, aussi bien de subsistance, d'investissement ou d'exploitation,.... La présente section est destinée à présenter la structure et les caractéristiques des dépenses des ménages au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Par la suite, elle traitera spécifiquement le cas des dépenses alimentaires.

### 2.7.1. Structure des dépenses totales

Comme pour le revenu, la structure des dépenses des ménages ruraux se démarque par l'existence de la composante non monétaire, laquelle est évaluée sur la base des autoconsommations en cultures diverses, en animaux et en produits de l'élevage.

**Tableau 2.7-1 : Structure des dépenses totales**

<b>Catégories de dépenses</b>	<b>%</b>
Autoconsommations	46.1
<b>Dépenses non monétaires</b>	<b>53.9</b>
Dépenses en PPN alimentaires	19.7
Dépenses en PPN non alimentaires	5.4
Autres dépenses courantes	22.9
Dépenses d'exploitation	0.9
Dépenses d'investissement	5.0
<b>Dépenses non monétaires</b>	<b>53.9</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>100</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Normalement, les comportements des ménages en matière de dépenses sont étroitement liés à leur niveau de revenu. Compte tenu des moyens disponibles, une hiérarchisation des différents besoins s'impose et dans ce sens, les besoins alimentaires représentent les priorités. Elles constituent ainsi les 2/3 des dépenses totales, et ce, à travers une part de 46% pour les autoconsommations et 20% pour l'achat des PPN alimentaires. L'achat de l'aliment de base qu'est le riz justifie un poids lourd au sein de l'achat de denrées alimentaires (42%), un phénomène imputable à l'épuisement des stocks pour certains ménages.

Par ordre d'importance, viennent ensuite les autres dépenses courantes, exposant un poids de 23% au sein des dépenses totales. Il s'agit essentiellement des dépenses en santé et éducation, en transport, ainsi que des obligations sociales. Souvent, ces besoins s'inscrivent parmi les besoins fondamentaux et incontournables.

Les autres postes budgétaires affichent une part moins élevée au sein des dépenses totales, soit 5% pour l'achat de PPN non alimentaires, 5% pour les investissements et moins de 1% pour les exploitations. Bien qu'indispensables, ces catégories de dépenses sont sujettes à des restrictions

puisque le budget est limité et les besoins alimentaires s'avèrent plus fondamentaux. Les dépenses d'investissement reposent surtout sur les réparations des maisons, notamment à l'issue des passages de cyclones lors de la saison estivale. Quant aux dépenses d'exploitation, elles sont prédominées par les dépenses en élevage (alimentation ou santé du bétail).

### 2.7.2. Les dépenses courantes non alimentaires

Le tableau ci-après indique les caractéristiques des dépenses courantes non alimentaires au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Globalement, les besoins quotidiens comme l'éclairage et le savon paraissent incontournables de telle sorte que presque tous les ménages ont affiché des dépenses pour ces causes. Les sites ruraux du district d'Antalaha ne sont pas encore électrifiés, justifiant le fait que les ménages auront à acheter du pétrole ou éventuellement des bougies pour servir d'éclairage. Les dépenses y afférentes s'élèvent en moyenne à Ariary 2 229. Quant aux produits d'hygiène comme le savon, ils affichent des dépenses moyennes par ménage de l'ordre d'Ariary 2 313. Ces deux postes budgétaires représentent ainsi respectivement 13% des dépenses extra alimentaires.

Par ailleurs, plus de 8 ménages sur 10 ont honoré des obligations sociales. La période de référence des 30 jours ayant précédé l'enquête a coïncidé avec la saison des « Tsaboraha », des événements culturels locaux à l'instar du « rasa harena<sup>12</sup> », du « tsakafara<sup>13</sup> » et du « famadihana » ou retournement des morts. En effet, chaque année, de telles manifestations culturelles sont planifiées en période post-récolte pendant laquelle les ménages disposent de plus de revenu. Le rôle des obligations sociales est fondamental au sein de la communauté parce qu'elles symbolisent la solidarité et renforcent ainsi les liens sociaux. En moyenne, ces « adidy » se chiffrent à Ariary 4 760 par ménage.

A part cela, les dépenses en santé, en éducation et en tabac ou alcool ont affecté plus de 3 ménages sur 10. Concernant les dépenses liées à la scolarité, la collecte de données s'est tenu juste après le début de l'année scolaire 2010 – 2011. Par conséquent, les dépenses des ménages paraissent assez élevées car elles incluent le paiement de la cotisation en vue du salaire des maîtres FRAM (en nature ou en numéraire), ainsi que l'acquisition des nouveaux effets scolaires nécessaires pour l'année en cours. La moyenne observée a été d'Ariary 29 402 mais la moitié des ménages concernés a dépensé plus d'Ariary 18 000 pour l'éducation des enfants.

Puis, les dépenses en habillement sont relativement importantes en cette période de l'année. En effet, 1 ménage sur 3 a acheté des effets vestimentaires pour dépenser ainsi en moyenne Ariary 8 975 par ménage. Par contre, les dépenses en combustibles ne touchent qu'une infime proportion des ménages (2.5%). Compte tenu de la disponibilité en ressources forestières au sein du district, la grande majorité des ménages se met à cueillir du bois de chauffe en vue de la cuisson.

---

<sup>12</sup> Culte avec sacrifice de zébu visant à respecter les morts et donner leur part (tête du zébu)

<sup>13</sup> Culte avec sacrifice de zébu destiné à remercier les ancêtres

**Tableau 2.7-2 : Caractéristiques des principales dépenses courantes non alimentaires (en Ariary)**

Rubrique de dépenses	Minimum	Maximum	Médiane	Moyenne	Part dans les dépenses non alimentaires (%)	Ménages concernés (%)
Tabac, alcool	400	30 000	3 000	4 323	15.9	38.5
Savon et produits d'hygiène	400	10 000	1 800	2 313	12.9	98.7
Transport	10	240 000	10 000	17 453	32.9	24.2
Combustible	500	25 000	4 000	6 247	11.0	2.5
Eclairage	200	66 000	2 000	2 229	12.9	99.4
Téléphone (crédits appels)	1 000	47 500	5 000	7 229	12.4	7.6
Santé	15	801 000	4 000	20 905	24.7	35.6
Education	800	220 000	18 000	29 402	48.3	33.3
Obligations sociales	100	40 000	3 000	4 760	16.5	81.9
Habillement	10	60 000	6 000	8 975	23.4	29.9

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

### 2.7.3. Part des dépenses alimentaires par rapport au revenu

Il est assez courant d'analyser les conditions de vie à travers l'étude de la part du revenu consacré aux besoins alimentaires. A priori, la situation des ménages se détériore à mesure que ce ratio s'élève. Pour l'analyse qui suit, il importe de préciser que les dépenses considérées représentent les dépenses alimentaires totales qui consistent en la somme des évaluations monétaires des autoconsommations et des achats de denrées alimentaires. Quant au revenu, il s'agit du revenu courant (revenu des exploitations et autres activités génératrices de revenu) sachant que cette composante peut être considérée comme du revenu permanent si l'on fait abstraction des aléas climatiques.

**Tableau 2.7-3 : Répartition des ménages suivant la part des dépenses par rapport au revenu, et selon les caractéristiques sociodémographiques**

	Part des revenus (en %) consacrés aux dépenses alimentaires				
	Minimum	Maximum	Médiane	Moyenne	N
<b>Sexe du CM</b>					
Masculin	12.1	1865.1	75.9	99.0	418
Féminin	13.3	3411.5	94.2	139.9	106
<b>Statut matrimonial du CM</b>					
Marié légalement	13.7	143.2	77.9	78.6	24
Marié coutumièrement	12.1	608.3	71.7	91.6	263
Union libre	13.3	1422.0	79.9	100.6	110
Séparé / veuf / célibataire	13.4	3411.5	92.8	152.4	127
<b>Taille du ménage</b>					
<= 4	12.1	3411.5	77.9	112.1	270
5 - 6	15.1	1422.0	77.4	108.0	136
7 et plus	16.8	608.3	77.0	92.8	118
<b>Niveau d'éducation du chef de ménage</b>					

<b>Part des revenus (en %) consacrés aux dépenses alimentaires</b>					
	<b>Minimum</b>	<b>Maximum</b>	<b>Médiane</b>	<b>Moyenne</b>	<b>N</b>
Sans instruction	26.9	3411.5	88.7	161.2	94
Primaire	12.1	1422.0	77.4	91.4	342
Secondaire 1er cycle	13.7	693.9	57.6	93.1	70
Secondaire 2nd cycle	12.6	1865.1	70.8	198.7	18
<b>Niveau de revenu des ménages</b>					
NR<50.000 Ar	64.0	3411.5	141.6	282.1	76
50.000<NR<100.000	34.1	297.0	92.4	96.7	118
100.000<NR<300.000	13.7	143.1	61.7	62.9	165
300.000<NR<500.000	12.1	86.4	28.0	30.2	24
NR>500.000	12.6	490.6	72.4	80.0	141
<b>Ensemble</b>	<b>12.1</b>	<b>3411.5</b>	<b>77.4</b>	<b>106.9</b>	<b>524</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

La situation des ménages en matière de dépenses s'avère alarmante si l'on fait référence à la part du revenu consacrée à l'alimentation. En effet, avec une part moyenne de 110%, le revenu courant n'est plus en mesure de couvrir par lui-même les dépenses alimentaires. Or, d'après la structure des dépenses observée précédemment, les besoins essentiels des ménages ne se réduisent pas aux aspects alimentaires mais s'étendent à l'éclairage, à l'éducation, à la santé, aux obligations sociales, Pour la moitié des ménages, les dépenses alimentaires requièrent plus des ¾ du revenu courant. Par ailleurs, les résultats d'enquête informent que le présent ratio dépasse les 100% pour 3 ménages sur 10. Lorsque les charges de subsistance pèsent aussi lourdement dans les ressources du ménage, des sacrifices devraient être entrepris au niveau des autres besoins jugés moins prioritaires.

Par conséquent, pour pallier à cette lacune, les ménages devraient faire appel à d'autres sources de revenu, une stratégie donnant lieu au revenu exceptionnel. Dans cette optique, un infime recours à la décapitalisation été appréhendé, qu'il s'agisse de biens de production ou de biens de consommation (1% au maximum). En revanche, les transferts entre ménages sont plus développés afin d'affronter le problème. A cet égard, 36% des ménages ont reçu de la part d'autres ménages de denrées alimentaires destinées à la consommation. Parallèlement, le taux de ménages ayant reçu de l'argent permettant d'acquérir les aliments nécessaires est plus faible, soit de 4%.

Par rapport à l'indicateur étudié ici, les analyses ont permis de mettre en exergue que les caractéristiques sociodémographiques sont déterminants de cette facette de vulnérabilité. En effet, il a été vérifié que les ménages les plus lésés sont caractérisés par un chef de ménage du sexe féminin (140%), un chef de ménage ne vivant pas avec un conjoint (152%), une taille des ménages de 4 personnes au plus (112 %), un chef de ménage n'ayant jamais eu accès à l'éducation (161%) et un revenu courant en dessous d'Ariary 50 000 (282%).

#### **2.7.4. Profil des ménages selon les quintiles de dépenses alimentaires**

Ce paragraphe cherche à catégoriser les ménages suivant le niveau des dépenses totales en alimentation au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête et la consommation alimentaire au cours des 7 derniers jours. Il a été convenu de distribuer les ménages suivant les quintiles des dépenses alimentaires par tête afin d'éliminer les effets de structure au sein des ménages. Ce qui a amené à la typologie suivante :

- 20% des ménages ayant affiché des dépenses alimentaires par tête de moins d'Ariary 13 319 ;
- 20% des ménages faisant l'objet de dépenses alimentaires par tête étalées entre Ariary 13 319 et Ariary 16 035;
- 20% des ménages ayant enregistré de dépenses alimentaires par tête situées entre Ariary 16 035 et Ariary 19 684;
- 20% des ménages à dépenses alimentaires par tête comprises entre Ariary 19 684 et Ariary 25 356 ;
- 20% des ménages ayant des dépenses alimentaires dépassant Ariary 25 356.

Le tableau ci-après illustre, pour chaque quintile de dépenses alimentaires par tête, le profil des ménages, ainsi que les tendances de la consommation alimentaire. On peut en déduire que la diversification alimentaire est relativement plus appréciée au fur et à mesure que le ménage peut dépenser davantage pour les besoins alimentaires. Pour les 5 classes, le riz se consomme tous les jours en tant qu'aliment de base. En dehors du riz, la ration est caractérisée par d'autres tubercules (manioc, igname, patate douce, taro), de légumineuses (haricot et tsiasisa), de fruits et légumes (brèdes, tomate, oignon), de poisson et viande, ainsi que des PPN alimentaires usuels (sucre, huile, sel). D'une manière générale, l'avantage des quintiles plus favorisés est observé à travers des fréquences de consommation relativement plus importantes, ainsi que de légères diversifications au sein des groupes d'aliments.

**Tableau 2.7-4 : Profil des ménages selon les dépenses alimentaires par tête et la consommation alimentaire au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête**

Quintiles des dépenses	Caractéristiques des ménages	Consommation alimentaire
D < 13319	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prédominance des ménages dirigés par un homme (84.9%)</li> <li>• Proportion maximale des ménages dirigés par une personne mariée coutumièrement (54.8%)</li> <li>• Proportion maximale des ménages de grande taille (41.8%)</li> <li>• Incidence maximale des chefs de ménages n'ayant jamais été à l'école (22.3%)</li> <li>• Forte proportion des ménages à plus faibles revenus (50.1% avec moins d'Ariary 100 000)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aliment de base : riz tous les jours</li> <li>• Tubercules : manioc frais consommé plus fréquemment et taro et igname recourus souvent de 1 à 3 jours sur 7</li> <li>• Légumineuses : haricot sec consommé souvent en 1 jour sur 7 et tsiasisa à des fréquences variées</li> <li>• Légumes : brèdes plus fréquemment, un peu de tomate, d'oignon</li> <li>• Viande : zébu en 1 jour et poisson frais souvent 1 à 2 jours sur 7</li> <li>• Fruit : banane, papaye, pomme</li> </ul>

		<p>de jacque, fruit à pain à des fréquences variées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sel, sucre, café tous les jours</li> <li>• Huile et arachide à des fréquences variées</li> <li>• Laitage : lait consommé occasionnellement</li> </ul>
13319 ≤ D < 16035	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus forte incidence des ménages dirigés par une femme (22.5%)</li> <li>• Prépondérance des ménages régis par un mariage coutumier (49%)</li> <li>• Légère prépondérance des ménages de grande taille (36%)</li> <li>• Prédominance des ménages dirigés par un individu ayant un niveau d'instruction primaire (68.8%)</li> <li>• Prépondérance des ménages à revenus compris entre Ariary 100 000 et Ariary 300 000 (31.4%) mais proportion non négligeable des ménages à revenu plus élevé supérieur à Ariary 500 000 (29.6%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aliment de base : riz tous les jours</li> <li>• Tubercules : manioc frais consommé plus fréquemment et taro, patate douce et igname recourus souvent de 1 à 3 jours sur 7</li> <li>• Légumineuses : haricot sec et tsiasisa consommés souvent en 2 jours sur 7</li> <li>• Légumes : brèdes plus fréquemment, un peu de tomate, d'oignon et de ciboulette et aubergine africaine (angivy)</li> <li>• Viande : zébu en 1 jour et poulet en 1 ou 2 jours ; et poisson frais ou séché à des fréquences variées</li> <li>• Fruit : banane, papaye, pomme de jacques, fruit à pain à des fréquences variées</li> <li>• Sel, sucre, café tous les jours</li> <li>• Huile et arachide à des fréquences variées</li> <li>• Laitage : consommation non significative de lait</li> </ul>
16035 ≤ D < 19684	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prépondérance des ménages dirigés par un homme (85.5%)</li> <li>• Prépondérance des ménages dirigés par des personnes mariés coutumièrement (58.6%)</li> <li>• Proportion assez importante des ménages de petite et de moyenne taille (respectivement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aliment de base : riz tous les jours</li> <li>• Tubercules : manioc frais consommé plus fréquemment et taro, patate douce et igname recourus souvent de 1 à 3 jours sur 7</li> <li>• Légumineuses : haricot sec et tsiasisa consommés au maximum</li> </ul>

	<p>49% et 69%)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Prédominance des ménages dont le chef affiche un niveau d'éducation primaire (66%)</li> <li>Pourcentage plus élevé des ménages à revenu intermédiaire étalé entre Ariary 100 000 et Ariary 300 000 (44.8%)</li> </ul>	<p>en 5 jours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Légumes : brèdes plus fréquemment, un peu de tomate, d'oignon et de ciboulette et aubergine africaine</li> <li>Viande : zébu et poulet en 1 jour ; et poisson frais ou séché au maximum en 4 jours</li> <li>Fruit : banane, papaye, pomme de jacque, fruit à pain à des fréquences variées</li> <li>Sel, sucre, café tous les jours</li> <li>Huile, coco et arachide à des fréquences variées</li> <li>Laitage : consommation non significative de lait</li> </ul>
<b>Quintiles des dépenses</b>	<b>Caractéristiques des ménages</b>	
19684 ≤ D < 25356	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forte proportion des ménages dirigés par une femme (29%)</li> <li>Domination des ménages régis par le mariage coutumier (50%) et pourcentage important des ménages dirigé par un chef sans conjoint (27%)</li> <li>Proportion élevée des ménages de petite taille (69%)</li> <li>Incidence relativement élevée des chefs ayant un niveau d'instruction secondaire (14% pour le premier cycle)</li> <li>Prépondérance des ménages à revenus intermédiaires (32% entre Ariary 100 000 et Ariary 300 000 et pourcentage important des ménages à revenu supérieur à Ariary 500 000 (26%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aliment de base : riz tous les jours</li> <li>Tubercules : manioc frais consommé plus fréquemment et taro, patate douce et igname consommés à des fréquences variées</li> <li>Légumineuses : haricot sec et tsiasisa consommés au maximum en 3 jours</li> <li>Légumes : brèdes plus fréquemment, un peu de tomate, d'oignon et de ciboulette et aubergine africaine</li> <li>Viande : zébu, poulet, poisson frais ou séché à des fréquences variées</li> <li>Fruit : banane, papaye, pomme de jacque, fruit à pain à des fréquences variées</li> <li>Sel, sucre, café tous les jours</li> <li>Huile, coco et arachide à des</li> </ul>

		<p>fréquences variées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Laitage : consommation occasionnelle de lait</li> </ul>
D ≥ 25356	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prépondérance des ménages dirigés par un homme (84%)</li> <li>• Plus forte proportion des ménages basés sur l'union libre (26%) et des ménages dirigés par un chef sans conjoint (28%)</li> <li>• Incidence optimale des ménages de petite taille (85%)</li> <li>• Niveau d'instruction relativement plus élevé (15% des chefs avec un niveau secondaire du premier cycle, 7% avec un niveau du second cycle)</li> <li>• Pourcentage maximum des ménages à revenus dépassant les 500 000 Ariary (42%, 7% et 6% des ménages pour chacune des 3 classes plus aisées)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aliment de base : riz tous les jours</li> <li>• Tubercules : manioc frais consommé plus fréquemment et taro, patate douce et igname consommés à des fréquences variées</li> <li>• Légumineuses : haricot sec, tsiasisa et pois du cap sec consommés à des fréquences variées</li> <li>• Légumes : brèdes plus fréquemment, un peu de tomate, d'oignon et de ciboulette et aubergine africaine</li> <li>• Viande : zébu, poulet, poisson frais ou séché à des fréquences variées</li> <li>• Fruit : banane, papaye, pomme de jacque, fruit à pain à des fréquences variées</li> <li>• Sel, sucre, café tous les jours</li> <li>• Huile, coco et arachide à des fréquences variées</li> <li>• Laitage : lai à des fréquences variées</li> </ul>

## 2.8.Sécurité alimentaire

Cette section se veut analyser la situation des ménages en termes de sécurité alimentaire. Afin de cerner au mieux cet aspect, le profil de consommation alimentaire ou Food Consumption Score élaboré par le PAM a été évalué. Il est à mentionner que cet indicateur de référence initié par le PAM est aussi calculé avec les enquêtes Mc RAM en milieu urbain ; ceci permet éventuellement de comparer les situations en milieu rural et urbain en termes de consommation alimentaire. Mais en outre, il y a également lieu d'apprécier le niveau de diversification alimentaire, la fréquence de consommation, le nombre de repas journaliers ainsi que les principales sources des aliments.

### 2.8.1. Le profil de consommation alimentaire

Un module de consommation alimentaire a été intégré dans le questionnaire afin de disposer des données sur la diversification alimentaire, la fréquence de consommation des aliments ainsi que la quantité consommée au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête. Ces données ont permis de calculer le score de la consommation alimentaire ou Food Consumption Score (FCS). En fait, conformément à la valeur nutritionnelle des aliments, un poids est assigné à chaque groupe d'aliments consommés<sup>14</sup>. Pour chaque ménage, le FCS est obtenu par la somme des produits de la fréquence de consommation de chaque aliment au cours des 7 derniers jours et du poids attribué à celui-ci. Le FCS permet de répartir les ménages en 3 catégories définies par la typologie suivante :

- Consommation alimentaire « pauvre » (FCS  $\leq$  21).

Les données d'enquêtes caractérisent ce premier profil par la ration alimentaire la moins diversifiée. L'aliment de base qu'est la patate douce n'est pas consommé chaque jour mais doit être substitué à d'autres denrées comme le manioc sec ou les breds. La consommation des produits de la cueillette comme le fruit de cactus prédomine. Le recours aux aliments achetés est très faible, notamment le riz et les légumineuses.

- Consommation alimentaire « limite » ou « modérée » ( $21 \leq$  FCS  $\leq$  35).

La ration alimentaire appréhendée s'avère légèrement diversifiée. La patate douce est consommée tous les jours en tant qu'aliment de base. Le manioc sec est aussi fortement consommé pour assurer plus de résistance. Le recours aux légumineuses, aux brèdes et au fruit de cactus témoigne de cette légère diversification.

- Consommation alimentaire « bonne » ou « acceptable » (FCS  $>$  35).

La consommation journalière de la patate douce est renforcée par une prise beaucoup plus fréquente de manioc sec. Le régime alimentaire paraît plus diversifié à travers une consommation plus remarquable de riz, de légumineuses, de légumes (brèdes), de poisson frais et de fruits de cactus.

Les analyses informent qu'environ 2 ménages sur 10 affichent un FCS pauvre, traduisant ainsi une certaine lacune en termes de diversification alimentaire. Le FCS modéré est prépondérant et affecte 44% des ménages tandis que la catégorie la plus favorable (FCS bon) en implique les 36%. Cette tendance révèle une vulnérabilité alimentaire plus accentuée dans la commune d'Anjampaly par rapport à la situation dans la Capitale qui est caractérisée par 80% de ménages à FCS acceptable, 17% à FCS modéré et 3% à FCS pauvre<sup>15</sup>.

**Tableau 2.8-1 : Répartition des ménages selon le FCS et les caractéristiques sociodémographiques**

	FCS Pauvre	FCS Limite	FCS Bon	%	N
<b>Sexe du CM</b>					
Masculin	0.0	9.3	90.7	100	423
Féminin	0.6	11.0	88.4	100	102

<sup>14</sup> Poids attribués aux groupes d'aliments : riz, céréales et racines (2), Haricot et légumineuses (3), fruits et légumes (1), lait et produits laitiers (4), Sucre, huile (0,5), viande et poisson (4)

<sup>15</sup> Situation socioéconomique des ménages de la Capitale, Mai 2010, UNICEF

	FCS Pauvre	FCS Limite	FCS Bon	%	N
<b>Statut matrimonial du CM</b>					
Marié légalement	0.0	15.3	84.7	100	22
Marié coutumièrement	0.0	6.9	93.2	100	268
Union libre	0.0	14.9	85.1	100	115
Séparé / veuf / célibataire	0.5	9.8	89.7	100	120
<b>Taille du ménage</b>					
<= 4	0.0	9.1	90.9	100	276
5 - 6	0.0	9.6	90.4	100	134
7 et plus	0.5	10.9	88.6	100	115
<b>Niveau d'éducation</b>					
Sans instruction	0.0	10.5	89.5	100	93
Primaire	0.2	9.3	90.5	100	347
Secondaire 1er cycle	0.0	9.6	90.4	100	71
Secondaire 2nd cycle	0.0	12.6	87.4	100	14
<b>Niveau de revenu des ménages</b>					
NR<50 000 Ar	0.0	16.1	83.9	100	83
50 000<NR<100.000	0.0	12.7	87.3	100	108
100.000<NR<300.000	0.0	7.1	92.9	100	174
300.000<500.000	2.5	4.9	92.7	100	25
NR>500.000	0.0	7.5	92.6	100	136
<b>Ensemble</b>	<b>0.1</b>	<b>9.6</b>	<b>90.2</b>	<b>100</b>	<b>525</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

### 2.8.2. Fréquence de consommation des différents groupes d'aliments

La consommation alimentaire est tributaire de la disponibilité en aliments au niveau local, ainsi que des moyens permettant de s'en procurer en cas de recours à l'achat. Les déclarations des ménages sur la consommation alimentaire au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête témoignent d'une alimentation assez riche en termes de diversification. Afin de cerner au mieux la situation alimentaire, la consommation par unité de consommation selon l'échelle d'équivalence préconisée par l'OCDE a été prise en compte<sup>16</sup>. Ceci permet de prendre en compte de l'effet de l'âge des membres des ménages sur la consommation.

En tant qu'aliment de base, le riz représente la plus importante denrée consommée par les ménages en cette période post-récolte, aussi bien en termes de proportion des ménages que par rapport à la fréquence de consommation et à la quantité prise. En effet, l'intégralité des ménages s'en nourrit tous les jours. Aussi, la quantité consommée paraît plus importante par rapport à n'importe quel autre aliment (en moyenne 5 097g par unité de consommation par semaine, soit près de 728g par jour). Un tel accès à l'aliment de base est surtout imputable à la réussite de la campagne rizicole 2010 qui n'a pas vraiment été compromise par les catastrophes naturelles.

Les ménages ont aussi accès à différents types de tubercules dont le plus important est le manioc. Avec son potentiel d'aliment énergétique et consistant, le manioc est recouru par plus de 8 ménages

<sup>16</sup> Echelle d'équivalence selon l'OCDE pour le calcul de l'unité de consommation : 1 pour le premier adulte, 0.5 pour les autres adultes, 0.5 pour les enfants de 14 ans et plus et 0.3 pour les enfants de moins de 14 ans

sur 10 pour une consommation de 3.6 jours en moyenne. D'ailleurs, la culture en est très répandue au sein du district. La consommation de la pomme de terre et l'igname est aussi courante pour presque 3 ménages sur 10.

A part cela, les ménages se pourvoient également en légumineuses dont essentiellement le haricot sec qui se consomme souvent en moins de 2 jours par semaine, avec une quantité hebdomadairement consommée de 210g par unité de consommation. Le « tsiasisa » est aussi recouru mais de manière plus modérée.

Pour ce qui est des fruits et légumes, en raison de leur grande disponibilité au niveau local et de leur faible prix, les brèdes représentent le principal aliment d'accompagnement pour presque tous les ménages. Puis, la tomate et l'aubergine africaine sont aussi présentes dans la ration alimentaire pour plus de 2 ménages sur 10. La consommation de fruits est assez variée grâce à la banane, à la papaye et à la pomme de jaque, marquées par une fréquence de consommation moyenne de 3 jours au plus.

Quant aux denrées d'origine animale, la forte disponibilité de cours d'eau dans le district favorise la consommation de poisson frais qui affecte près de la moitié des ménages, et ce, pour 2.4 jours. Parallèlement, grâce à la disponibilité de revenu procuré par la vente de produits agricoles, les ménages ont l'opportunité de consommer de la viande, surtout du zébu, avec une quantité moyenne consommée de 383g par unité de consommation par semaine.

Enfin, concernant les PPN courants, la consommation du sel affecte la quasi-totalité des ménages. Plus de 8 ménages sur 10 utilisent de l'huile pour environ 4 jours de consommation sur 7 avec une quantité de 10cl par unité de consommation par semaine. Le sucre et le café affectent des pourcentages moins élevés de ménages, soit respectivement 65% et 50%. Le cas échéant, la moitié des ménages en consomme chaque jour. Il est à mentionner que le recours à la canne à sucre a été observé auprès d'environ 1 ménage sur 3. Parfois, cet aliment sert de substitution au sucre.

**Tableau 2.8-2 : Fréquence de la consommation alimentaire (en nombre de jours au cours de la semaine ayant précédé l'enquête)**

Aliments	Fréquence (nb de jours)		Consommation par uc (g/uc/semaine)		% ménages (N=525)
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	
Riz	7.0	7.0	5097.2	5005.0	100.0
Manioc	3.6	3.0	2465.0	2069.0	87.6
Patate douce	2.2	2.0	1444.9	1034.5	29.9
Igname	2.4	2.0	1595.7	1111.1	28.4
Haricot sec	1.6	1.0	210.5	166.7	48.6
Tsiasisa	1.5	1.0	176.7	142.9	28.6
Tomate	3.4	3.0	74.2	62.5	22.3
Brèdes	4.5	4.0	424.6	324.3	97.9
Viande de zébu	1.4	1.0	383.9	312.5	25.5
Poisson frais	2.4	2.0	598.9	384.6	45.7
Banane	3.0	3.0	2125.7	1538.5	67.6
Papaye	2.1	2.0	911.4	769.2	34.1
Jacquier	2.5	2.0	2260.6	1578.9	20.4

Huile alimentaire (cl/uc/semaine)	4.1	4.0	10.8	8.6	82.7
Sel	7.0	7.0	130.1	117.2	98.3
Sucre	5.8	7.0	127.1	110.0	62.5
Café	6.8	7.0	104.5	89.3	49.7
Angivy	2.3	2.0	126.7	111.1	25.3
Canne à sucre	3.8	3.0	2541.3	2105.3	35.6

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

### 2.8.3. Le type d'aliment de base

Le tableau ci-après évoque le type d'aliment de base pris au cours des trois principaux repas pendant le jour ayant précédé l'entrevue. L'importance du riz est confirmée à travers le recours de la quasi-totalité des ménages à cette denrée aux repas du midi et du soir. Mais la consommation du riz au petit déjeuner n'est point non négligeable car elle touche près de 3 ménages sur 4. Comme étant un aliment consistant, le riz est substitué au manioc chez 17% des ménages au matin. L'infime voire la non significative incidence du saut de repas réitère l'accès facile aux aliments en cette période post-récolte.

**Tableau 2.8-3 : Répartition des ménages selon le type d'aliment de base pendant le jour ayant précédé l'enquête (N=500)**

	Petit déjeuner	Déjeuner	Dîner
Riz	73.4	97.1	98.7
Manioc frais	17.3	2.1	0.8
Taro	0.5	0.0	0.0
Patate douce	1.3	0.3	0.0
Igname	2.2	0.2	0.1
Banane	2.8	0.0	0.0
Fruit à pain	1.6	0.2	0.1
Pâte alimentaire	0.1	0.1	0.2
Beignets	0.2	0.0	0.1
Rien	0.6	0.0	0.0
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Par ailleurs, il a été demandé aux répondants d'évoquer le nombre de repas pris la veille de l'enquête pour les enfants de moins de 6 ans, pour les enfants de 6 à 12 ans et pour les individus âgés de plus de 12 ans. D'une manière générale, des similarités ont été constatées pour les trois catégories de population et il n'y a donc pas d'écart majeur à ce sujet. En cette période de l'année où l'aliment de base est largement disponible, les 3 sous-groupes de population ont en général pu prendre les trois principaux repas de la journée.

### 2.8.4. Situation des stocks en aliments de base et origine des aliments consommés

La forte disponibilité en stocks témoigne des séries de récoltes favorisées par de bonnes conditions climatiques. Au moment de l'enquête, plus de 7 ménages sur 10 déclarent avoir à leur disposition du stock du principal aliment de base, le plus souvent sous forme de paddy. Toutefois, la couverture alimentaire assurée par le riz ne s'étend plus que sur 2.2 mois de consommation en moyenne. On

peut déduire de la situation de stocks que très rares sont les ménages autosuffisants dans l'année. Au moment de l'enquête, une infime proportion de ménages (0.4%) affirme disposer de stocks de riz pouvant encore couvrir 12 mois de consommation.

Par ailleurs, comme que le manioc s'inscrit parmi les cultures les plus pratiquées, plus de 8 ménages sur 10 en disposent en stocks, lesquels peuvent assurer en moyenne 3.8 mois de consommation. Ensuite, plus de la moitié des ménages déclarent avoir en stocks d'autres types d'aliments. Entre autres, il peut s'agir de légumineuses (haricot ou « tsiasisa »), d'igname, de tomate,... Pour ces aliments, les stocks ne seront plus en mesure d'assurer 3 mois de consommation. A part cela, la patate douce est encore disponible en stocks auprès de 1 ménage sur 4. D'une manière générale, la faible couverture des stocks laisse présager que la période de soudure va débiter dans environ 3 mois.

**Tableau 2.8-4 : Estimation de la durée des stocks (en mois)**

	<b>% Ménages ayant des stocks</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Médiane</b>	<b>Min</b>	<b>Max</b>	<b>N</b>
Riz	71.6	2.2	2	0	376	71.6
Manioc	82.3	3.8	3	0	432	82.3
Maïs	3.6	1.2	1	0	19	3.6
Patate douce	24.2	1.5	1	0	127	24.2
Autre	0.8	2.2	2	1	4	0.8

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

A part la situation des stocks, l'étude de l'origine des aliments peut aussi aider à mieux comprendre la situation des ménages en termes d'accès aux aliments. Le tableau ci-après montre la principale source des aliments pris au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête. Le rôle des stocks dans l'approvisionnement en nourriture transparait en cette période post-récolte. En effet, il a été constaté que pour la grande majorité des ménages, l'essentiel des aliments consistants comme le riz, le manioc, la patate douce et l'igname provient des stocks (soit 73% pour le riz et 91% des ménages concernés pour le manioc).

Cependant, grâce à la disponibilité des cours d'eau, le recours à la pêche permet à presque la moitié des ménages consommateurs de poisson d'y avoir accès sans recourir à l'achat. Par contre, au cas où les ménages devraient acheter les denrées comme des légumineuses, il est souvent préférable de se rendre auprès des épiceries que d'acheter auprès des petites échoppes. Il en est de même avec les PPN usuels (sucre, sel, huile, café, ...). En effet, les prix sont plus abordables dans les épiceries relativement plus grandes. Les échoppes sont plutôt recourues en cas de petit achat (tomate, ...).

**Tableau 2.8-5 : Principales sources des aliments (%)**

Groupe d'aliments	Propre production / jardin	Emprunt	Dons des proches / des voisins	Achat dans un magasin principal	Achat dans échoppes sur la route	Chasse, collecte, pêche	Mendicité	Aliments déjà préparés et achetés à l'extérieur	Autres	Total	% ménages concernés
Riz	73.2	0.0	0.0	21.7	5.1	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	100.0
Manioc	90.7	0.0	4.4	2.2	2.7	0.0	0.1	0.0	0.0	100.0	87.6
Patate douce	78.6	0.0	8.4	6.2	6.8	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	29.9
Igname	86.9	0.0	4.9	1.2	0.0	6.7	0.3	0.0	0.0	100.0	28.4
Haricot sec	9.9	0.4	1.3	54.1	34.2	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	48.6
Tsiasisa	21.3	0.0	0.9	53.9	23.9	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	28.6
Tomate	21.4	0.0	0.0	17.4	61.2	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	22.3
Brèdes	72.8	0.0	1.0	7.9	11.0	7.4	0.1	0.0	0.0	100.0	97.9
Viande de zébu	0.0	0.0	3.6	44.8	49.8	0.0	0.0	0.0	1.8	100.0	25.5
Poisson frais	1.2	0.0	3.5	9.2	41.4	44.6	0.0	0.0	0.0	100.0	45.7
Banane	89.2	0.0	3.3	2.4	4.5	0.0	0.5	0.0	0.0	100.0	67.6
Papaye	81.4	0.0	12.0	2.1	1.7	1.4	1.4	0.0	0.0	100.0	34.1
Jacquier	79.9	0.0	8.1	0.0	12.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	20.4
Huile alimentaire	0.2	0.0	0.2	95.2	4.2	0.0	0.0	0.0	0.1	100.0	82.7
Sel	0.0	0.0	0.2	97.3	2.4	0.1	0.0	0.0	0.0	100.0	98.3
Sucre	0.0	0.0	0.3	94.9	4.2	0.1	0.4	0.0	0.2	100.0	62.5
Café	36.3	0.0	2.1	52.5	8.1	0.3	0.5	0.0	0.3	100.0	49.7
Angivy	37.1	0.0	1.8	10.4	47.7	2.1	0.9	0.0	0.0	100.0	25.3
Canne à sucre	85.2	0.0	8.0	2.7	0.9	1.6	1.6	0.0	0.0	100.0	35.6

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

### 2.8.5. Perceptions sur la situation alimentaire actuelle

Il a été demandé aux répondants d'évoquer leurs perceptions subjectives sur la situation alimentaire au sein des ménages au moment de l'enquête. En cette période pendant laquelle la nourriture est disponible, moins de 1 ménage sur 10 seulement estime vivre avec une bonne situation alimentaire. Les ménages ont été majoritaires à qualifier leur situation alimentaire de moyenne (62%). Malgré la diversification alimentaire, 3 ménages sur 10 déclarent que leur situation est mauvaise, voire très mauvaise. De telles perceptions peuvent être imputables à une éventuelle détérioration de la consommation alimentaire par rapport aux années passées. Ce qui mène à supposer des restrictions soit au niveau de la quantité consommée, soit au niveau même de la variété d'aliments consommés.

## 2.9.Agriculture

La thématique agriculture traite à la fois la riziculture, les autres cultures que le riz et l'élevage qui constituent les principales activités économiques de la majorité des ménages ruraux à Madagascar.

### 2.9.1. La riziculture

L'importance de la production en riz n'est plus à discuter en tant que aliment de base de la majorité des malgaches. Mais les caractéristiques de cette culture ne sont pas les mêmes dans tout le pays, d'où la présente section qui va analyser la riziculture dans le district d'Antalaha où 94.5% des ménages sont des producteurs de riz.

#### 2.9.1.1. La production en riz suivant les saisons

Dans la plupart des régions à Madagascar, le riz se cultive au moins deux fois par an suivant les opportunités offertes par le climat.

**Tableau 2.9-1 : La production rizicole suivant les saisons**

	Unité	Saison principale			Contre-saison		
		Moyenne	Médiane	N	Moyenne	Médiane	N
Production par ménage	Kilo	910.3	760	494	1175.7	600	4
Surface cultivée par ménage	Are	120.2	100	494	107.4	75	4
Nombre de parcelle par ménage	Nombre	1.5	1	494	1.2	1	4
Rendement par ménage	T / ha	0.8	0.7	494	0.9	0.8	4

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Pendant la saison principale, c'est-à-dire la saison qui est censée être la plus propice à la culture de riz, la production moyenne par ménage est 910 kg, avec une surface moyenne cultivée de 120ares et un nombre moyen de parcelle de 1.5 (toujours par ménage). En comparaison avec la culture en contre saison, il y a une augmentation de la quantité moyenne produite par ménage (1 175 kg) alors que la production médiane diminue (760 kg contre 600 kg). Cette augmentation ne peut pas ainsi être généralisée, mais elle est imputable à des opportunités qui se sont produites au sein de certains ménages et qui ont influencé la production moyenne en général. Un autre constat concerne le rétrécissement de la surface cultivée par ménage (120 contre 107 ares) ainsi que le nombre de parcelle (avec un très léger écart). Ce fait est en rapport au climat qui a comme impact l'indisponibilité de certaines parcelles lors de la contre saison, que ce soit par inondation ou le contraire qui est le manque d'eau, selon les cas.

Tableau 2.9-2 : Le rendement de la grande saison

Rendement moyen de la production rizicole de la saison principale selon les caractéristiques des ménages					
Caractéristiques du ménage	Rendement de la grande saison (Tonne à l'hectare)				
	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
<b>Sexe du CM</b>					
Masculin	0.8	0.8	0.0	2.9	400
Féminin	0.9	0.7	0.0	2.1	94
<b>Statut matrimonial du CM</b>					
Marié légalement	0.7	0.7	0.0	1.6	22
Marié coutumièrement	0.9	0.8	0.1	2.9	257
Union libre	0.7	0.5	0.0	1.7	102
Séparé / veuf / célibataire	0.9	0.7	0.0	2.3	113
<b>Taille du ménage</b>					
<= 4	0.8	0.8	0.0	2.3	246
5 - 6	0.7	0.7	0.0	2.2	133
7 et plus	0.9	0.8	0.0	2.9	115
<b>Niveau d'éducation</b>					
Sans instruction	0.8	0.7	0.1	2.9	88
Primaire	0.8	0.8	0.0	2.7	325
Secondaire 1er cycle	0.8	0.8	0.1	2.0	66
Secondaire 2nd cycle	0.9	0.8	0.3	2.0	15
<b>Niveau de revenu des ménages</b>					
NR<50 000 Ar	0.6	0.5	0.0	1.8	67
50 000<NR<100.000	0.8	0.7	0.1	2.2	111
100.000<NR<300.000	0.9	0.9	0.2	2.7	156
300.000<500.000	0.8	0.7	0.2	1.9	24
NR>500.000	0.9	0.9	0.0	2.9	136
<b>Ensemble</b>	<b>0.8</b>	<b>0.8</b>	<b>0.0</b>	<b>2.9</b>	<b>494</b>

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Selon le tableau ci-dessus qui exprime le rendement moyen selon les caractéristiques des ménages, dans l'ensemble le rendement minimum est égal à 0. Ainsi, il y a des ménages qui n'obtiennent pratiquement pas de production.

Pour toute caractéristique considérée, il n'y a pas de grandes différences entre le rendement moyen et médian mais c'est le rendement maximum qui fait la différence.

Les ménages dirigés par un homme produisent un peu plus que leurs homologues femmes. Cet avantage est attribué au fait que les hommes possèdent les capacités physiques requises par les travaux aux champs par rapport aux femmes. Le rendement semble proportionnelle à la taille des ménages, si on se réfère à la celle des plus de 7 individus qui est la plus élevée. Une supposition sur la forte disponibilité de mains d'œuvre est fort probable. Le rendement est inversement proportionnel au niveau d'éducation du chef de ménage. La thèse sur l'absence de corrélation entre ces deux variables semble confirmée, car effectivement les activités agricoles en milieu rural n'exigent pas de niveau d'éducation dans la majorité des cas. C'est plutôt le nombre d'années de pratiques qui

importe. Le rendement le plus élevé correspond au niveau de revenu le plus élevé également. Une influence positive du revenu sur le rendement rizicole est ainsi observée et elle s'explique par le fait que ceux qui ont les moyens ont la capacité d'investir entre autres dans l'utilisation des engrais et des semences améliorées. Des investissements qui logiquement améliorent le rendement.

**Tableau 2.9-3 : Les surfaces cultivées selon les caractéristiques des ménages**

Caractéristiques du ménage	Surface cultivée par ménage (ares)				
	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
<b>Sexe du CM</b>					
Masculin	127.6	100	12	453	400
Féminin	84.5	75	20	300	94
<b>Statut matrimonial du CM</b>					
Marié légalement	102.1	83	12	300	22
Marié coutumièrement	137.2	125	16	453	257
Union libre	113.7	100	17	300	102
Séparé / veuf / célibataire	87.4	80	20	437	113
<b>Taille du ménage</b>					
<= 4	104.0	100	12	437	246
5 - 6	131.3	100	17	453	133
7 et plus	138.5	125	25	360	115
<b>Niveau d'éducation</b>					
Sans instruction	104.1	100	25	300	88
Primaire	117.2	100	12	350	325
Secondaire 1er cycle	148.2	115	16	453	66
Secondaire 2nd cycle	129.2	125	25	274	15
Supérieur					
<b>Niveau de revenu des ménages</b>					
NR<50 000 Ar	73.6	50	16	233	67
50 000<NR<100.000	103.7	100	25	350	111
100.000<NR<300.000	130.4	100	25	453	156
300.000<500.000	141.4	150	17	250	24
NR>500.000	138.2	117	12	437	136
<b>Ensemble</b>	<b>119.4</b>	<b>100</b>	<b>12</b>	<b>453</b>	<b>494</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Les ménages dirigés par un homme possèdent beaucoup plus de superficies que ceux qui sont dirigés par des femmes. En fait, l'héritage de terres se fait de père en fils selon la culture malgache. En outre, les femmes ne sont pas considérées comme chef de ménages tant qu'elles sont mariées (quelque soit le régime du mariage). Or, après le décès du conjoint ou de séparation/divorce, le partage des biens, y compris les terrains cultivables, est fort probable, entre les époux ou entre mère et fils (ou autres membres de la famille) selon les cas. Par rapport au statut matrimonial, ce sont les non mariés qui sont les plus défavorisés. Et toujours en se référant à la moyenne, la surface cultivée

est proportionnelle à la taille du ménage. Le niveau d'instruction du chef n'en représente pas de facteur explicatif contrairement au niveau de revenu qui l'influe de manière positive. L'acquisition des terrains de culture par les ménages qui ont les moyens, est ainsi fort possible grâce à l'achat.

### 2.9.1.2. La technique culturale

Il a été jugé pertinent d'appréhender la technique culturale adoptée par les producteurs de riz, car cette technique conditionne qualitativement et quantitativement la production.

**Tableau 2.9-4 : Les problèmes rencontrés et les techniques de culture adoptées**

	Moyenne	Médiane	N
Proportion des rizières par ménage ayant des problèmes d'irrigation	23.2	0	494
Proportion des parcelles sur lesquelles les ménages utilisent de l'engrais	0.1	0	494
Proportion des parcelles pour lesquelles les semences utilisées proviennent de la dernière récolte	92.7	100	494
Proportion des parcelles où les semences utilisées sont traditionnelles	98.0	100	494
Proportion des parcelles sur lesquelles la technique de repiquage en foule a été pratiquée	64.9	67	494
Proportion des parcelles sur lesquelles la technique de culture en poquet a été pratiquée	33.7	0	494

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le problème relatif à la riziculture évoqué par les ménages (23%) consiste à l'irrigation. Dans le cas d'Antalaha appartenant à la partie nord de l'île et où la pluviométrie est supposée assez suffisante pour les besoins des cultures, un tel problème a comme origine l'absence ou l'insuffisance des infrastructures d'irrigation telles que les barrages et les canaux.

En ce qui concerne la technique de culture, la proportion des parcelles sur lesquelles les ménages utilisent de l'engrais est quasiment nulle. Pour les semences, presque sur la totalité des parcelles, les semences utilisées sont soit issues de la dernière récolte (93%) soit traditionnelles (98%). Ce qui traduit l'inexistence de l'utilisation de semences améliorées. Une autre technique concerne le mode de repiquage qui est prédominé par le repiquage en foule car il est pratiqué sur 65%, 34% pour la culture en piquet.

Les techniques appliquées sur la grande partie des parcelles montrent que la riziculture à Antalaha se fait encore selon la tradition.

### 2.9.1.3. La destination de la production et le flux de commercialisation

La destination de la production consiste à l'utilisation de la production rizicole par ménage tandis que le flux de commercialisation identifie les éventuels débouchés en cas de vente, et ceci au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête.

**Tableau 2.9-5 : La destination de la production**

<b>Pourcentage, par ménage, du riz produit destiné à l'autoconsommation et à la vente au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête (en un mois)</b>					
Sous forme paddy	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Autoconsommation	11.1	8.4	1.1	70.0	397
Vente	5.7	4.2	0.6	36.0	52

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

L'autoconsommation et la vente sont les destinations du paddy selon le tableau ci-dessus. La part majoritaire concerne l'autoconsommation comme attendu en tant qu'aliment de base. La proportion minoritaire destinée à la vente confirme le fait que le revenu engendré par la vente du riz est très faible.

**Tableau 2.9-6 : Le flux de la commercialisation**

<b>Les destinations de la vente de paddy</b>		
	<b>%</b>	<b>N</b>
Vente directe aux ménages du Fokontany	41.2	17
Marché de détail du voisinage	4.8	2
Commerçant du voisinage	16.7	7
Collecteurs	15.2	6
Marché de la ville	10.2	4
Intermédiaire	0.0	0
Marché d'une grande ville	11.9	5
<b>TOTAL</b>	<b>100.0</b>	<b>41</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Différents types d'acheteurs existent pour la vente du paddy et le choix des producteurs est supposé guidé par les offres de prix des acheteurs respectifs.

Le paddy est essentiellement (41%) vendu aux ménages du fokontany par les producteurs eux-mêmes. Mais certains ménages préfèrent la vente auprès des commerçants du voisinage (17%) qui aurait l'avantage d'acheter en grande quantité si besoin est. L'arrivée des collecteurs sur place (dans les fokontany) représente également des opportunités de vente pour les producteurs, et il intéresse les 15% des ménages producteurs. D'autres ménages ont même eu l'idée de faire recours au marché de la ville la plus proche (10%) voire de la grande ville (12%). Ce qui témoigne une plus grande ouverture de producteurs en matière de vente. Les intermédiaires, autres que les collecteurs et les commerçants du fokontany, brillent par leur absence dans le circuit.

Quant à la vente du riz blanc (tableau 4 en annexe), 39% des producteurs ont également choisis la vente directe aux ménages du fokontany. Et il est constaté que la tendance sur la vente du paddy est maintenue mais avec des proportions différentes évidemment.

## 2.9.2. Les autres cultures que le riz

A part le riz, les ménages pratiquent d'autres types de cultures qui jouent des rôles importants aussi bien pour la subsistance que le revenu.

### 2.9.2.1. Le niveau de diversification agricole

Le niveau de diversification exprime les différents types de cultures pratiqués, le pourcentage des ménages concernés et l'importance de la production obtenue.

**Tableau 2.9-7 : Le niveau de diversification agricole**

Types de cultures	% des ménages pratiquants	Production en kg				
		Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Manioc	84.4	266	200	6	4.500	443
Café	23.0	21	15	2	100	121
Vanille	22.7	21	15	2	150	119
Canne à sucre	36.6	134	90	6	3.000	192
Patate douce	26.5	77	70	7	300	139
Banane	66.9	140	100	6	1.200	351
Brèdes	74.1	28	20	1	200	389
Igname sauvage	28.2	83	60	4	1.000	148
Papaye	28.0	46	30	6	290	147
Fruit à pain	17.1	62	50	8	375	90
Jacquier	17.1	62	50	8	375	90

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

A titre de diversification agricole, les ménages pratiquent 11 autres cultures que le riz. Mais ceux qui semblent les plus importants, en étant pratiqués par plus de la moitié des ménages sont par ordre d'importance : le manioc (84%), les brèdes (74%) et la banane (67%). Ensuite, il y a la canne à sucre (37%), l'igname sauvage et la papaye avec des proportions égales de ménages pratiquants (28%). Mais les cultures de rentes telles que le café (23%) et la vanille (23%) sont aussi à mentionner car dans la plupart des cas, elles caractérisent la partie nord de Madagascar.

En termes de production, c'est la production moyenne par ménage de manioc (200 kg) et de banane (100 kg) qui sont les plus importantes mais cette quantité ne permet pas une classification car le poids de chaque produit est différent.

### 2.9.2.2. La commercialisation des produits agricoles autres que le riz

Suivant l'objectif de chaque ménage pour chaque type de culture, qui conditionne la destination de la production, il y a des ménages qui commercialisent leurs produits et d'autres non.

**Tableau 2.9-8 : Commercialisation des produits agricoles autres que le riz au cours des 30 derniers jours qui précèdent l'enquête**

Types de cultures	% Vendeurs	n	N	Quantité moyenne vendue (kg)	Part commercialisée (%)	Prix de vente unitaire (en Ariary)			
						Moyenne	Médiane	Min	Max
Manioc	3.8	17	443	52.0	34.5	270	300	75	500
Café	38.0	46	121	15.0	63.1	1538	1600	400	2000
Vanille	54.6	65	119	12.0	69.5	10568	10000	2000	18000
Canne à sucre	3.6	7	192	115.1	35.3	113	100	80	200
Patate douce	3.6	5	139	40.4	45.3	424	500	300	500
Banane	10.0	35	351	31.0	23.6	241	200	100	400
Brèdes	3.3	13	389	24.5	55.8	556	400	100	1000
Igname sauvage	2.0	3	148	45.2	41.6	256	200	200	500
Papaye	1.4	2	147	5.0	11.7	200	200	200	200
Fruit à pain	0.0	0	90	-	-	-	-	-	-
Jacquier	0.0	0	90	-	-	-	-	-	-

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

La commercialisation de ces produits agricoles a été appréhendée au cours des 30 derniers jours avant l'enquête. Et cela a permis de constater que seulement une faible partie des ménages producteurs vendent leurs produits, sauf évidemment les cultures de rente (vanille : 55%, café 38%) et la banane (10%). Les pourcentages des ménages vendeurs pour les autres cultures n'atteignent même pas les 4%, voire même 0% pour le fruit à pain et le jacquier. C'est-à-dire que ces deux dernières cultures sont autoconsommées en totalité.

Si on raisonne en termes de quantité vendue par rapport à la quantité produite (toutes les deux en moyenne), c'est la canne à sucre qui est la plus vendue (155 kg), suivie par le manioc (52 kg) et l'igname sauvage (45 kg). La part de la production commercialisée confirme le fait que les cultures de rente sont principalement destinées à la vente.

Pour ce qui est du prix de vente unitaire, il est sujet à des grandes variations pour la plupart des cultures en particulier le café et la vanille. Rappelons que la période considérée était de 30 jours avant l'enquête, ce qui permet d'écarter la saison qui conditionne effectivement les prix à travers la loi de l'offre et de la demande. Des telles variations des prix sont ainsi imputables au fait que la fixation des prix ne se fait pas au niveau des producteurs mais plutôt par les acheteurs.

### **2.9.2.3. Le flux de la commercialisation**

Le flux de la commercialisation indique les principaux débouchés de chaque culture. Ce flux change effectivement en fonction des produits selon le fait que les acquéreurs se trouvent sur place ou non. Il permet aussi de connaître si les producteurs s'occupent eux même de la vente ou s'ils font recours aux intermédiaires.

**Tableau 2.9-9 : Le flux de la commercialisation**

<b>Types de cultures</b>	<b>Principaux débouchés</b>
Manioc	- Vente directe aux ménages du fokontany (50 %) - Marché d'une grande ville (26%) - marché de la ville la plus proche (14%)
Café	- Commerçants du voisinage (29%) - Marché de la ville la plus proche (23%) - Intermédiaire (17%)
Vanille	- Collecteurs (25%) -Commerçants du voisinage (24%) - Intermédiaire (21%) - Vente directe aux ménages du fokontany (18%)
Canne à sucre	- Vente directe aux ménages du fokontany (73%) - Marché de la ville le plus proche (22%)
Patate douce	- Vente directe aux ménages du fokontany (39%) - Marché de la ville la plus proche (28%) - vente de détail du voisinage (19%)
Banane	- Vente directe aux ménages du fokontany (42%) - Marché de la ville la plus proche (26 %) - Vente de détail du voisinage (22%)
Brèdes	- Vente directe aux ménages du fokontany (49. %) - vente de détail du voisinage (33%)
Ignome sauvage	- Vente directe aux ménages du fokontany (71%) - vente de détail du voisinage (30%)
Papaye	- vente de détail du voisinage (100%)

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le flux de la commercialisation montre que, indépendamment du type de culture, la majorité des ventes se réalisent directement entre producteurs et consommateurs, que ce soit dans les marchés locaux ou ceux des villes les plus proches. Ce flux traduit la volonté des producteurs à obtenir le maximum de bénéfices en s'occupant eux même de la commercialisation de leurs propres productions. Mais il est également constaté que les marchés potentiels sont limités à ceux des villes les plus proches. Ce qui sous entend soit des difficultés par rapport au transport (frais de transport trop coûteux, mauvais état des routes, etc.), soit l'incapacité des producteurs à aller plus loin en

termes de négociation (faiblesse du niveau d'instruction, ouverture d'esprit limitée, etc.). L'intervention des intermédiaires, entre autres les collecteurs et les commerçants du voisinage, est observée essentiellement pour les cultures de rente.

### 2.9.3. L'élevage

Il est typique dans le monde rural à Madagascar de pratiquer à la fois l'agriculture et l'élevage. Plus précisément, l'élevage ne représente pas une activité indépendante. En grande partie, cette pratique est due à la complémentarité des deux activités si on ne cite que l'élevage de bœufs pour les tractions animales et la production des fumiers.

La présente section a pour objectif d'analyser la pratique de l'élevage indépendamment de l'agriculture.

#### 2.9.3.1. Caractéristiques des ménages éleveurs

A Antalaha, une forte proportion de 82% des ménages pratiquent l'élevage et dont les caractéristiques sont montrées par le tableau suivant.

**Tableau 2.9-10 : Profil des ménages qui pratiquent l'élevage**

	Ménages qui pratiquent l'élevage		
	%	n	N
<b>Sexe du CM</b>			
Masculin	87.0	368	423
Féminin	62.7	64	102
<b>Statut matrimonial du CM</b>			
Marié légalement	74.7	16	22
Marié coutumièrement	93.9	251	268
Union libre	74.7	86	115
Séparé / veuf / célibataire	65.1	78	120
<b>Taille du ménage</b>			
<= 4	75.6	209	276
5 - 6	88.4	119	134
7 et plus	91.1	105	115
<b>Niveau d'éducation</b>			
Sans instruction	72.9	68	93
Primaire	83.0	288	347
Secondaire 1er cycle	90.0	64	71
Secondaire 2nd cycle	87.1	13	14
<b>Niveau de revenu des ménages</b>			
NR<50 000 Ar	51.4	43	83
50 000<NR<100.000	71.2	77	108
100.000<NR<300.000	88.6	154	174
300.000<500.000	99.2	25	25
NR>500.000	98.7	134	136
<b>Ensemble</b>	<b>82.3</b>	<b>432</b>	<b>525</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Les ménages ayant des hommes comme dirigeants sont plus nombreux à pratiquer l'élevage que ceux qui sont dirigés par des femmes (respectivement 87% et 63%). Par rapport au statut

matrimonial du chef, ce sont les célibataires qui en sont les moins concernés. Le taux des ménages intéressés par l'élevage augmente avec le nombre des individus membres. Ce qui paraît logique car les grandes familles possèdent plus de mains d'œuvre, et notons que même les enfants peuvent participer en ce qui concerne les cycles courts tels que l'aviculture. Cette tendance est aussi observée par rapport au niveau d'instruction du chef de ménage. En considérant le niveau de revenu, on peut dire que l'élevage est l'apanage des riches. En effet, seulement 51% des ménages ayant de revenu inférieur à 50 000 Ariary en sont concernés, si ce taux varie de 70 à 99 % pour les niveaux supérieurs à 50 000 Ariary. Ainsi, l'élevage exige de l'investissement qui n'est pas à la portée de la plupart des plus démunis. Autrement dit, cette pratique nécessite la mobilisation d'un certain fonds et au démarrage et tout au long de la pratique même (alimentations, etc.).

### 2.9.3.2. Les types d'élevage et destinations des produits

Les types d'élevage indiquent le nombre de têtes possédées selon les différentes sortes de cheptel que les ménages ont choisis d'élever. Mais ce choix est conditionné par plusieurs facteurs tels que le climat, la végétation (surtout pour l'élevage extensif), et même la disponibilité des moyens auprès des ménages éleveurs. Les types d'élevage change ainsi d'une région à une autre, et il y a même des cheptels typiques à certaines zones. C'est pourquoi il a été jugé nécessaire de les cerner lors de l'étude.

**Tableau 2.9-11 : Les types d'élevage**

<b>Nombre de tête possédées par ménage éleveur au moment de l'enquête</b>						
	<b>Moyenne</b>	<b>Médiane</b>	<b>Min</b>	<b>Max</b>	<b>N</b>	<b>% Eleveurs</b>
Bœufs/Vache	3.6	3	1	14	181	34.5
Porcs	2.4	1	1	30	49	9.3
Ovin/Caprin	30.0	30	30	30	1	0.2
Aviculture	15.4	12	0	100	388	73.9
Canard	7.6	5	1	57	170	32.4
Oie	5.4	5	2	14	13	2.5
Dinde	3.7	3	1	8	15	2.9

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Les types d'élevage évoqués par les ménages éleveurs sont au nombre de 7 mais ceux qui semblent les plus pratiqués par un taux assez élevé de ménages sont, par ordre d'importance : les coqs/poules (74%), les bovins (34.5%), et les canards (32%). L'élevage de coqs/poules est en fait très courant car c'est une pratique qui ne nécessite pas beaucoup d'investissement ni d'installation particulière. De plus, en tant que cycle court, il produit dans un meilleur délai et peut constituer de recours en cas de besoin urgent en liquide. Et notons que les ovins/caprins qui se pratiquent dans la majorité des ménages dans le sud de Madagascar sont ici, à Antalaha (partie nord), quasiment absent (seulement dans 0.2% de ménage). Ce fait confirme que le choix du cheptel est conditionné par le climat par souci d'adaptation des animaux aux températures éventuellement.

Pour le nombre de têtes possédées par ménage, c'est l'aviculture qui importe car la moitié des ménages qui la pratique en possède au moins 12.

**Tableau 2.9-12 : La destination des produits d'élevage**

Type d'élevage	Elevage		Autoconsom mation		Vente		Autres (perte, ...)		Achat	
	Nb moyen de têtes	Nbre de ménages concernés	% des ménages concernés	Nbre de ménages concernés	% des ménages concernés	Nbre de ménages concernés	% des ménages concernés	Nbre de ménages concernés	% des ménages concernés	Nbre de ménages concernés
Bœufs /										
Vache	3.6	181	1.1	2	3.3	6	0.6	1	0.6	1
Porcs	2.4	49	2.0	1	4.1	2	8.2	4	4.1	2
Ovin/ Caprin	30.0	1	0.0	0	0.0	0	100.0	1	0.0	0
Avicult ure	15.4	388	34.5	134	16.0	62	32.5	126	3.1	12
Canar d	7.6	170	11.2	19	6.5	11	10.6	18	0.6	1
Oie	5.4	13	0.0	0	0.0	0	15.4	2	0.0	0
Dinde	3.7	15	0.0	0	0.0	0	6.7	1	0.0	0

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

### 2.9.3.3. La commercialisation des produits d'élevage

Les caractéristiques des ventes et des achats faisaient partie de la curiosité de l'étude à travers la commercialisation des produits d'élevage.

**Tableau 2.9-13 : Les caractéristiques des ventes**

Type d'élevage	Vente (Prix en milliers d'Ariary)						N éleveur
	% ménages vendeurs parmi les éleveurs	Prix moyen	Prix médian	Min	Max	N vendeur	
Bœufs/Vache	3.3	338	350	200	600	6	181
Porcs	4.1	67	100	30	100	2	49
Ovin/Caprin	0.0	-	-	-	-	0	1
Aviculture	16.0	5	4	2	7	62	388
Canard	6.5	6	6	4	8	11	170
Oie	0.0	-	-	-	-	0	13
Dinde	0.0	-	-	-	-	0	15

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Parmi les types d'élevage les plus pratiqués, les coqs/poules sont les plus commercialisés avec 16% des ménages vendeurs (parmi les éleveurs). Ce sont en effet les plus faciles à vendre car d'une part, leurs prix sont abordables (prix moyen 5 000 ariary), non seulement par rapport aux autres volailles mais par rapport à tout type de cheptel, et d'autre part ils sont très appréciés en tant que mets. Ensuite, il y a les canards (6.5%) et à la fin les bovidés (3%). La faiblesse des taux de ménages vendeurs de bovins confirme le fait que l'incidence de la vente de bétails, à titre de revenu auprès des ménages dans le district d'Antalaha, est faible.

**Tableau 2.9-14 : Les caractéristiques des achats**

Type d'élevage	Achat (Prix en milliers d'Ariary)						N acheteurs	N éleveurs
	% ménages acheteurs parmi les éleveurs	Prix moyen	Prix médian	Min	Max			
Bœufs/Vache	0.6	400	400	400	400		1	181
Porcs	4.1	48	60	30	60		2	49
Ovin/Caprin	0.0	-	-	-	-		0	1
Aviculture	3.1	5.29	3	1	6.000		12	388
Canard	0.6	5	5	5	5		1	170
Oie	0.0	-	-	-	-		0	13
Dinde	0.0	-	-	-	-		0	15

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

En comparaison avec la vente, on remarque que peu de ménages sont concernés par l'achat. L'incidence des investissements auprès des ménages concernant l'élevage est ainsi très faible, du moins pendant la période considérée (30 jours avant l'enquête). Concernant les prix, les prix d'achat aux marchés sont supérieurs aux prix de vente aux producteurs, sauf pour le canard. Les éleveurs ne sont pas ainsi en position de force dans la fixation des prix. Un tel cas peut être dû à l'urgence des besoins en liquidité, mais il peut aussi refléter l'incapacité des éleveurs en matière de vente.

## 2.10. Réseau social

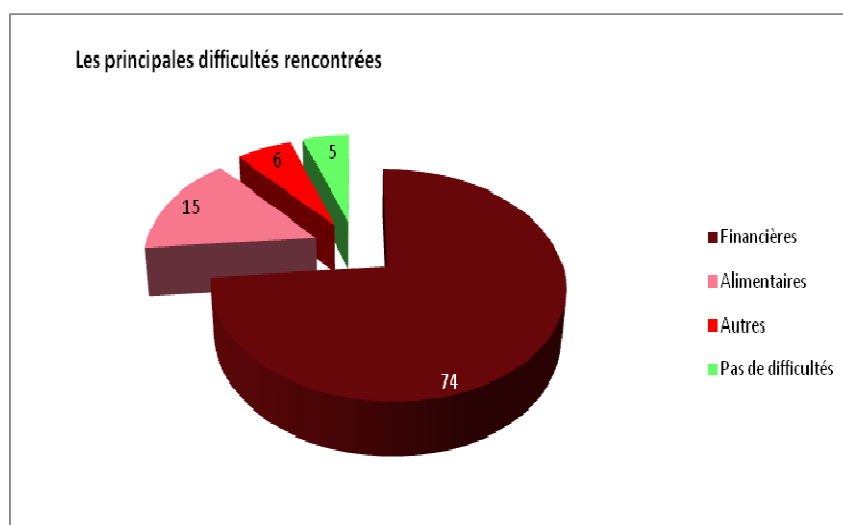
Un réseau social représente une structure sociale dynamique se modélisant par des sommets et des arêtes. Les sommets désignent généralement des gens et/ou des organisations et sont reliés entre elles par des interactions sociales

Vu la conjoncture actuelle, l'étude du réseau social s'avère pertinente pour cerner les types de recours adoptés par les ménages en cas de difficultés, la nature de ces dernières ainsi que les stratégies choisies pour les surmonter.

### 2.10.1. La nature des principales difficultés

Les difficultés rencontrées par les ménages peuvent être de natures différentes selon leurs propres réactions face au contexte local et/ou national. Ces réactions, à leur tour, sont conditionnées par les éventuelles situations des ménages par rapport à la production, au revenu, etc.

**Graphique 2.10-1 : Principaux types de difficultés rencontrées par le ménage**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

La prédominance des difficultés financières est évidente en affectant 74% des ménages, selon le graphe ci-dessus. Les difficultés de ce genre sont le reflet de la faiblesse du niveau de revenu auprès des ménages concernés. Ensuite, 15% des ménages souffrent des difficultés d'ordre alimentaires qui sont plutôt relatives à l'insuffisance de la production. Il a été déjà dit que les activités économiques de la population sont relatives à l'agriculture et l'élevage, qui assurent à la fois la subsistance et le revenu. Les difficultés perçues sont ainsi fortement liées car elles sont, fort probable, l'impact direct de l'insuffisance de la production. Seulement, une proportion infime de 5% a mentionné comme n'ayant ressenti aucune difficulté.

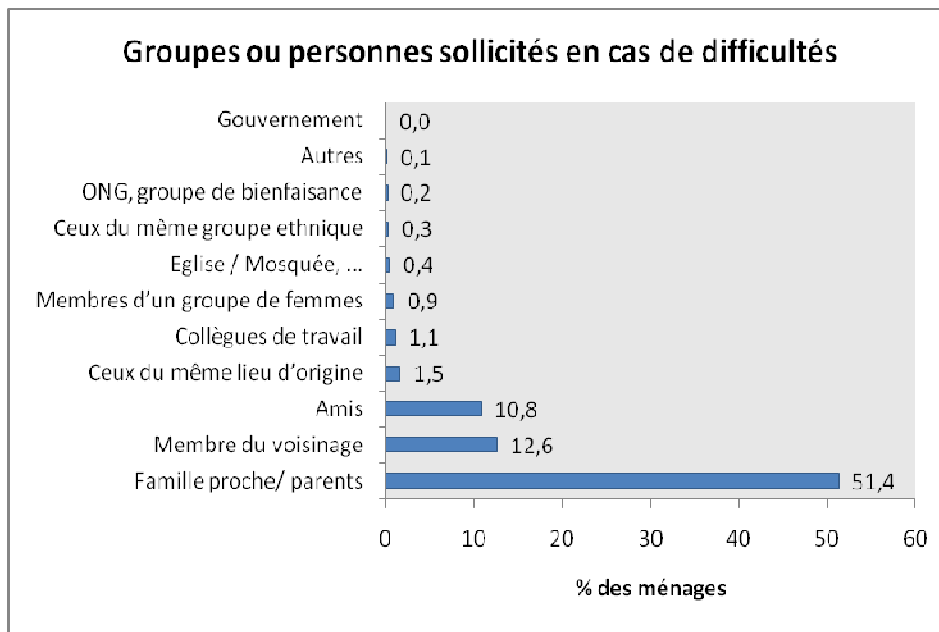
Une appréciation de ces difficultés selon certaines caractéristiques des ménages a été faite (tableau 5 en annexe). Dans l'ensemble, la tendance observée dans le graphe ci-dessus est confirmée, mais ce sont les proportions qui changent à cause de la mention des autres types de problèmes, mais par des taux de ménages assez faibles.

Les ménages matriarcaux sont plus nombreux à ressentir les difficultés, quelque soit leur nature. Les ménages de grande taille ressentent beaucoup les plus difficultés liées à l'argent que ceux qui sont formés par peu d'individus. L'inverse est observé par rapport aux problèmes d'alimentation. Et contrairement aux attentes, l'influence du niveau de revenu n'est pas évidente sur la variation des taux des ménages concernés par les principaux problèmes.

### **2.10.2. La recherche de solution en cas de difficultés**

Les groupes ou personnes sollicités par les ménages ayant de problèmes varient suivant leurs habitudes, mais aussi du genre de relation qu'ils entretiennent avec leurs entourages comme la famille, les amis, les voisins, etc.

**Graphique 2.10-2 : Groupes ou personnes sollicités en cas de difficultés**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

En cas de difficulté, c'est la famille proche/parents qui représente le principal recours pour la recherche de solutions, avec 51% de ménages concernés. Ensuite, il y a les membres du voisinage (13%) et les amis (11%). Par contre, la population ne considère pas (ou très peu) le gouvernement, les institutions religieuses, et les ONG comme des sources de solutions.

En ce qui concerne l'obtention d'appui (tableau 6 en annexe), les demandes d'aides venant de ceux qui sont en difficulté sont en quasi totalité acceptées (répondues favorablement), et ceci en dépit de la conjoncture actuelle qui n'épargne presque personne quelque soit la catégorie socioprofessionnelle. Une telle situation témoigne une perception positive sur le lien familial et l'amitié de la part de la population.

### **2.10.3. La forme de l'aide obtenue par les ménages**

La forme de l'aide obtenue par les ménages dépend des moyens et des possibilités des personnes ou groupes à qui ils ont fait recours.

**Tableau 2.10-1 : Type d'aide reçue par les ménages en difficultés**

	Type d'aide reçu				Total	N
	Alimentaire	Financière	Alimentaire et financière à la fois	Autre		
Famille proche/ parents	19.8	49.4	29.6	1.2	100.0	257
Membre du voisinage	38.2	35.3	22.1	4.4	100.0	68
Eglise / Mosquée	50.0	50.0	0.0	0.0	100.0	2
Collègues de travail	0.0	100.0	0.0	0.0	100.0	3
Membres d'un groupe de femmes	0.0	100.0	0.0	0.0	100.0	3
Ceux du même groupe ethnique	100.0	0.0	0.0	0.0	100.0	2
Ceux du même lieu d'origine	42.9	28.6	28.6	0.0	100.0	7
Gouvernement	-	-	-	-	-	0
ONG, groupe de bienfaisance	100.0	0.0	0.0	0.0	100.0	2
Amis	58.9	28.6	10.7	1.8	100.0	56
Autres	0.0	100.0	0.0	0.0	100.0	1

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

En matière de type d'aide reçue, le tableau ci-dessus montre que la famille proche apporte plus d'aide financière (49%) qu'alimentaire (20%), mais également les deux à la fois (30%). Les voisins répondent presque à toutes les formes d'aide avec une légère préférence sur les aides alimentaires. C'est en fait le type d'aide le plus facile à accorder sans qu'il reste de la production dans le foyer.

### 2.11. Chocs et stratégies

La présente thématique est relative au contexte de crise qui persiste dans le pays en voulant analyser les chocs perçus par les ménages ainsi que les stratégies qu'ils ont adopté pour en faire face.

**Tableau 2.11-1 : Chocs subis par les ménages depuis janvier 2010**

Chocs	%	n
<b>Patrimoine</b>		
Destruction de maisons	8.0	42
Destruction d'équipements de production	5.3	28
Maladies des animaux d'élevage	42.3	222
Décès des animaux d'élevage	39.6	208
Maladies des cultures	26.5	139

<b>Chocs</b>	<b>%</b>	<b>n</b>
Autre	0.4	2
<b>Economique</b>		
Perte d'emploi	1.1	6
Baisse des prix des produits de vente / Pas d'acheteurs ou diminution	65.1	342
Hausse prix à la consommation	73.5	386
Perte de stock	13.1	69
Non disponibilité des intrants	4.8	25
Intrants trop chers	45.3	238
Diminution / pas d'accès au crédit / condition de prêt non adapté	4.2	22
Perte de débouchés	12.2	64
Autres	0.6	3
<b>Chocs naturels</b>		
Cyclone	3.6	19
Inondation	10.5	55
Sécheresse	3.2	17
Criquet	1.3	7
Rats	38.3	201
Feux de brousse	0.6	3
Grêle	0.2	1
Troupeau, insectes, ...	10.7	56
Autre	0.8	4

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Suivants les domaines affectés, les chocs sont classés en trois catégories à savoir sur les patrimoines, économiques et naturels.

Pour les chocs sur les patrimoines, 42% des ménages se plaignaient des maladies des animaux sauvages, 40% ont mentionné le décès des animaux d'élevage et 26.5% de la maladie des cultures. Ces différents chocs évoqués affectent les activités agricoles dont l'importance n'est plus à discuter en tant que principales activités économiques de la plupart de la population. Et il est fort probable que ces chocs proviennent soit de l'inexistence soit du non accès des producteurs (y compris les éleveurs) aux encadrements techniques et services phytosanitaires et vétérinaires.

En ce qui concerne les chocs économiques, les avis sont disparates mais la prédominance de la hausse des prix à la consommation est très évidente avec 73.5% de ménages concernés. Cette appréciation reflète exactement la réalité actuelle car l'inflation affecte toutes les catégories socioprofessionnelles existantes en tant qu'impact direct de la crise économique qui sévit dans le pays. Ensuite, 65% ont évoqué la baisse des prix de vente de produits (inexistence ou diminution d'acheteurs) et 45% ont jugé les prix des intrants trop chers. Les producteurs sont ainsi victimes de la baisse du pouvoir d'achat non seulement à leur niveau mais également au niveau des consommateurs. En effet, les prix aux producteurs doivent chuter faute d'acheteurs alors que ces derniers ne peuvent pas échapper à l'inflation pour tous leurs besoins (intrants, PPN, etc.).

Les chocs naturels sont caractérisés par l'invasion des rats qui est perçue par 38% des ménages, et dont les impacts peuvent toucher à la fois les cultures et les biens matériels sans oublier la santé de la population (risque de la propagation de la peste). Avec des proportions plus ou moins égales, respectivement 11% et 10.5% des ménages ont mentionné les troupeaux/insectes et l'inondation.

Les impacts de ces chocs sur l'agriculture et l'élevage ont été aussi analysé (tableau 7 en annexe). Dans les deux domaines, des taux majoritaires (52% en agriculture et 46.5% en élevage) de ménages n'avaient rien à signaler. Et la plupart de ceux qui ont mentionné des pertes les ont considérés comme négligeables.

**Tableau 2.11-2 : Stratégies adoptées pour faire face aux chocs**

<b>Répartition des ménages ayant déclaré avoir adopté les différentes stratégies selon la fréquence de l'adoption, par stratégie (N=525)</b>						
<b>Stratégies</b>	<b>Jamais</b>	<b>Rarement</b>	<b>Parfois</b>	<b>Souvent</b>	<b>Chaque jour</b>	<b>Total</b>
Manger la nourriture la moins chère	68.8	8.3	12.6	7.6	2.7	100.0
Emprunter de la nourriture ou compter sur de amis / de la famille	78.6	13.3	5.2	2.6	0.2	100.0
Sauter de repas	65.1	23.8	8.0	2.2	0.9	100.0
Limiter la portion mangée à chaque repas	34.1	24.0	25.3	11.7	5.0	100.0
Restreindre la consommation des adultes pour permettre aux jeunes enfants de manger	71.0	18.1	7.8	2.4	0.8	100.0
Diminuer la diversité de la consommation	40.9	21.6	17.2	15.9	4.4	100.0
Manger plus d'aliments de rue	91.0	7.4	1.0	0.4	0.1	100.0
Manger le reste des autres	92.5	6.3	1.0	0.1	0.0	100.0
Manger du cactus rouge	94.1	5.9	0.0	0.0	0.0	100.0
Mendier pour manger	93.1	6.6	0.3	0.0	0.0	100.0
Acheter à crédit ou s'endetter	68.1	17.7	12.6	1.6	0.0	100.0
Réduire les dépenses non essentielles (éducation, santé, transport, location, etc.)	65.3	14.2	13.0	4.6	2.8	100.0
Envoyer un membre de la famille vivre chez un parent ou ami	92.4	7.0	0.5	0.1	0.0	100.0
Vendre des biens (radio, réfrigérateur, TV, bijoux, etc.)	92.9	7.1	0.0	0.0	0.0	100.0
Vendre des biens de production (tracteur, machine à coudre, bicyclette, maison, terre, etc.)	93.3	6.7	0.0	0.0	0.0	100.0
Ne plus envoyer un enfant et/ou les enfants à l'école	93.0	6.6	0.4	0.0	0.0	100.0

Stratégies	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Chaque jour	Total
Chercher d'autres alternatives ou exercer un travail secondaire	58.0	11.2	13.0	16.4	1.4	100.0
Envoyer un membre de votre ménage pour manger ailleurs	92.2	7.3	0.3	0.1	0.0	100.0
Envoyer un membre de la famille ailleurs pour chercher du travail ailleurs	92.5	7.0	0.4	0.1	0.0	100.0

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Différentes stratégies ont été proposées auprès des ménages pour cerner celles qu'ils adoptent le plus pour faire face aux éventuels chocs. En général, la plupart des stratégies adoptées est lié à l'alimentation, d'autres à la restriction de l'éducation des enfants (réduction des dépenses) et il y a celles qui consistent à la recherche de travail.

Pour identifier les principales stratégies, la priorité a été accordé suivant l'importance des ménages ayant évoqué l'idée mais aussi de la fréquence d'adoption de la stratégie en question. Ainsi, ont été identifiées comme principales les stratégies suivantes qui sont au nombre de 3 et sont toutes relatives à l'alimentation : limiter la portion mangée à chaque repas (25% des ménages le fait parfois et 12% souvent) et diminuer la diversité de la consommation. Mais toujours par rapport à l'alimentation, la majorité des ménages ne mangent jamais plus d'aliment de rue, du cactus rouge et le reste des autres, envoyer un membre de la famille vivre chez des autres (amis ou famille), etc. Mais la vente des biens ménagers ou de production ne fait jamais partie des stratégies de plus de 90% des ménages.

## 2.12. Eau et assainissement

La thématique eau et assainissement est destinée à apprécier les conditions de vie des ménages en matière d'accès à l'eau. Parallèlement à cela, la disponibilité des dispositifs d'aisance a été également appréhendée ainsi que le comportement habituel de la population par rapport à l'hygiène.

### 2.12.1. Accès à l'eau

Le Sommet Mondial pour l'Enfance a adopté une définition standardisée de l'eau salubre qui a été retenue dans l'EDSMD-IV<sup>17</sup>. C'est cette définition que l'on a repris dans la présente étude et dans ce cadre, l'eau est considérée comme salubre lorsqu'elle provient des sources suivantes :

- Les robinets installés à l'intérieur ou à l'extérieur du logement;
- Les bornes fontaines ou robinets publics;
- Les puits/forages équipés de pompes; et
- Les puits couverts ou protégés.

<sup>17</sup> EDS, 2008-2009

### 2.12.1.1. Les sources d'approvisionnement en eau

Les sources d'approvisionnement en eau sont multiples suivant la possibilité de chaque ménage à effectuer ou non des aménagements particuliers. Un autre facteur qui limite lesdites sources est la situation hydrographique de la zone concernée.

**Tableau 2.12-1 : Les sources d'approvisionnement en eau**

	Eau de boisson		Eau de lavage	
	%	N	%	N
<b>Source améliorée</b>				
Puits aménagé avec pompe	2.3	12	0.6	3
Puits aménagé sans pompe	12.8	67	7.5	40
<b>Ensemble source améliorée</b>	<b>15.1</b>	<b>79</b>	<b>8.1</b>	<b>43</b>
<b>Source non améliorée</b>				
Puits traditionnel	8.2	43	6.4	34
Source non protégée	15.4	81	13.9	73
Cours d'eau	61.3	322	71.6	376
<b>Ensemble source non améliorée</b>	<b>84.9</b>	<b>446</b>	<b>91.9</b>	<b>482</b>
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Aussi bien pour l'eau de boisson que de lavage, on constate la prédominance des ménages qui s'approvisionnent par des sources non améliorées (respectivement 84.9% et 91.9% pour l'eau de boisson et de lavage). Ces dernières étant caractérisées par des puits aménagés avec ou sans pompes. Au niveau national, 41% des ménages utilisent des sources améliorées<sup>18</sup>. Ce taux est réduit à 33% en milieu rural. Comparée avec la situation nationale en milieu rurale donc, l'approvisionnement en eau est mauvais à Antalaha en affichant un taux de 18% seulement de ménages qui s'approvisionnent par des sources améliorées en eau de boisson et 8% pour l'eau de lavage. Les types de sources non améliorées sont divers mais 6 ménages sur 10 (beaucoup plus pour l'eau de lavage) utilisent les cours d'eau.

### 2.12.1.2. Traitement habituel de l'eau

Le traitement ou non de l'eau de boisson conditionne la salubrité de l'eau que les ménages consomment. Une salubrité qui devrait être respectée pour ne pas nuire à la santé surtout pour les enfants.

**Tableau 2.12-2 : Pratique habituelle pour rendre l'eau de boisson plus saine**

	Source améliorée (N=79)	Source non améliorée (N=446)	Ensemble (N=525)
Faire bouillir	86.1	83.5	83.9
Utiliser des produits de traitement de l'eau (Sur'Eau, ...)	0.0	0.7	0.6
Utiliser un filtre (céramique, sable)	0.9	0.0	0.1

<sup>18</sup> EDS, 2008-2009

	Source améliorée (N=79)	Source non améliorée (N=446)	Ensemble (N=525)
Laisser reposer	0.0	2.1	1.8
Eau Propre	4.7	0.6	1.2
Rien	8.3	13.1	12.3
Autres	0.0	0.2	0.1
Total	100.0	100.0	100.0

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Faire bouillir représente la pratique habituelle pour rendre l'eau de boisson plus saine pour 84% de l'ensemble des ménages quelque soit les sources qu'ils utilisent. 12% d'entre eux ne font rien même ceux qui utilisent des sources non améliorées. Et on remarque que l'utilisation du sur'Eau n'est pas encore adoptée par la population malgré les actions de sensibilisation promues par l'Etat et les autres avantages tels que la forte disponibilité sur le marché, la facilité d'utilisation et le prix jugé abordable.

En ce qui concerne les problèmes ressentis en matière d'accès à l'eau (tableau 8 en annexe), la mauvaise qualité de l'eau que l'on a supposée précédemment est confirmée par 48% des ménages. Ce qui n'est pas l'avis des 47% de ménages qui ont déclaré n'avoir aucun problème relatif à l'accès à l'eau. Cette divergence des avis des ménages et à des proportions plus ou moins égales peut avoir plusieurs explications, mais ce qui semble la plus probable est la différence de point de vue et de perception au niveau des concernés. Car rappelons que la majorité d'entre eux utilisent des cours d'eau, donc l'eau qui en coule est censée être la même.

#### **2.12.1.3. Les conditions d'approvisionnement en eau**

Les conditions d'approvisionnement en eau des ménages ont été cernées lors de l'enquête par le biais de l'appréciation du temps imparti pour la recherche d'eau et de la distance à parcourir (aller et retour).

Pour la distance parcourue (tableau 9 en annexe), 95% de l'ensemble des ménages n'ont pas à parcourir plus de 500 m pour chercher de l'eau. La proximité des sources (puits ou cours d'eau) par rapport aux habitations est ainsi supposée car aucun ménage ne possède de source à domicile. En outre, pour les 5% restant, la distance à parcourir se trouve entre 500 m à 1 km selon les cas, et contrairement à la logique, ceux qui utilisent les sources non améliorées sont moins concernés par cette distance plus longue.

Pour ce qui est du temps nécessaire pour la recherche d'eau (tableau 10 en annexe), proportionnellement aux distances à parcourir et indépendamment des sources utilisées, 73% des ménages (85% pour les sources améliorées) ne mettent pas plus de 15 mn en aller et retour pour la corvée d'eau.

#### **2.12.1.4. La consommation journalière en eau**

La quantité d'eau consommée, toute utilisation confondue, par individu et à titre journalier fait aussi partie des indicateurs de l'accès en eau.

**Tableau 2.12-3 : Consommation quotidienne en eau (en litre par tête par jour)**

	Moins de 15l par	Moins de 25l par	N
	personne par jour	personne par jour	
	%	%	
Source améliorée	6.7	35.4	79
Source non améliorée	3.8	36.3	446
<b>Ensemble</b>	<b>4.2</b>	<b>36.2</b>	<b>525</b>

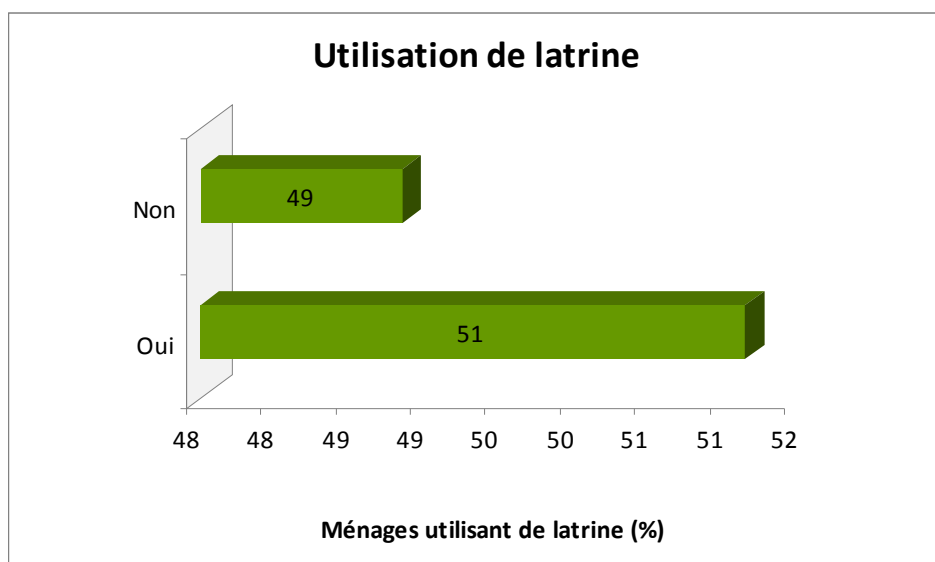
*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

En termes de consommation quotidienne en eau, 35% des ménages ne dépassent pas les 25 L par tête pour les sources améliorées et 36% pour les sources non améliorées. On peut considérer cette quantité comme une norme pour la population de ce district car la majorité se contente d'une même quantité en dépit de la différence des conditions d'accès en eau. Mais une restriction est aussi observée même si la proportion de ménages concernés est minime (4%). Il s'agit d'une consommation de moins de 15 L par tête, et notons que ce cas concerne plus les sources améliorées.

### 2.12.2. Assainissement et utilisation de latrine

Surtout en milieu rural à Madagascar, l'utilisation de latrine n'est pas évidente au niveau de tous les ménages. Cette partie a pour but d'en apprécier le niveau d'utilisation auprès des ménages d'Antalaha.

**Graphique 2.12-1 : Utilisation de latrine**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

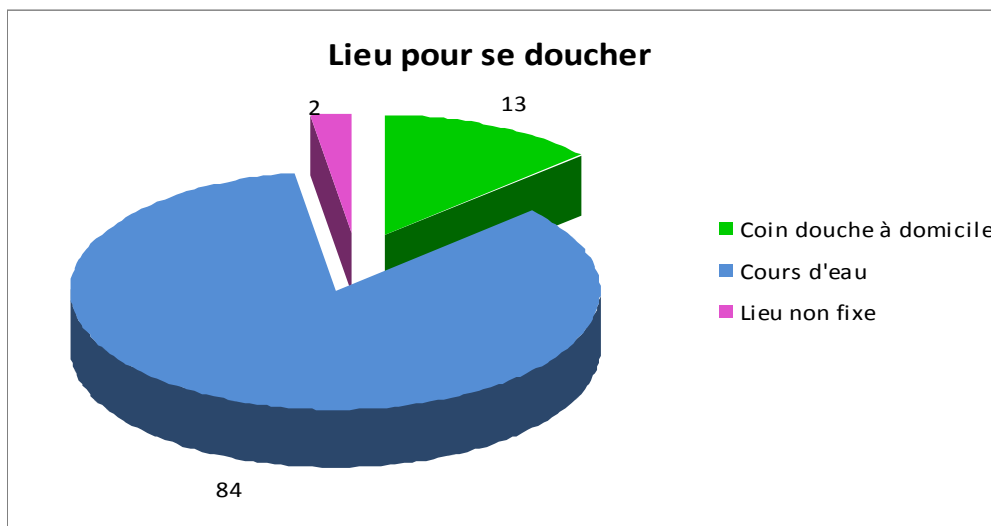
Selon le graphe ci-dessus, la population est presque partagée entre l'utilisation ou non de latrine avec des taux respectif de 51% et 49%. Cette différence de pratique n'est pas ainsi seulement imputable à la culture car l'étude a été menée au sein d'un même district. Il est plus probable qu'elle

est due à l'habitude de chaque ménage ou à la disponibilité ou non de moyens pour fabriquer des latrines. Pour ceux qui n'en utilisent pas, l'habitude de 94% des ménages est de faire leurs besoins dans la nature (tableau 11 en annexe). C'est un cas qui reflète bien le contexte du monde rural surtout en zone côtière, et cette pratique est essentiellement d'ordre culturel.

### 2.12.3. Pratiques habituelles en matière d'hygiène

A titre d'hygiène et de type d'aisance, le lieu qui sert de douche pour les ménages a été appréhendé ainsi que leur la pratique habituelle quant à l'utilisation du savon pour se laver les mains.

Graphique 2.12-2 : Lieu recouru pour se doucher



Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Le cours d'eau représente le principal lieu recouru pour se doucher pour 84% des ménages à Antalaha. 13% ont la chance d'avoir ces coins douches à domicile et il n'y a pas de lieu fixe pour 2% d'entre eux.

Tableau 2.12-4 : Pratique du lavage des mains avec du savon

Répartition des ménages selon la fréquence de l'utilisation de savon pour le lavage des mains au cours des 30 derniers jours		
	%	N
Toujours	3.2	17
2 à 3 fois par jour	25.8	135
Moins de 2 fois par jour	23.9	125
Quelquefois dans la semaine	22.8	120
Jamais	24.3	128
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Pour ce qui est du lavage des mains, 24 % des ménages n'utilisent jamais du savon tandis qu'une proportion significative de 26% se lave les mains avec du savon jusqu'à 2 à 3 fois par jour. 24% en utilisent moins de 2 fois par jour et 23% quelque fois dans la semaine seulement.

Pour ceux qui n'en utilisent pas, la raison la plus avancée (par 63% des ménages) par rapport à l'inutilisation du savon est l'habitude suivie par le manque d'argent qui affecte 32.5% des ménages (tableau 12 en annexe).

## 2.13. Santé et VIH/SIDA

La présente thématique a pour objectif de faire connaître la santé de la population à travers les maladies les plus fréquentes et l'accès aux soins. Et face à la propagation de la maladie mortelle qui est le SIDA, les connaissances et les perceptions des ménages sur le VIH/SIDA ont été également appréhendées.

### 2.13.1. Santé de la population

L'importance de la santé dans la vie de la population n'est plus à discuter. Or, c'est un domaine qui est souvent délaissée par la population elle-même et aussi par l'Etat faute de moyens. En effet, 80% des habitants à Madagascar mènent une vie rurale et 50% vivent au-dessous du seuil de pauvreté<sup>19</sup>. En outre, la capacité du gouvernement à planifier efficacement et à gérer les programmes de santé est faible.

La situation de la santé publique à Antalaha a été appréhendée à travers le taux de morbidité, les maladies les plus fréquentes et l'accès aux soins de santé.

#### 2.13.1.1. Taux de morbidité

Le taux de morbidité exprime le pourcentage des membres de ménages ayant été malades et on considère seulement la période d'une semaine avant la conduite de l'enquête. Pour cela, les enfants de moins de 5 ans étaient observés à part entière du fait qu'ils sont plus vulnérables sur le plan sanitaire.

**Tableau 2.13-1 : Taux de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans et les individus de 5 ans et plus**

<b>Pourcentage des membres de ménages ayant été déclarés malades au cours de la semaine ayant précédé l'enquête selon les caractéristiques sociodémographiques</b>						
	<b>Moins de 5 ans</b>		<b>5 ans et plus</b>		<b>Ensemble</b>	
	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>
<b>Sexe du chef de ménage</b>						
Masculin	21.9	292	9.0	1851	10.7	2142
Féminin	22.3	58	8.8	301	11.0	359
<b>Statut matrimonial du chef</b>						
Marié légalement	0.0	15	6.2	112	5.5	127
Marié coutumièrement	17.7	183	7.7	1237	9.0	1420
Union libre	32.9	92	12.1	435	15.7	527
Célibataire / séparé / veuf	23.7	57	10.3	366	12.1	423
<b>Taille du ménage</b>						
< =4	18.2	128	11.2	698	12.3	827
5 - 6	21.4	106	9.9	640	11.5	746
7 et plus	26.8	118	6.2	840	8.7	958

<sup>19</sup> [www.actionmadagascar.ch/sante.html](http://www.actionmadagascar.ch/sante.html)

	Moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
<b>Niveau de revenu des ménages</b>						
Revenu < Ar 50 000	17.5	45	11.0	213	12.2	258
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	20.5	89		411		
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	23.3	120	7.4	762	9.6	883
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	34.5	11	11.5	121	13.4	132
Revenu ≥ Ar 500 000	21.6	85	9.6	651	11.0	735
<b>Ensemble</b>	<b>21.8</b>	<b>351</b>	<b>9.0</b>	<b>2 158</b>	<b>10.7</b>	<b>2 009</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Dans l'ensemble, les chiffres enregistrés dans le tableau ci-dessus confirment la vulnérabilité des jeunes enfants (moins de 5 ans) en matière de santé par rapport aux individus de 5 ans et plus (22% contre 9%). Cette vulnérabilité à la maladie des moins de 5 ans est plus observée chez les ménages dirigés par une femme. Par rapport au statut matrimonial du chef, le taux des malades semble plus réduit chez les mariés, voire même 0% chez les mariés légalement pour les moins de 5 ans. Par rapport à la taille des ménages, l'incidence de maladie en est inversement proportionnelle pour les plus de 5 ans, contrairement à ce qui est observé chez les moins de 5 ans. L'augmentation du niveau de revenu est censée réduire le taux de morbidité grâce aux moyens financiers qui donnent accès aux soins médicaux. Mais c'est le contraire que l'on enregistre surtout pour les moins de 5 ans. C'est-à-dire que le taux de morbidité augmente au fur et à mesure que le niveau de revenu augmente.

#### **2.13.1.2. Les maladies les plus fréquentes**

Différentes maladies peuvent affecter la population dans une zone bien déterminée. Mais l'intérêt de l'étude a été axé sur celles qui affectent la majorité des individus considérés au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

**Tableau 2.13-2 : Les principales maladies ayant affecté chaque groupe de population**

<b>Répartition des individus déclarés malades au cours de la semaine ayant précédé l'enquête par tranche d'âge et par principal type de maladie</b>						
	Moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Paludisme	52.1	42	48.9	88	49.8	130
IRA	14.0	11	10.9	20	11.8	31
Diarrhée	23.2	19	14.2	26	16.9	44
Tension artérielle	-	-	2.0	4	1.4	4
ORL	5.7	5	6.3	11	6.1	16
Muscles	1.3	1	5.4	10	4.2	11
Autres	3.7	3	12.4	22	9.8	25
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>80</b>	<b>100.0</b>	<b>181</b>	<b>100.0</b>	<b>261</b>

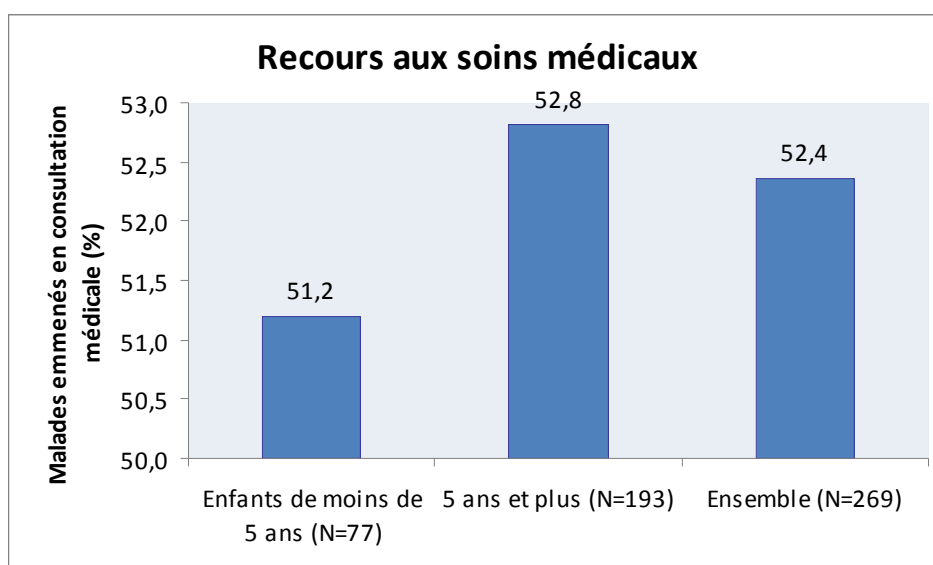
*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Le paludisme représente la principale maladie à Antalaha en affectant la plupart de la population de tout âge, 52% des moins de 5 ans et 49% du reste. Ensuite, il y a la diarrhée (17%) qui est fort probablement la conséquence de la mauvaise qualité de l'eau utilisée surtout l'eau de boisson, malgré l'effort de certains ménages à faire bouillir l'eau qu'ils boivent. L'IRA qui tient la troisième place affecte plus les moins de 5 ans (14% contre 11% chez les plus de 5 ans).

### 2.13.1.3. L'accès aux soins

L'accès aux soins consiste au comportement des ménages face aux maladies et dont l'identification permet de savoir le degré de recours aux soins médicaux.

Graphique 2.13-1 : Recours aux soins médicaux



Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural 2010, Round 1, Antalaha

Dans l'ensemble, 52% des malades sont emmenées en consultation, avec un léger avantage des plus de 5 ans.

Diverses raisons sont identifiées quant au non recours à la consultation médicale (Tableau 13 en Annexe). L'automédication a été évoquée en premier lieu par la plupart des ménages (58% pour les moins de 5 ans et 46% pour le reste) suivie par le manque d'argent (respectivement 24% pour les moins de 5 ans et 21% pour le reste). Les avis sont partagés selon l'âge des concernés pour les autres raisons. 15% des ménages se fient à leur propre jugement (maladie jugée non grave) pour les 5 ans et plus, si 11% d'entre eux attribuent le non recours aux soins médicaux à l'éloignement des centres de santé.

### 2.13.2. Perceptions sur le VIH/SIDA

Madagascar est moins touché par le VIH/SIDA que beaucoup de ses voisins, mais des données récentes laissent supposer que l'épidémie pourrait s'étendre et que les jeunes Malagasy sont particulièrement à risque.

#### 2.13.2.1. Connaissance du VIH/SIDA

Le niveau de connaissance de la population en matière du VIH/SDA mérite d'être cerné vu la gravité de la maladie et sa facilité de propagation en absence de mesures adaptées. Cette connaissance a

aussi son importance en servant de référence afin de bien adapter les dites mesures au contexte local de ce domaine.

**Tableau 2.13-3 : Connaissance du VIH/SIDA**

<b>Pourcentage des répondants ayant déclaré qu'ils ont déjà entendu parler de SIDA</b>						
<b>Caractéristiques</b>	<b>Homme</b>		<b>Femme</b>		<b>Ensemble</b>	
	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>
<b>Groupe d'âge</b>						
< 25 ans	66.9	40	67.6	34	67.3	74
25 - 34 ans	79.0	75	73.2	59	76.4	133
35 - 54 ans	77.5	138	69.6	100	74.2	239
>=55 ans	84.0	44	35.0	35	62.5	79
<b>Niveau d'instruction</b>						
sans instruction	59.4	43	47.8	47	53.2	90
Primaire	76.1	197	66.0	156	71.6	353
Secondaire du 1er cycle	93.8	49	91.2	21	93.0	70
Secondaire du 2nd cycle	100.0	10	100.0	2	100.0	12
<b>Statut matrimonial</b>						
Marié légalement	92.0	11	85.7	11	89.0	22
Marié coutumièrement	79.0	183	75.1	82	77.8	265
Union libre	77.7	75	65.6	41	73.5	115
Séparé / veuf / célibataire	59.9	28	53.6	95	55.1	123
<b>Ensemble</b>	<b>77.4</b>	<b>297</b>	<b>65.0</b>	<b>228</b>	<b>72.0</b>	<b>525</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Globalement, hommes et femmes, 7 individus sur 10 ont déclarés avoir déjà entendu parler du SIDA. Les moins de 25 ans sont moins nombreux à connaître la maladie surtout les femmes (68% contre 67% pour les hommes). Le niveau d'instruction favorise cette connaissance pour les deux sexes. En effet, une nette augmentation des taux des individus connaisseurs est observée au fur et à mesure que ce niveau augmente. Les femmes mariées connaissent beaucoup plus le VIH/SIDA tandis que les hommes prennent de l'avantage en état sans épouse (séparé, veuf, célibataire).

#### **2.13.2.2. Connaissance du mode de transmission du VIH/SIDA**

Les perceptions de la population sur le mode de transmission du VIH/SIDA est également utile non seulement pour leur sécurité mais en étant un élément indispensable de la promotion de la lutte contre la maladie.

Tableau 2.13-4 : Connaissance des modes de transmission du sida

Proportion des enquêtés ayant déclaré connaître les principaux moyens de transmission du SIDA selon les caractéristiques sociodémographiques parmi les ménages ayant déclaré avoir déjà entendu parler de sida							
	Produits sanguins infectés	Rapports sexuels non protégés	Transmission mère-enfant	Injections	Transfusion de sang	Partager rasoirs, lames	
	%	%	%	%	%	%	N
<b>Sexe</b>							
Masculin	89.1	96.5	81.2	78.4	84.8	71.9	230
Féminin	86.6	98.0	79.2	79.5	83.8	76.2	148
<b>Age</b>							
< 25 ans	96.8	100.0	79.3	79.5	86.3	79.3	50
25 - 34 ans	89.3	98.1	78.7	80.1	86.4	77.9	102
35 - 54 ans	86.5	98.6	81.2	78.7	83.9	73.6	177
>=55 ans	82.4	86.1	82.3	76.0	80.1	58.5	49
<b>Niveau d'instruction</b>							
sans instruction	78.5	94.4	77.4	69.8	77.4	68.5	48
Primaire	86.4	97.3	79.7	79.0	83.6	72.1	253
Secondaire du 1er cycle	99.3	97.5	84.0	80.6	89.2	79.9	65
Secondaire du 2nd cycle	100.0	100.0	90.6	100.0	100.0	91.9	12
<b>Statut matrimonial</b>							
Marié légalement	97.2	100.8	94.1	89.8	88.4	79.2	19
Marié coutumièrement	89.4	96.1	80.8	77.6	83.0	75.8	206
Union libre	83.1	97.9	70.3	73.4	81.3	64.8	85
Séparé / veuf / célibataire	87.8	98.1	88.1	86.4	91.2	76.2	68
<b>Ensemble</b>	<b>88.1</b>	<b>97.1</b>	<b>80.4</b>	<b>78.8</b>	<b>84.4</b>	<b>73.5</b>	<b>378</b>
Réponses spontanées	11.6	55.6	4.5	10.6	6.9	4.8	378
Réponses guidées	88.4	44.4	95.5	89.4	93.1	95.2	378

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Dans l'ensemble, le niveau de connaissance de la population par rapport aux modes de transmission du VIH/SIDA est très élevé si on se réfère aux taux des ménages ayant déclaré les connaître. Le plus connu parmi ces modes est le rapport sexuel non protégé (97%), et il est à noter que pour cela, les réponses étaient à 56% spontanées. Ensuite, même avec des réponses plus guidées que spontanées, il a été admis par la population que le sang représente un vecteur de la maladie à travers les produits sanguins infectés (88%) et les transfusions de sang (79%). C'est le partage des objets tranchants tels que rasoirs et lames qui est le moins connue avec seulement 73.5% d'individus au courant. Dans ce cas, on remarque que le niveau d'instruction des individus a une influence positive sur ce genre de connaissance.

Tableau 2.13-5 : Perceptions erronées sur le mode de transmission du sida

<b>Proportion des enquêtés ayant présenté des perceptions erronées sur le mode de transmission du VIH selon les caractéristiques sociodémographiques</b>			
	<b>En se faisant piquer par les moustiques</b>	<b>En partageant la nourriture de quelqu'un atteint de SIDA</b>	<b>N</b>
	<b>%</b>	<b>%</b>	
<b>Sexe</b>			
Masculin	54.6	50.7	230
Féminin	61.7	59.1	148
<b>Groupe d'âge</b>			
< 25 ans	64.6	60.5	50
25 - 34 ans	54.7	60.3	102
35 - 54 ans	61.1	52.8	177
>=55 ans	42.4	38.3	49
<b>Niveau d'instruction</b>			
Sans instruction	59.5	55.4	48
Primaire	58.7	55.8	253
Secondaire du 1er cycle	53.1	48.3	65
Secondaire du 2nd cycle	45.0	40.9	12
<b>Statut matrimonial</b>			
Marié légalement	71.1	72.5	19
Marié coutumièrement	54.9	54.0	206
Union libre	59.0	47.9	85
Séparé / veuf / célibataire	59.2	56.1	68
<b>Ensemble</b>	<b>57.4</b>	<b>54.0</b>	<b>378</b>
Réponses spontanées	2.4	5.0	378
Réponses guidées	97.6	95.0	378

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

L'appréciation de l'incidence des perceptions erronées a montré que 57% des individus enquêtés pensent que la piqûre de moustiques peut transmettre le virus. Il en est de même pour le fait de partager de la nourriture avec quelqu'un qui en est atteint pour 54%.

### 2.13.2.3. Perceptions sur le mode de contamination du VIH/SIDA

Afin de mieux cerner l'étendue des connaissances dont disposent les ménages sur le sida, on a également étudié les perceptions sur le mode de contamination du VIH/SIDA par la population. Pour cela, il a été demandé si une personne apparemment en bonne santé peut porter le VIH et si le sida est transmis par la mère à son enfant pendant la grossesse, à l'accouchement ou à travers l'allaitement.

Tableau 2.13-6 : Perceptions sur le mode de contamination du sida

Proportion des répondants conscients de l'existence des porteurs sains et conscients des différents modes de transmission du VIH selon les caractéristiques sociodémographiques					
	Transmission mère - enfant				N
	Conscients de l'existence des porteurs sains	Pendant la grossesse	Pendant l'accouchement	Pendant l'allaitement	
			%	%	
<b>Sexe</b>					
Masculin	57.6	79.9	73.1	67.8	230
Féminin	49.6	80.6	74.2	65.5	148
<b>Age</b>					
< 25 ans	55.6	88.2	75.5	77.9	50
25 - 34 ans	59.7	78.9	80.1	69.2	102
35 - 54 ans	52.9	79.0	71.4	65.7	177
>=55 ans	48.4	78.6	65.7	55.6	49
<b>Niveau d'instruction</b>					
sans instruction	61.3	80.5	72.0	66.6	48
Primaire	49.2	76.3	70.8	64.6	253
Secondaire du 1er cycle	65.7	92.4	84.6	74.9	65
Secondaire du 2nd cycle	78.2	95.7	78.9	75.0	12
<b>Statut matrimonial</b>					
Marié légalement	26.2	64.7	71.0	54.2	19
Marié coutumièrement	57.8	80.0	71.2	65.9	206
Union libre	50.6	79.6	74.5	70.3	85
Séparé / veuf / célibataire	57.5	85.7	80.1	69.3	68
<b>Ensemble</b>	<b>54.5</b>	<b>80.2</b>	<b>73.5</b>	<b>66.9</b>	<b>378</b>

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

La transmission du VIH/SIDA entre mère et enfant semble très connue par la population d'Antalaha car les 3 différents modes de contamination dans ce domaine sont connus au moins par 67% des enquêtés, et ce taux le plus bas correspond à la transmission pendant l'allaitement.

En ce qui concerne l'existence des porteurs sains, 54.5% de la population en sont conscients et aucune caractéristique n'explique la variation des taux des ménages y afférents.

#### 2.13.2.4. Utilisation de préservatif

Beaucoup de sensibilisations et de conscientisations ont été effectuées par l'Etat à travers les médias et les différents organismes de développement, en matière d'utilisation de préservatif, et presque dans tout le pays. Cette section est destinée à évaluer l'impact de ces actions dans la zone d'étude mais aussi de connaître le niveau d'utilisation du préservatif par la population.

**Tableau 2.13-7 : Utilisation de préservatif**

Répartition par sexe des enquêtés selon leur utilisation ou non de préservatifs						
	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Utilise pour éviter la grossesse	0.3	1	3.3	5	1.5	6
Utilise pour se prémunir contre le VIH	2.1	5	1.5	2	1.9	7
Utilise pour prévenir contre la grossesse et la transmission du VIH	3.2	7	1.6	2	2.6	10
N'utilise pas	94.4	217	93.6	138	94.1	356
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>230</b>	<b>100.0</b>	<b>148</b>	<b>100.0</b>	<b>378</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

La majorité de la population (94%), tout sexe confondu, n'utilise pas du tout le préservatif, et la différence entre les deux sexes n'est pas significative. Pour le reste, c'est-à-dire l'infime partie qui les utilise, les raisons d'utilisation ne sont pas les mêmes pour les hommes et les femmes. Ces dernières prennent cette précaution pour ne pas tomber enceinte (3%) tandis que c'est à la fois pour prévenir la grossesse et la transmission du VIH pour les hommes (3%).

## 2.14. Habitat

La thématique habitat traite les perceptions des ménages sur la qualité des services rendus par les communes et fokontany. Le fait de connaître ces avis trouve son importance dans le contexte de crise que traverse le pays actuellement, et qui pourrait générer des éventuelles perturbations quant au fonctionnement de ces services publics.

### 2.14.1. Perceptions sur les services rendus par la commune

Les perceptions sur les services rendus par la commune sont appréhendées à travers des degrés de satisfaction par rapport aux différents services disponibles.

**Tableau 2.14-1 : Perceptions sur les services fournis au niveau de la commune**

Répartition des ménages selon le niveau de satisfaction déclarés pour les différents services publics rendus par la commune										
Services	Très satisfaisant	Satisfaisant	Moyenne ment satisfaisant	Assez décevant	Non satisfaisant	NSP	Non concerné	N'existe pas	Total	N
CSB	6.4	31.0	19.3	16.8	19.1	5.5	0.2	1.7	100	525
Gestion des marchés	0.9	12.2	20.7	0.2	1.7	18.5	1.2	44.5	100	525
Entretien routier	0.4	5.2	20.4	0.8	5.7	9.9	0.0	57.6	100	525
Etat civil	7.1	45.3	22.3	9.8	12.8	2.5	0.0	0.4	100	525

Sécurité	4.8	21.8	20.3	0.5	0.5	1.0	2.3	48.9	100	525
Eau potable	0.9	4.4	17.9	4.3	6.1	2.3	2.0	62.1	100	525
Services agricoles	0.0	1.3	0.9	0.2	0.6	6.2	1.3	89.6	100	525
Services vétérinaires	0.0	3.7	1.5	0.4	0.3	4.3	1.8	88.0	100	525
Services fonciers	0.1	0.6	1.3	0.2	0.3	5.9	0.7	90.9	100	525
Cantines scolaires	0.0	0.4	0.9	0.0	0.0	1.3	3.7	93.7	100	525
Fonctionnement du fokontany	10.8	65.8	18.9	2.8	1.5	0.4	0.0	0.0	100	525

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Les avis des ménages sont disparates en ce qui concerne leurs satisfactions par rapport aux différents services rendus par la commune, des services qui touchent plusieurs domaines. Le fonctionnement du fokontany, l'état civil et le CSB sont les services les plus appréciés car respectivement 66%, 45% et 31% en sont satisfaits. Ce qui rend la situation d'Antalaha très particulière est le fait que beaucoup de services sont considérés comme inexistantes par des taux assez élevés de ménages, entre autres les cantine scolaires (94%), les services fonciers (91%), les services agricoles (90%) et les services vétérinaires (88%). Or, l'importance de ces services, outre les cantines scolaires, sur les activités agricoles est évidente.

**Tableau 2.14-2 : Les principales raisons d'insatisfaction à l'égard des services publics**

Pourcentage des enquêtés non satisfaits des services fournis par la commune qui ont évoqué les raisons suivantes pour justifier leur insatisfaction										
	Frais ou coûts élevés	Accueil non satisfaisant	Absence / retard fréquent du personnel	Lenteur administrative	Manque de personnel	Report continué du travail	Mauvaise gestion	Autres	Total	N
CSB	22.3	23.1	40.5	1.3	6.9	0.8	1.2	3.9	100.0	172
Gestion des marchés	17.7	6.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	76.0	100.0	10
Entretien routier	9.4	0.0	3.1	14.9	3.4	0.0	67.2	2.1	100.0	35
Etat civil	13.0	7.5	7.8	41.0	0.7	28.1	2.0	0.0	100.0	113
Sécurité	12.6	11.6	0.0	0.0	0.0	0.0	55.2	20.6	100.0	5
Eau potable	1.2	0.0	0.0	1.9	0.0	0.0	0.0	97.0	100.0	52
Services agricoles	0.0	59.8	0.0	0.0	0.0	0.0	40.2	0.0	100.0	5
Services vétérinaires	52.6	17.8	0.0	0.0	29.6	0.0	0.0	0.0	100.0	3

Services fonciers	59.7	40.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	3
Cantines scolaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

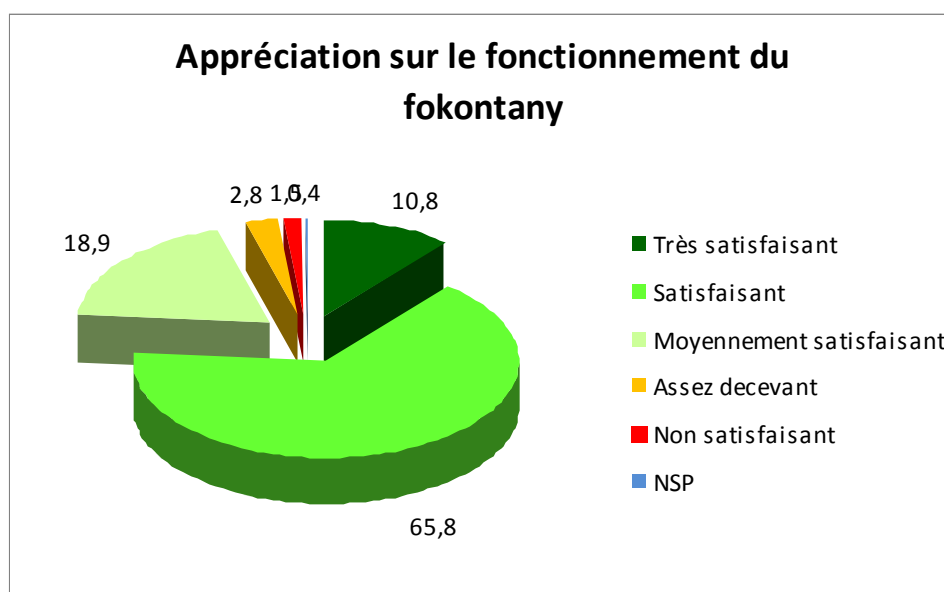
Les motifs qui caractérisent l’appréciation de la population sont multiples et varient suivant les types de services.

Pour le CSB, les insatisfactions des 40.5% des ménages sont dues à l’absence et retard fréquent du personnel, 23% se plaignent de l’accueil non satisfaisant et 22% des frais trop élevés. Les services concernés par la mauvaise gestion, toujours selon l’appréciation des ménages, sont l’entretien routier (67%), la sécurité (55%) et les services agricoles (40%). L’état civil est surtout non apprécié par 41% des enquêtés à cause de la lenteur administrative. Et les ménages ont surtout évoqué les frais et coûts exigés par les services fonciers (60%) et vétérinaires (53%).

### 2.14.2. Perceptions sur le fonctionnement du fokontany

Le niveau de satisfaction de la population sur le fonctionnement du fokontany est montré par le graphique ci-dessous.

**Graphique 2.14-1 : Perceptions sur le fonctionnement du fokontany**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Une majeure partie de la population (66%) est satisfaite de la qualité de service rendu par le fokontany. 11% ont même déclaré que ce service est très satisfaisant, c'est-à-dire qu'ils n'ont jamais rencontré de problème chaque fois qu'ils ont fait recours au service du fokontany. Malgré les 19% qui trouvent que ce service est moyennement satisfaisant, on peut dire que d'une manière générale, le fonctionnement du fokontany est apprécié par la plupart de la population.

Pour la mineure partie qui n'ens est pas satisfaite, c'est à cause des travaux communautaires selon 64% des voix si 36% ont mentionné les actes de recensement.

## 2.15. Violence à l'égard de l'enfant

La violence à l'égard des enfants comprend la violence physique, la violence psychologique, la discrimination, la négligence et les mauvais traitements. Certaines formes de violence sont tolérées par les législations nationales et peuvent trouver leurs origines dans des pratiques culturelles, économiques et sociales, ce qui a des conséquences dévastatrices sur la santé et le bien-être des enfants.

Cette section a pour objectif de cerner l'étendue de la violence à l'égard des enfants depuis janvier 2010.

**Tableau 2.15-1 : Etendue de la violence à l'égard des enfants**

---

**Répartition des ménages selon l'occurrence de phénomènes d'agression ou de violence à l'égard des enfants depuis janvier 2010**

---

<b>Occurrence de phénomène d'agression ou de violence</b>	<b>%</b>	<b>N</b>
Oui	3.2	17
Non	88.2	463
Non concerné	8.6	45
Total	100.0	525

---

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

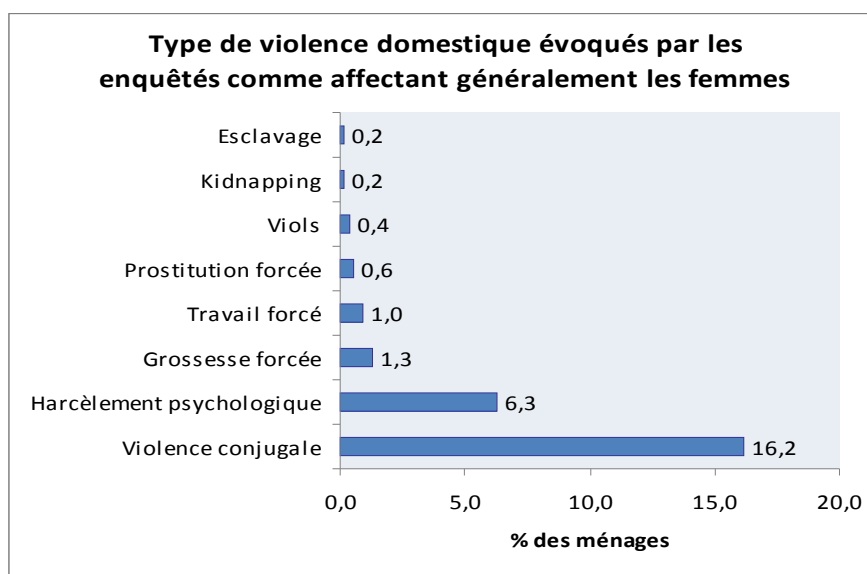
L'incidence de la violence à l'égard des enfants est très faible si on se réfère à la réponse des 88% des ménages qui n'ont pas constaté un tel cas depuis janvier 2010. Pour le peu de gens (3%) qui confirment le contraire, l'agression se manifeste par l'abandon d'un des parents ou les deux (89%), mais l'incidence des châtiments corporels et des agressions verbales é été aussi évoquée par des proportions égale de 30% des ménages enquêtés (tableau 13 en annexe).

## 2.16. Violence domestique à l'égard des femmes

La violence à l'égard des femmes prend de nombreuses formes – physiques, sexuelles, psychologiques et économiques. Elles sont interdépendantes et affectent les femmes de la naissance à la mort. Au fur et à mesure que les sociétés changent, les schémas de violence évoluent et de nouvelles formes se font jour. Les femmes victimes de la violence souffrent de toute une gamme de problèmes de santé et leur aptitude à participer à la vie publique en est diminuée. La violence à l'égard des femmes nuit à toutes les générations d'une même famille, ainsi qu'aux communautés, et renforce d'autres formes de violence dans toutes les sociétés.

Parallèlement aux agressions à l'égard des enfants, en tenant compte du danger qu'elle puisse engendrer au sein de la société, la violence domestique à l'égard des femmes a été aussi appréhendée et c'est le but de cette thématique.

**Graphique 2.16-1 : Type de violence domestique affectant généralement les femmes**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

A titre de violence domestique à l'endroit des femmes, un taux relativement significatif de 16 des ménages ont constaté de violence conjugale. Ensuite, il y a le harcèlement physique pour 6% des enquêtés. La grossesse forcée, c'est-à-dire sans le consentement de la femme en tant que première concernée, a été évoqué seulement par 1% des ménages.

## 2.17. Etat de droit et justice

La présente thématique traite à la fois l'aspect de l'insécurité au niveau des fokontany et la place des médias dans la société. Il y a une forte chance que le contexte de crise actuel ait des impacts sur ces deux domaines.

### 2.17.1. Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010

Les perceptions ici demandées correspondent aux vécues des enquêtés dans leurs villages respectifs depuis janvier 2010 et en matière de sécurité.

**Tableau 2.17-1 : Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010**

Répartition des ménages selon leurs perceptions sur la situation d'insécurité au sein de leurs villages depuis janvier 2010		
	%	N
Très grave	0.5	3
Grave	6.9	36
Moyen	21.7	114
Bonne	67.2	353
Sans problème	3.7	19
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

La sécurité au village, depuis janvier 2010, est jugée « bonne » pour 67% des ménages, moyenne pour 22% et une proportion de 4% ne trouve aucun problème. Ces appréciations signifient que la majorité de la population est satisfaite de leur situation en matière de sécurité.

Les mesures prises par les ménages en cas d'acte d'insécurité ont été aussi appréhendées lors de l'enquête.

**Tableau 2.17-2 : Mesures entreprises par les ménages pour faire face à l'insécurité**

<b>Répartition des ménages selon leurs perceptions sur l'insécurité et les mesures prises</b>						
	<b>Très grave N=3</b>	<b>Grave N=36</b>	<b>Moyen N=114</b>	<b>Bonne N=353</b>	<b>Sans problème N=19</b>	<b>Total N=525</b>
Participer à la garde du village	0.0	2.9	5.0	1.4	3.0	2.3
Faire preuve de plus de vigilance	38.3	40.3	42.8	11.2	12.4	20.3
Renforcer la serrure de la maison	0.0	5.1	5.2	4.1	3.0	4.3
Ne pas garder des objets de valeur ou des produits des exploitations à domicile	0.0	0.0	0.6	0.5	0.0	0.5
Dormir dans les champs	0.0	3.6	2.1	0.6	0.0	1.1
Rien	61.7	46.5	44.4	82.3	81.6	71.4
Autres	0.0	1.6	0.0	0.0	0.0	0.1
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Presque 7 ménages sur 10 (71%) ne font rien face à l'insécurité, même pour les 62% d'entre eux qui trouvent que la situation par rapport à la sécurité est grave. La mesure prise d'une manière significative (20%) consiste à faire preuve de plus de vigilance et ce sont les ménages qui ont constaté que la sécurité est grave qui en sont les plus concernés. (40%). Ainsi, une contradiction est observée entre la perception des ménages sur la sécurité et leurs comportements pour y faire face. Et il est aussi constaté que les avis des ménages sont diverses et se divergent en matière de type de mesures prises dans ce domaine.

### **2.17.2. Occurrence d'arrestation depuis janvier 2010**

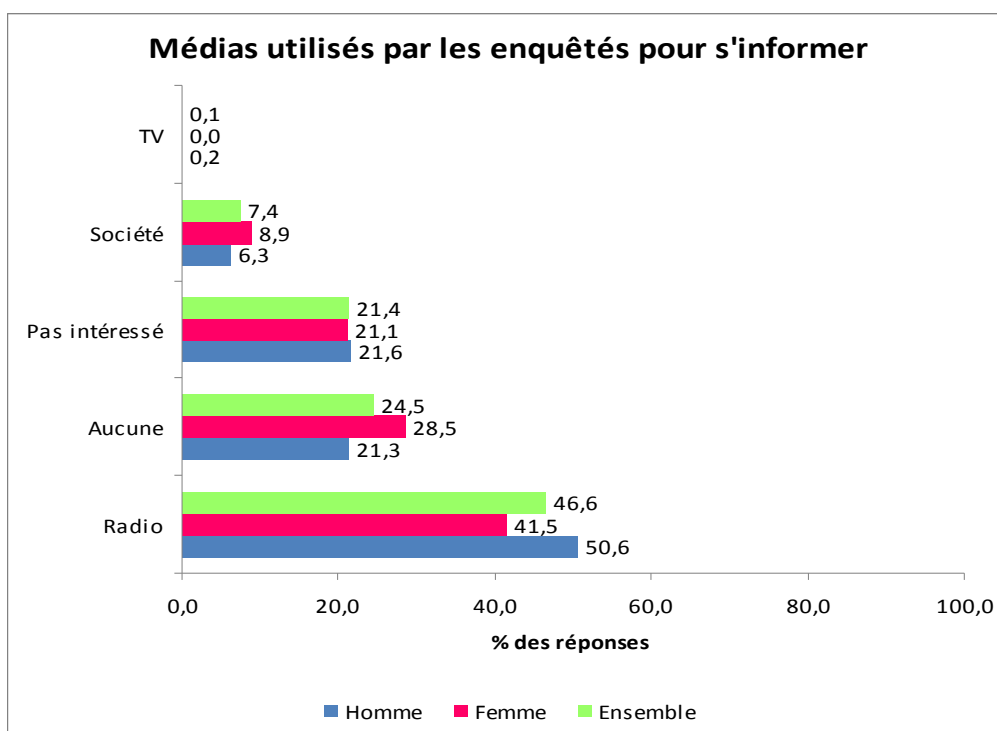
En termes de justice, une arrestation découle d'un outrage à la justice et est considérée comme indicateur d'insécurité. L'occurrence d'arrestation depuis janvier 2010 a fait ainsi partie des sujets d'investigation lors de l'enquête.

Le taux des enquêtés ayant déclaré qu'un individu de leur famille ou de leur voisinage a été arrêté depuis janvier 2010 est quasiment nul (0,1%). Ainsi, on peut dire que l'auteur des actes d'insécurité enregistrés dans la zone ne fait pas partie de la population locale.

### 2.17.3. Situation à l'égard des médias

Le rôle des médias, qui est avant tout d'informer sur les actualités et les événements, devient délicat à cause du contexte de crise qui persiste dans le pays. En effet, les médias ne se contentent pas de raconter les faits mais ils sont également censés émettre des opinions et de commenter. La tendance politique des acteurs des médias pourrait ainsi avoir des influences sur les informations qu'ils véhiculent. C'est pourquoi la situation de la population à l'égard des médias a été appréhendée.

Graphique 2.17-1 : Médias utilisés par les ménages

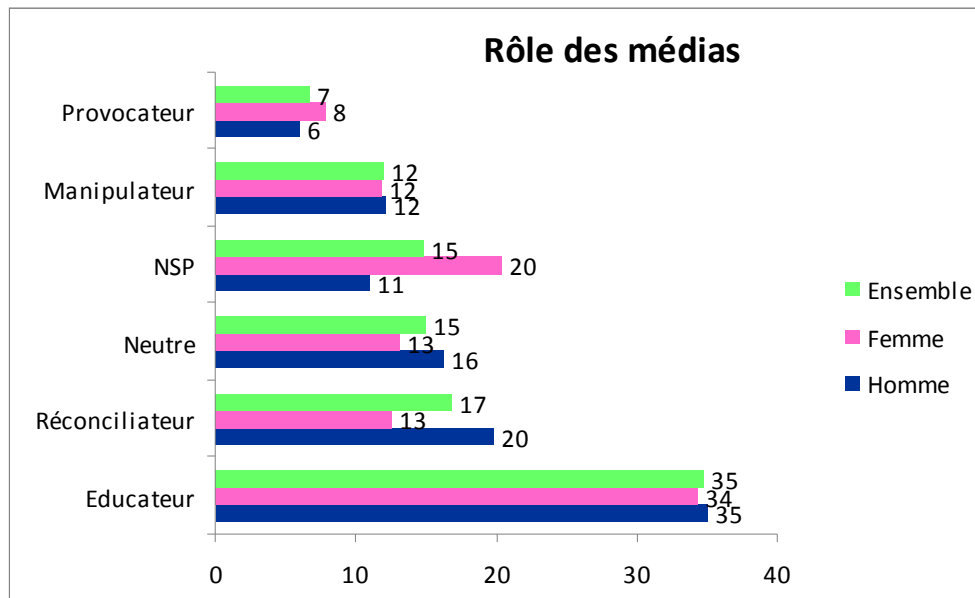


*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Presque 3 individus sur 10 ont déclaré n'avoir utilisé aucune source d'information, surtout les femmes (28.5% contre 21% pour les hommes), et une proportion qui n'en est pas loin a déclaré ne pas avoir de l'intérêt pour l'information (21%). La radio est censée être le moyen d'information le plus courant, surtout en milieu rural, et c'est le cas du district d'Antalaha où 47% des enquêtés l'utilisent.

Pour ceux qui ont fait recours aux médias, leurs perceptions sur le rôle des médias face à la conjoncture actuelle ont été appréhendées.

**Graphique 2.17-2 : Perceptions sur le rôle des médias vis-à-vis de la conjoncture actuelle**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

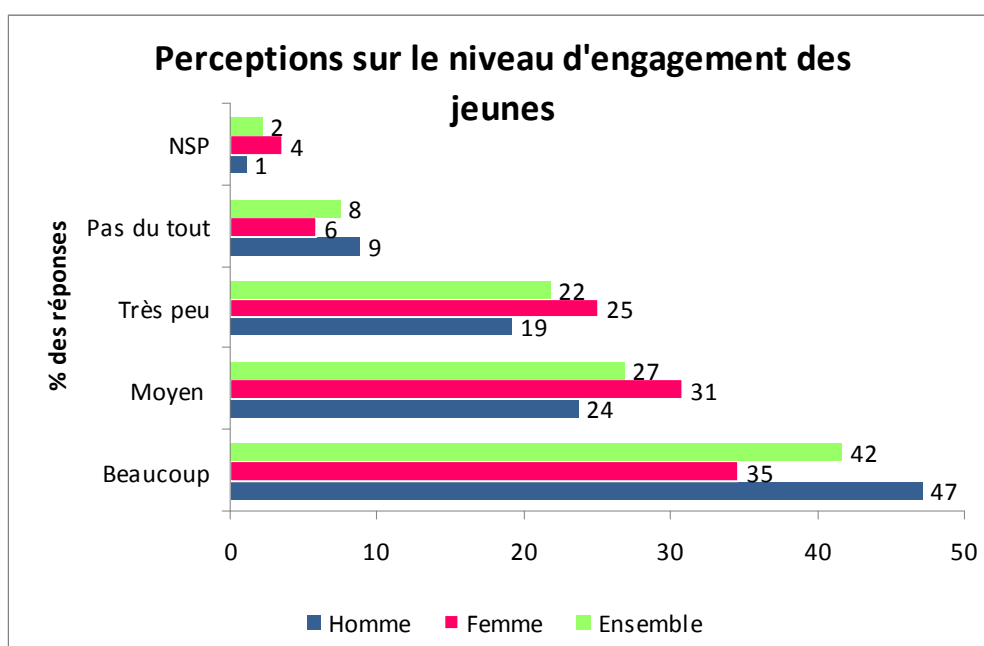
Les avis sont partagés quant à la perception sur le rôle des médias, et il y a même une proportion de 20% qui n'en avaient rien à déclarer. Les médias sont jugés comme manipulateurs par 12% des enquêtés. Cette appréciation traduit le fait que les commentaires émis par les médias sont accompagnés par des sortes de lavage de cerveau pour favoriser une opinion. 7% pensent que les médias sont des provocateurs c'est-à-dire véhiculent des informations qui suscitent des réactions et ceci dans un but déterminé. Mais en même temps, 17% des enquêtés trouvent une action de réconciliation dans la manière d'agir es médias. La caractéristique neutre, que les médias devraient avoir pour mener à bien leur rôle, a été constatée par 15% tandis que 35% leur ont attribué le rôle d'éducateur.

### **2.18. Jeunes**

Les jeunes occupent une place importante dans la société en tant que acteurs prépondérants du présent mais également détenteurs du futur. La situation des jeunes mérite ainsi une attention particulière car de leur comportement actuel dépend leur agissement dans le futur.

Dans cette optique, la thématique « jeunes » a été intégrée dans la présente étude afin de cerner différentes perceptions par rapport aux jeunes évidemment.

Graphique 2.18-1 : Perceptions sur le niveau d'engagement des jeunes

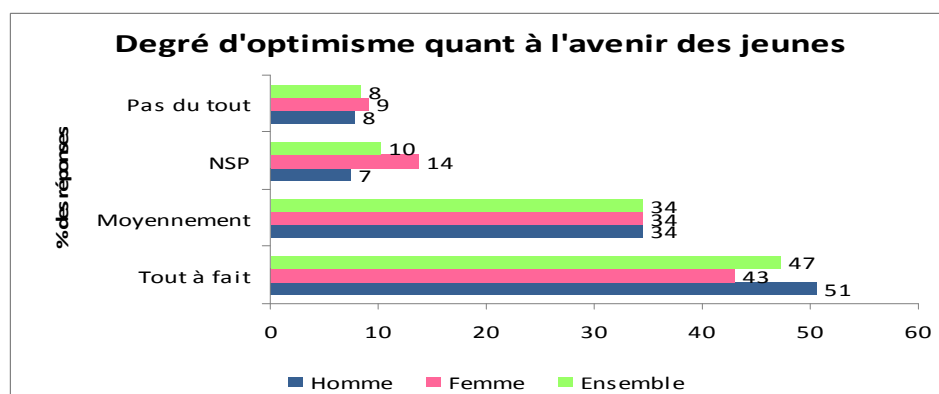


Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

La perception majoritaire (42%) pense que les jeunes sont beaucoup engagés dans la société. Ceux qui ont un avis intermédiaire (engagement moyen) ne sont pas minime (27%), tandis que 22% ont affirmé presque le contraire en disant que les jeunes sont très peu engagés. La contradiction et la diversité des avis peuvent s'expliquer par une différence entre le comportement des jeunes d'un fokontany à un autre. Elles pourraient provenir aussi des différentes façons de voir les choses de la part des enquêtés. Mais en généralisant, les jeunes peuvent être jugés moyennement engagés.

L'engagement des jeunes a été aussi apprécié suivant les caractéristiques sociodémographiques (tableau 14 en annexe). Il est constaté que dans l'ensemble, la tendance générale ci-dessus est vérifiée et qu'aucune caractéristique ne représente de facteur explicatif par rapport à cette appréciation.

Graphique 2.18-2 : Degré d'optimisme quant à l'avenir des jeunes



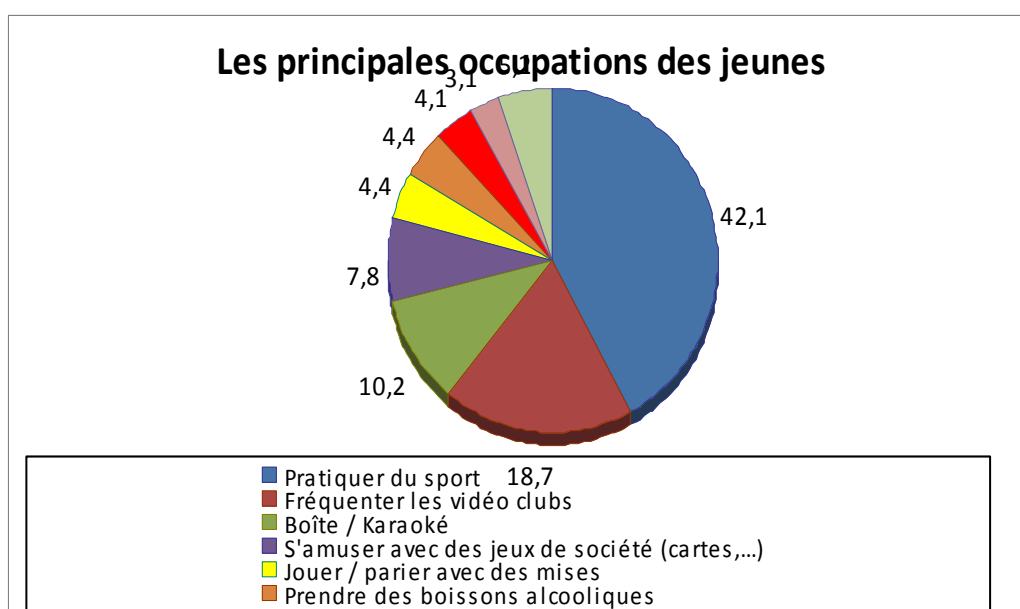
Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Presque la moitié des enquêtés (47%) a déclaré qu'ils sont tout a fait optimistes quant à l'avenir des jeunes. Pour le reste, 3 individus sur 10 sont moyennement optimistes à ce propos. Un avis contraire à celui ci, c'est-à-dire plutôt pessimiste, est observé auprès de 8% surtout les femmes (9%).

Les résultats de l'observation des opinions sur l'avenir des jeunes, suivant les caractéristiques sociodémographiques (tableau 15 en annexe), ont montré qu'aucune de ces caractéristiques n'a de l'influence sur ces dits opinions.

Parallèlement aux appréciations ci dessus, les avis des enquêtés sur les conditions d'épanouissement des jeunes ont été consulté (tableau 16 en annexe), et ceci par le biais de la disponibilité d'infrastructure de loisirs. En général, 8 individus sur 10 trouvent que ces dites infrastructures n'existent pas. Les hommes sont plus enclins à avoir cet avis par rapport aux femmes (84% contre 76% des femmes). Il en est de même pour la population à partir de 25 ans qui sont de cet avis avec des proportions pas moins de 80%.

**Graphique 2.18-3 : Les principales occupations des jeunes**



*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Les avis relatifs aux principales occupations des jeunes sont disparates. 42% trouvent que les jeunes pratiquent du sport à titre de loisir. 19% optent pour la fréquentation des vidéo clubs, 10% pour les boîtes et karaoké, et 8% pensent que les jeunes s'amuse avec des jeux de société (cartes, etc.). D'autres occupations sont aussi mentionnées mais par des proportions assez faibles, comme la prise des boissons alcooliques (4%).

**Tableau 2.18-1 : Perceptions sur les principales menaces à la santé des jeunes**

**Pourcentage des enquêtés qui ont évoqué les 3 principales menaces à la santé des jeunes âgés de 15 à 24 ans**

	Première menace		Deuxième menace		Troisième menace	
	Chez les garçons N=525	Chez les filles N=525	Chez les garçons N=348	Chez les filles N=285	Chez les garçons N=87	Chez les filles N=71
Alcool	60.9	5.1	30.0	9.4	9.9	2.3
Tabac	19.5	7.3	47.8	22.5	14.5	5.0
Drogue	2.6		8.9	0.2	25.7	2.1
VIH/SIDA	1.4	1.8	4.8	2.9	2.5	8.5
Autres IST	2.8	3.4	3.2	10.1	20.1	20.5
Grossesses précoces	0.4	66.9	0.3	25.1	2.2	9.0
Avortement		5.2		18.1		22.0
Banditisme	4.0	0.2	4.8	3.4	21.3	2.3
Prostitution		1.5		5.4		20.5
NSP	7.7	8.6				3.0
Autre	0.7	0.1	0.3	3.0	3.9	4.8
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010*

Différentes menaces à la santé des jeunes ont été mentionné par les ménages et elles sont différentes entre garçons et filles. Celles qui sont considérées comme menaces principales correspondent aux taux les plus élevés des ménages enquêtés. Si la santé des garçons est menacée principalement par l'alcool (61%), le tabac (48%) et la drogue (26%), celles des filles consistent aux grossesses précoces (70%), à la drogue (26%) et l'avortement (22%). Le manque d'éducation mais également de loisirs font des jeunes plus vulnérables voire même fortement exposés à ces différents dangers.

En matière d'éducation sexuelle des enfants, y compris les mesures préventives à l'encontre du SIDA, l'opinion de la population sur l'éventuelle implication des parents à été sollicité (tableau 17 en annexe). Pour ceux qui se sont prononcés, l'opinion majoritaire (39% des ménages) affirme que ce rôle revient effectivement aux parents. Outre ceux qui ne sont pas de cet avis, 4 individus sur 10 ne savent pas à qui attribuer ce rôle.

Selon la culture malgache, la sexualité est considérée comme un sujet tabou entre parents et enfants. Ceux qui sont encore de cet avis attribuent l'éducation sexuelle des jeunes (tableau 18 en annexe), respectivement aux services de santé (48%), aux écoles (23%), aux agents de santé communautaire (12%) et aux jeunes pairs éducateurs (10%).

**Tableau 2.18-2 : Opinions sur les services de santé publique par rapport aux besoins des jeunes**

<b>Répartition des enquêtés selon leurs perceptions des services de santé publique par rapport aux besoins des jeunes</b>		
	<b>%</b>	<b>N</b>
Tout à fait	17.7	93
Moyennement	16.8	88
Pas du tout	19.6	103
NSP	45.9	241
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>

*Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural 2010, Round 1, Antalaha*

Face à la logique responsabilité des services de santé publique sur la santé des jeunes, seulement 18% des enquêtés pensent que ces services répondent tout à fait aux besoins des jeunes. 20% affirment le contraire et une majorité de 46% n'en sait rien, c'est-à-dire qu'ils n'ont rien à déclarer à ce propos.

En cas de problèmes ou de défaillance de ces services (tableau 19 en annexe), les domaines concernés sont le soutien moral, le manque de personnel qualifié en SRA, des prestations défaillantes et la confidentialité. Il est constaté que les principaux domaines sources de problèmes concernent tous le personnel du service de santé. Non seulement des problèmes de compétences mais de comportement également. En effet, ce personnel n'accorde pas de soutien moral aux patients, alors que ce genre de communication et de compréhension joue des rôles importants et fait même partie des soins dispensés. Il y a aussi l'absence de confidentialité qui consiste à divulguer les problèmes de santé des patients à d'autres personnes non concernés par le service. Ce qui entraîne le manque de confiance des patients et les démotivent par la suite à suivre le traitement.

## **2.19. Besoins prioritaires**

Les besoins prioritaires consistent aux aspirations de la population sur les améliorations qu'elle projette d'apporter aux différents domaines de la vie quotidienne, et ceci par rapport au temps.

**Tableau 2.19-1 : Besoins prioritaires des ménages rapportés**

**Pourcentage des ménages selon les besoins prioritaires rapportés dans l'immédiat et à long terme**

<b>Besoins prioritaires</b>	<b>Dans l'immédiat</b>		<b>A long termes</b>	
	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>
1. <b>Travail</b> (stabilité du travail, trouver du travail pour les chômeurs ou ceux qui ont perdu leur travail, travail rémunérateur...)	4.0	54	2.8	27
2. <b>Sortie de la crise politique</b> (élection dans les meilleurs délais pour trancher sur la situation et avoir plus de paix et de sérénité, autres)	1.4	18	1.3	12
3. <b>Protection sociale</b> (l'accessibilité à des fonds de crédit pour améliorer une activité ou investir et démarrer une nouvelle activité)	4.4	59	11.5	110
4. <b>Alimentation</b> (alimentation correcte en quantité et en qualité, aide alimentaire, convenable, maîtrise de l'inflation de PPN)...	27.1	367	2.6	24

<b>5. Habitat</b> (avoir ou améliorer son habitat, le loyer moins cher, disposer de l'eau, de l'électricité, de toilette et douche publique...)	4.4	59	22.1	211
<b>6. Environnement</b> (curage de canal, réparation des ruelles au niveau des fokontany, réparation des digues, etc.)	0.8	11	6.7	64
<b>7 Sécurité</b>	0.4	5	7.1	67
<b>8. Éducation des enfants</b>	6.0	81	3.6	34
<b>9. Santé</b>	10.9	148	6.2	59
<b>10. Argent</b> (pour investir, en vue des périodes plus difficiles, ...)	34.0	461	1.7	16
<b>11. Matériels de production</b>	4.2	57	22.0	210
<b>12. Ecoulement de la production et prix au producteur</b>	2.6	35	11.8	113
<b>13. Autre (à spécifier)</b>	0.0	0	0.7	7
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>1 354</b>	<b>100</b>	<b>954</b>

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Les besoins prioritaires des ménages sont classés en deux selon le temps de réalisation à savoir dans l'immédiat et à long termes.

Dans l'immédiat, malgré la disparité des avis, 34% des ménages voudraient avoir de l'argent pour faire des investissements et aussi pour prévoir les périodes difficiles. La priorisation de ce besoin confirme que la difficulté financière est ressentie par la majorité des ménages (74%). Une autre aspiration que 28% des ménages voudraient bien satisfaire dans l'immédiat consiste à l'alimentation. Outre l'amélioration en quantité et en qualité, la maîtrise de l'inflation des PPN est aussi intégrée dans ce besoin. L'inflation étant évoquée parmi les chocs subis par la population.

Dans le long terme, les ménages ont également évoqué beaucoup d'aspirations mais celles qui sont mentionnées par la majorité sont d'abord l'habitat (22%), les matériels de production (22%), l'écoulement de la production et le prix au producteur (12%) et la protection sociale (11.5%).

**Tableau 2.19-2 : Opinions sur l'évolution de la situation des ménages**

Répartition (en %) des enquêtés selon leur opinion quant à l'évolution de la situation de leur ménage à la fin de l'année		
	%	N
Stable	26.9	141
S'améliorer	23.0	121
Se détériorer	38.2	201
Autre à préciser	0.0	0
Ne sait pas	11.9	63
<b>Ensemble</b>	<b>100.0</b>	<b>525</b>

Source : Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, Antalaha, novembre – décembre 2010

Les opinions enregistrées sur l'évolution de la situation de leurs ménages à la fin de l'année, sont disparates et on note même une certaine contradiction. En effet, 38% des enquêtés prévoient une détérioration alors qu'une proportion assez significative de 23% affirment le contraire, c'est-à-dire qu'ils sont convaincu que ladite situation va s'améliorer.

En évoluant dans un même contexte, une tendance générale ou une similarité des ménages par rapport à certaines caractéristiques est souvent observée. Mais chaque ménage possède également sa particularité qui peut générer une différence d'appréciation. A titre d'exemple, avec un même niveau de revenu, deux différents ménages qui ont chacun leurs sources ne doivent pas forcément subir les mêmes difficultés. En effet, tout comme l'origine de ces dernières, les domaines affectés pourraient être différents, donc il est possible que l'un ressent plus le problème que l'autre. Ce qui explique la disparité des opinions des ménages. Mais il ne faut pas non plus écarter le contexte politique qui influe considérablement sur les points de vue de tout un chacun.

## Conclusion

Un peu épargné par les cataclysmes naturels depuis le début de l'année 2010, le district d'Antalaha a connu de campagnes agricoles fructueuses tant pour le riz que pour les autres cultures. Toutefois, les chocs économiques ont été fortement ressentis par les ménages, des contextes économiques qui ne sont pas sans liaison avec la conjoncture. L'effondrement des prix aux producteurs, en particulier celui de la vanille, le renchérissement des intrants, ainsi que la flambée des prix à la consommation sont les principales contraintes soulevées. Se répercutant au niveau des revenus et des dépenses des ménages, ces chocs économiques vont affecter les comportements des ménages aussi bien sur le plan budgétaire qu'alimentaire.

Dans ce contexte perturbé par des paramètres économiques externes, certains ménages d'Antalaha n'échappent pas à la vulnérabilité, une vulnérabilité appréhendée tant sur le revenu que sur les dépenses. En termes de revenu, les ménages affectés par ce phénomène sont caractérisés par un revenu courant en dessous d'Ariary 50 000 au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Même en cette période de l'année où le revenu est supposé atteindre son niveau optimal, il est à rappeler que 16% des ménages répondent à un tel critère de vulnérabilité. Sous l'angle des dépenses, il s'agit des ménages ayant justifié une part plus importante du revenu consacré aux dépenses alimentaires. Dans ce sens, l'analyse fournit le profil des ménages appréhendés comme plus vulnérables :

- Ménages dirigés par une femme : 39% à revenu courant en dessous d'Ariary 50 000 et connaissant un pourcentage des dépenses alimentaires au sein du revenu de 140% ;
- Ménages dirigés par un chef célibataire, veuf ou séparé : 36% de cette catégorie disposent d'un revenu courant inférieur à Ariary 50 000 et le poids des dépenses alimentaires au sein du revenu est estimé à 152% ;
- Ménages constitués de 4 individus au maximum : 23.5% connaissent un revenu courant de moins d'Ariary 50 000 et le ratio dépenses alimentaires/revenu est estimé à 112%
- Ménages dont le chef n'a jamais eu accès à l'éducation : 30% ont un revenu n'atteignant pas Ariary 50 000 et la part du revenu alloué aux dépenses alimentaires est de 161%.

En revanche, la sécurité alimentaire a paru plutôt encourageante, malgré une supposition sur une éventuelle dégradation de la situation alimentaire par rapport aux années passées. En effet, en cette période post-récolte, 9 ménages sur 10 justifient un bon et acceptable profil de consommation alimentaire. Du point de vue des aspects sociaux, l'accès à l'éducation demeure important et en se référant au TBS au primaire à l'échelle nationale en 2008-2009 qui est de 130%, le TBS au primaire paraît encore plus important pour Antalaha (141%). Et la crise n'a pas engendré de bouleversements majeurs sur le déroulement de l'année scolaire : abandon scolaire très faible en 2009-2010 et taux de réussite au CEPE de l'ordre de 80%. Puis, pour ce qui est de l'administration, plus de 3 ménages sur 4 déclarent être satisfaits du fonctionnement du fokontany malgré les tensions politiques.

Cependant, quelques aspects demeurent encore problématiques. D'abord, sur le plan de la santé, le taux de morbidité infantile s'avère relativement important (22%). Antalaha s'inscrit parmi les zones à forte prévalence du paludisme et les enfants de moins de 5 ans sont les plus sensibles. Par ailleurs, avec la baisse des prix aux producteurs, les revenus des ménages s'amenuisent aussi. Un tel contexte favorise la prolifération d'actes d'insécurité rurale comme les vols de cultures sur pied et les vols d'animaux autres que les zébus. Enfin, malgré les différents cours d'eau, le manque d'infrastructures

adéquates en termes d'accès à l'eau potable implique que plus de 8 ménages sur 10 s'approvisionnent en eau auprès d'une source non améliorée.

D'une manière générale, près de 3 ménages sur 4 déclarent faire face à des difficultés pécuniaires depuis le début de l'année 2010. Puis, 15% disent avoir des difficultés alimentaires. De telles contraintes auraient des répercussions sur différents aspects de la vie quotidienne, notamment l'accès aux soins, la consommation alimentaire, les dépenses,...

Un deuxième passage de ces enquêtes de suivi de la vulnérabilité des ménages ruraux à Antalaha est encore prévu pour la période de soudure. La comparaison des données ainsi recueillies avec celles portant sur cette période post-récolte serait intéressante afin de bien souligner les fluctuations et les disparités des conditions de vie des ménages dans l'année.

## Références bibliographiques

1. Equipe Permanente de Pilotage/ Plan d'Action pour le Développement Rural (EPP/PADR), Primature, Réseau des Observatoires Ruraux, Rapport d'enquête de l'Observatoire Rural d'Antalaha, 1999-2002
2. INSTAT et ICF Macro, Enquête Démographique et de Santé de Madagascar 2008-2009, Antananarivo Madagascar, 2010
3. Lalaina Randrianarison « Revenus extra-agricoles des ménages ruraux et pauvreté », 2003
4. Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, INSTAT, Enquête Périodique auprès des Ménages 2005, Rapport Principal
5. Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, Indicateurs de l'Education Fondamentale en 2008-2009
6. Programme Alimentaire Mondial, Evaluation rapide de la sécurité alimentaire, 2007
7. Programme Alimentaire Mondial, Madagascar 2005. Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA)
8. Programme Alimentaire Mondial, Système d'Alerte Précoce, N°142 Pronostic Définitif 2010
9. Revue Scientifique Internationale des Civilisations N°19
10. Système des Nations Unies à Madagascar (2010) : *Évolution de la situation socioéconomique des ménages de la ville d'Antananarivo (Madagascar) durant la crise sociopolitique*. United Nations Multi-cluster Rapid Assessment Mechanism (McRAM III) - Antananarivo, Novembre 2009, 119 pages
11. Système des Nations Unies à Madagascar (2010) : *Situation socioéconomique des ménages de la ville d'Antananarivo et impact de la crise sociopolitique au niveau des ménages*. McRAM Mai 2010, Madagascar, 105p.
12. UNICEF, 2009, Analyse de la situation de la femme et de l'enfant, Madagascar, 237p.
13. UNPD 2009. Rapport mondial sur le développement humain 2009 Lever les barrières : Mobilité et développement humains, 251p.
14. Webliographie
15. Eau, assainissement et hygiène. [www.unicef.org/french/wash/index.html](http://www.unicef.org/french/wash/index.html)
16. McRAM [www.mcram.org](http://www.mcram.org)
17. Eau, assainissement et hygiène. [www.unicef.org/french/wash/index.html](http://www.unicef.org/french/wash/index.html)
18. <http://www.worldbank.org/>
19. EPM 2010